

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 98 — 137 (97 — 1791)

[98/03016]

19 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit tot invoering van een eenmalige aanslag ten laste van de elektriciteitsproducenten, met toepassing van de artikelen 2, §§ 2 en 3, en 3, § 1, 4° en 5°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. — Erratum

Belgisch Staatsblad van 29 augustus 1997, blz. 22110 :

Artikel 1, § 2, eerste streepje vervangen door de volgende bepaling :

« — wordt 1 350 miljoen frank toegewezen aan het Globaal Financieel Beheer van de sociale zekerheid voor werknemers, bedoeld in artikel 21 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, vervangen door artikel 5 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 houdende maatregelen met het oog op de uitbouw van het globaal beheer, met toepassing van artikel 9 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en ».

MINISTERE DES FINANCES

F. 98 — 137 (97 — 1791)

[98/03016]

19 AOÛT 1997. — Arrêté royal portant instauration d'une cotisation unique à charge des producteurs d'électricité, en application des articles 2, §§ 2 et 3, et 3, § 1er, 4° et 5°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. — Erratum

Moniteur belge du 29 août 1997, p. 22110 :

Remplacer l'article 1er, § 2, premier tiret par la disposition suivante :

« — 1 350 millions de francs sont attribués à la Gestion financière globale de la sécurité sociale des travailleurs salariés, visée à l'article 21 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, remplacé par l'article 5 de l'arrêté royal du 8 août 1997 portant des mesures en vue du développement de la gestion globale, en application de l'article 9 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1er, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et ».

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 98 — 138 (97 — 3034)

[98/07015]

9 DECEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de taalkaders van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 243 van 23 december 1997, blz. 34535 :

In de titel van de Franse tekst dient men te lezen : « 9 DECEMBRE 1997 — Arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire » in plaats van « 9 DECEMBRE 1997 — Arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit de la communauté militaire ».

In § 5 dient men te lezen in de Franse tekst : « Vu l'arrêté royal du 4 août 1997 fixant le cadre organique de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire; » in plaats van « Vu l'arrêté royal du 4 août 1977 fixant le cadre organique de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire; ».

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 98 — 138 (97 — 3034)

[98/07015]

9 DECEMBRE 1997. — Arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit de la communauté militaire. — Errata

Au *Moniteur belge* n° 243 du 23 décembre 1997, page 34535 :

Dans le titre du texte français, il y a lieu de lire : « 9 DECEMBRE 1997 — Arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire » au lieu de « 9 DECEMBRE 1997 — Arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit de la communauté militaire ».

Au § 5, il y a lieu de lire dans le texte français : « Vu l'arrêté royal du 4 août 1997 fixant le cadre organique de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire; » au lieu de « Vu l'arrêté royal du 4 août 1977 fixant le cadre organique de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire; ».

COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 139

[C — 97/21425]

Arrêt n° 81/97 du 17 décembre 1997

Numéros du rôle : 1042, 1043, 1046 et 1047

En cause : les recours en annulation de l'article 20 du décret de la Région wallonne du 27 juin 1996 relatif aux déchets, introduits par P. Beniest et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, H. Coremans et A. Arts, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 28 janvier 1997 et 31 janvier 1997 et parvenues au greffe les 29 janvier 1997, 30 janvier 1997 et 3 février 1997, un recours en annulation totale ou partielle de l'article 20 du décret de la Région wallonne du 27 juin 1996 relatif aux déchets (publié au *Moniteur belge* du 2 août 1996), pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions et des articles 10 et 11 de la Constitution, a été introduit respectivement par :

a) P. Beniest, demeurant à 1435 Mont-Saint-Guibert, rue des Trois Burettes 55, et M. Beniest, demeurant à 1150 Bruxelles, avenue de Tervueren 262;

b) la s.p.r.l. Pol Laurent, dont le siège social est établi à 7011 Ghlin, Résidence « La Prairie 17 »;

- c) la s.a. Cecosy, dont le siège social est établi à 7860 Lessines, rue René Magritte 35;
 d) la s.a. Carrières unies de porphyre, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue de Belle-Vue 64.

II. La procédure

Par ordonnances des 29 et 30 janvier 1997 et 3 février 1997, le président en exercice a désigné les juges des sièges conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Par ordonnance du 12 février 1997, la Cour réunie en séance plénière a joint les affaires.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 4 mars 1997; l'ordonnance de jonction a été notifiée par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 7 mars 1997.

Des mémoires ont été introduits par :

- le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, par lettre recommandée à la poste le 21 avril 1997;
- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 21 avril 1997.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 29 avril 1997.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- P. Beniést et M. Beniést, par lettre recommandée à la poste le 28 mai 1997;
- la s.p.r.l. Pol Laurent, par lettre recommandée à la poste le 28 mai 1997;
- la s.a. Cecosy, par lettre recommandée à la poste le 29 mai 1997;
- la s.a. Carrières unies de porphyre, par lettre recommandée à la poste le 29 mai 1997;
- le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 30 mai 1997;
- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 30 mai 1997.

Par ordonnance du 25 juin 1997, la Cour a prorogé jusqu'au 28 janvier 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 9 juillet 1997, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 14 octobre 1997 après avoir invité :

« a) les parties à introduire le 15 septembre 1997 au plus tard, un mémoire complémentaire portant sur le point de savoir si les moyens nouveaux formulés par le Conseil des ministres ont ou n'ont pas pour effet d'étendre le recours à des dispositions qui n'auraient pas été attaquées par les requérants, à la lumière de l'article 85, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage autorisant le Conseil des ministres à formuler de nouveaux moyens, mais la Cour ayant déjà jugé que son intervention ne peut ni modifier ni étendre le recours;

b) — le Gouvernement wallon à préciser, dans un mémoire complémentaire à introduire le 15 septembre 1997 au plus tard, si l'interprétation qu'il donne dans son mémoire de l'article 20, § 5, du décret attaqué rejoint l'argumentation développée par lesdites parties requérantes dans leur dernier mémoire et, dans l'affirmative, à donner son avis sur la suggestion faite par les parties requérantes dans l'affaire n° 1042 au dernier alinéa de la page 8 de leur mémoire en réponse;

— les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1042 et 1046 à répondre au mémoire complémentaire du Gouvernement wallon par un mémoire complémentaire à introduire le 30 septembre 1997 au plus tard ».

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 10 juillet 1997.

Des mémoires complémentaires ont été introduits par :

- P. Beniést et M. Beniést, par lettres recommandées à la poste les 28 août 1997 et 29 septembre 1997;
- la s.a. Carrières unies de porphyre, par lettres recommandées à la poste les 5 et 29 septembre 1997;
- la s.a. Cecosy, par lettre recommandée à la poste le 5 septembre 1997;
- le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 15 septembre 1997;
- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 15 septembre 1997.

A l'audience publique du 14 octobre 1997 :

— ont comparu :

- Me E. Balate, avocat au barreau de Mons, pour la s.p.r.l. Pol Laurent;
- Me F. Haumont et Me M. Scholasse, avocats au barreau de Bruxelles, et Me B. Paques, avocat au barreau de Nivelles, pour la s.a. Cecosy et pour la s.a. Carrières unies de porphyre;
- Me A. Haelterman, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- Me V. Thiry, avocat au barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;
- l'audience a été remise au 28 octobre 1997 à la demande de Me V. Thiry.

A l'audience publique du 28 octobre 1997 :

— ont comparu :

- Me J. Cruyplants, avocat au barreau de Bruxelles, pour P. Beniést et M. Beniést;
- Me E. Balate, avocat au barreau de Mons, pour la s.p.r.l. Pol Laurent;
- Me D. Deom *loco* Me F. Haumont et Me M. Scholasse, avocats au barreau de Bruxelles, et Me B. Paques, avocat au barreau de Nivelles, pour la s.a. Cecosy et pour la s.a. Carrières unies de porphyre;
- Me A. Haelterman, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- Me I. Mertens *loco* Me V. Thiry, avocats au barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;
- les juges-rapporteurs P. Martens et G. De Baets ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

*Quant à la recevabilité**Recours inscrit au rôle sous le numéro 1042**Recevabilité*

A.1. Pierre Beniést, premier requérant, agit en sa qualité de titulaire d'un droit d'emphytéose sur d'importantes parcelles situées à Mont-Saint-Guibert. Michel Beniést, second requérant, est, avec entre autres le premier requérant, tréfoncier indivis des mêmes parcelles, dans le cadre de la succession de la grand-mère des requérants.

Les terres sous emphytéose font l'objet d'une double exploitation : des baux à sable autorisant à extraire le sable se trouvant dans le sous-sol des parcelles; des contrats de versage autorisant à déverser dans les parcelles excavées des déchets non dangereux.

La situation des requérants est directement et défavorablement affectée par la norme attaquée en ce qu'elle permet au Gouvernement wallon d'autoriser une personne morale de droit public à exproprier pour cause d'utilité publique des biens immeubles, entre autres les terrains sur lesquels les requérants sont titulaires de droits réels, nécessaires à l'implantation de centres d'enfouissement technique, tout en dispensant l'expropriant d'accorder aux expropriés une indemnité conforme à l'article 16 de la Constitution.

Premier moyen

A.2. Le moyen est pris de la violation de l'article 39 de la Constitution et des articles 78 et 79 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce que ces dispositions n'autorisent les gouvernements des régions à poursuivre des expropriations pour cause d'utilité publique que dans le respect des procédures judiciaires fixées par la loi et du principe de la juste et préalable indemnité visée à l'article 16 de la Constitution.

A.3. En tant qu'elle prévoit que la valeur de l'indemnité d'expropriation est établie à l'exclusion de toute référence à l'exploitation future en centre d'enfouissement technique, la disposition attaquée ne tient pas compte de la valeur d'avenir d'un bien déjà exploité comme tel avant la décision d'expropriation, alors que le législateur régional ne pouvait, le cas échéant, exclure du calcul de l'indemnité que la plus-value engendrée éventuellement par l'affectation future du site en centre d'enfouissement technique, affectation qui serait précisément rendue possible par l'expropriation.

Deuxième moyen

A.4. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à cette Convention en ce que la disposition attaquée instaure une véritable discrimination entre personnes expropriées qui n'est susceptible d'aucune justification objective présentant un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens utilisés et le but poursuivi.

Le titulaire d'un droit réel sur un bien immobilier exproprié dans le cadre de l'implantation d'un centre d'enfouissement technique subit en effet une différence de traitement non susceptible de justification objective et raisonnable par rapport au titulaire d'un droit réel sur un immeuble exproprié pour d'autres raisons.

*Recours inscrit au rôle sous le numéro 1043**Recevabilité*

A.5. La requérante, qui est une personne morale de droit privé, pourrait être directement et défavorablement affectée par l'article 20 du décret attaqué en ce qu'elle a obtenu le 28 août 1992 de la députation permanente du Hainaut une autorisation d'exploiter une décharge de classe III, à Mons, sur le site « La Morette - Le Ballon » et qu'elle souhaite en obtenir la prorogation au-delà de la période fixée. Or, l'article 20 du décret attaqué conduit à un transfert, du secteur privé vers le secteur public, du pouvoir de décision sur l'allocation des ressources que constitue la gestion d'une décharge. Si les modifications législatives ou décrétales peuvent affecter la situation de la requérante, encore faut-il que, dans le respect du principe de la libre entreprise, elles ne conduisent pas à affecter nécessairement sa situation de manière défavorable en transférant la gestion des déchets ménagers et inertes aux seuls services publics. La décision de principe qu'organise l'article 20 est d'autant plus défavorable qu'elle constitue une forme de discrédit de la capacité de la requérante à gérer les déchets.

Premier moyen

A.6. Le moyen est pris de la violation de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, par l'article 20 qui limite la libre circulation des facteurs de production en ce qu'il réserve aux pouvoirs publics le monopole de l'implantation et de l'exploitation des centres d'enfouissement technique des déchets ménagers et des déchets inertes. Les formules évoquées lors des travaux préparatoires ne sont en aucun cas l'expression du maintien d'une liberté d'accès au marché ouvert au secteur privé, qu'il s'agisse de la formule de la concession, des intercommunales, de la société d'économie mixte ou de la formule spécifique envisagée à l'article 20, § 3, qui réserve la majorité aux pouvoirs publics.

A.7. Il n'existe pas de nécessité de limiter de cette manière la liberté organisée par la disposition invoquée au moyen. Les objectifs avancés sont louables mais ils ne rendent pas nécessaires le transfert de la gestion aux seuls services publics dans les conditions indiquées.

A.8. L'incohérence entre les objectifs poursuivis et les dispositions qui les organisent démontre l'absence totale de nécessité du transfert critiqué.

A.9. A supposer qu'une telle nécessité existe, à titre subsidiaire, les moyens mis en œuvre sont disproportionnés au but poursuivi. Sans qu'aucune évaluation réellement convaincante n'ait été faite, le mécanisme de double contrôle organisé par le décret du 5 juillet 1985 est abrogé.

A.10. Les nombreuses mesures de police contenues dans le décret du 5 juillet 1985 permettent, dès lors qu'il y a un risque pour l'environnement, de le prévenir, pour autant que la police administrative soit mise en œuvre de manière efficace.

A.11. De même, le principe de l'égalité d'accès des usagers pourrait trouver, par des mesures de contrôle drastique du secteur privé, la réponse adéquate, sans que nécessairement le service public n'assure à l'avenir un monopole en ce domaine. Or, aucune évaluation de mesures de rechange n'a été menée.

Deuxième moyen

A.12. L'article 20 viole les articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec la liberté d'établissement garantie par l'article 52 du Traité C.E. A cet égard, les critiques sont les mêmes que celles qui ont été développées dans le premier moyen.

Troisième moyen

A.13. L'article 20 viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il traite différemment, sans justification raisonnable, les personnes morales de droit privé et les personnes morales de droit public.

Première branche

A.14. L'exposé des motifs fait apparaître des objectifs que le législateur décretaal définit mais qui ne justifient pas la solution adoptée. En effet, que ce soit la suppression de l'objectif prioritaire de lucre, la nécessité d'introduire l'égalité d'accès des usagers par la suppression des tarifs de faveur, la volonté de couper court à la spéculation immobilière et la réponse à un besoin de sécurité des citoyens en apportant la caution du secteur public, ces objectifs peuvent légitimement trouver une réponse suffisante par un contrôle accru du secteur privé et par les techniques notamment d'agrément et d'autorisation telles que prévues dans le décret du 5 juillet 1985.

A.15. La seule considération réelle qui apparaît dans l'exposé des motifs est manifestement l'amalgame entre les difficultés rencontrées par certains acteurs privés et la condamnation radicale de ce secteur pour pouvoir atteindre les objectifs assignés.

Mais cet argument est sans pertinence, dès lors qu'il est permis au secteur privé, pour les déchets industriels, d'être élevé au rang de centres d'enfouissement technique alors même que ces déchets présentent un degré de dangerosité plus grand pour les citoyens, dès lors qu'ils offrent la possibilité d'une concurrence accrue entre les opérateurs privés, concurrence qui pourrait, à suivre la thèse du législateur régional wallon, déboucher sur des objectifs de lucre ou de spéculation immobilière.

A.16. A titre subsidiaire, le législateur s'est manifestement abstenu d'examiner les solutions de rechange qui permettraient d'atteindre de manière juste et raisonnable les objectifs poursuivis.

Deuxième branche

A.17. L'article 20, § 5, n'est motivé par aucun argument justifiant la volonté délibérée du législateur décretaal de ne pas prendre en considération la valeur d'avenir. Cette discrimination dans la notion de juste et préalable indemnité n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

Quatrième moyen

A.18. L'article 20, § 3, viole l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 en ce qu'il apporte des modifications qui ne sont pas marginales au droit des sociétés alors que la matière est réservée au législateur fédéral.

*Recours inscrit au rôle sous le numéro 1046**Recevabilité*

A.19. La requérante est une société dont l'objet social consiste notamment à implanter et exploiter des décharges contrôlées. Elle a donc un intérêt direct et certain à l'annulation du décret du 27 juin 1996.

Moyen unique

A.20. L'article 20, §§ 1^{er} et 2, du décret viole l'article 6, § 1^{er}, VI, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles selon lequel, d'une part, les régions exercent leurs compétences dans le respect du principe de la liberté du commerce et de l'industrie, d'autre part, l'autorité fédérale reste compétente en matière d'organisation de l'économie et de droit de la concurrence.

A.21. Les dispositions attaquées ont pour effet de rendre l'exercice de l'exploitation des centres d'enfouissement technique matériellement impossible si ce n'est par une convention de sous-traitance avec l'un des partenaires publics privilégiés par l'article 20, § 2.

A.22. La requérante se verra dans l'impossibilité de poursuivre ses activités au-delà de l'autorisation qu'elle détient déjà, ce qui signifierait la fin de son existence.

*Recours inscrit au rôle sous le numéro 1047**Recevabilité*

A.23. La requérante est propriétaire de sites susceptibles d'être expropriés selon la procédure prévue à l'article 20, § 5, du décret du 27 juin 1996. Elle a donc intérêt à son recours.

Premier moyen

A.24. L'article 20, § 5, du décret attaqué viole l'article 79 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce que, en prévoyant pour le calcul de l'indemnité d'expropriation l'exclusion de toute référence à l'exploitation future en centre d'enfouissement technique, la disposition entreprise déroge au principe du caractère juste de l'indemnité consacré par l'article 16 de la Constitution, alors que la disposition précitée impose aux gouvernements des communautés et des régions de poursuivre les expropriations pour cause d'utilité publique dans le respect du principe de juste et préalable indemnité visé à l'article 16 de la Constitution.

A.25. Un site de carrière peut être valorisé deux fois : en qualité de trou où les déchets peuvent être déversés et ensuite en tant que terrain remblayé parce qu'il pourra être valorisé selon l'affectation de la zone. Or, la disposition entreprise a pour but de permettre à l'autorité expropriante de faire l'économie d'une de ces deux dimensions : la profondeur, puisque, en excluant toute référence à l'exploitation future en centre d'enfouissement technique, le décret permet à l'autorité de ne payer le terrain exproprié qu'en fonction de sa superficie. L'indemnité ne pourra donc être juste au sens de l'article 16 de la Constitution.

Deuxième moyen

A.26. La disposition attaquée viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que, en prévoyant pour le calcul de l'indemnité d'expropriation l'exclusion de toute référence à l'exploitation future en centre d'enfouissement technique, la disposition entreprise a pour conséquence de traiter de façon similaire des situations objectivement différentes et de façon différente des situations similaires, alors que les principes d'égalité des Belges devant la loi et de non-discrimination consacrés par les dispositions visées au moyen interdisent non seulement que soient traitées de façon différente des personnes se trouvant dans des situations objectivement semblables, mais aussi que soient traitées de façon semblable des personnes se trouvant dans des situations objectivement différentes.

A.27. Par ailleurs, un terrain creux ne peut avoir deux valeurs selon le mode d'acquisition dont il est l'objet. En effet, un site creux aura une valeur différente selon qu'il est destiné à devenir un C.E.T. (centre d'enfouissement technique) affecté à l'usage exclusif d'un producteur de déchets ou à être exproprié pour cause d'utilité publique. En cas de cession d'un site destiné à devenir un C.E.T. affecté à l'usage exclusif d'un producteur de déchets, et partant non susceptible d'expropriation puisque ne constituant pas un service public au sens de l'article 20, § 1^{er}, du décret, on y intégrera la valeur d'avenir du bien alors qu'en cas d'expropriation, celle-ci sera exclue.

En conséquence, une situation identique connaîtra un sort différent selon que le bien est transféré à un producteur de déchets pour y éliminer ses propres déchets ou selon que le bien est exproprié pour servir de C.E.T. tel qu'il est prévu à l'article 20, § 2, du décret.

Mémoire du Gouvernement wallon

Recevabilité

A.28. La s.p.r.l. Pol Laurent a obtenu le 28 août 1992 l'autorisation d'exploiter une décharge de classe III, pour un terme de dix ans. L'article 68 du décret attaqué dispose que les autorisations accordées en application des arrêtés d'exécution du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets ou du Règlement général pour la protection du travail continuent à produire leurs effets jusqu'à l'expiration du terme pour lequel elles ont été accordées. L'autorisation accordée à la requérante produira donc ses effets au moins jusqu'en 2002.

A.29. D'autre part, l'article 19, § 3, alinéa 2, du décret attaqué prévoit que, sauf force majeure, les déchets biodégradables seront interdits à la mise en centre d'enfouissement technique, au plus tard le 1^{er} janvier 2010. Enfin, l'article 70 autorise des prorogations des autorisations accordées.

A.30. Selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, le titulaire d'une autorisation n'est pas à l'abri de toute décision en sens contraire.

A.31. La requérante n'établit ni qu'elle aurait en tout cas droit à un nouveau permis ou à une prolongation au-delà de 2002, ni qu'elle ne pourra pas bénéficier de l'article 70 du décret. Elle ne justifie pas de l'intérêt requis pour demander l'annulation des dispositions qu'elle attaque.

A.32. La s.a. Cecosy n'affirme ni ne justifie qu'elle dispose d'un agrément d'exploitant de décharge. Elle ne permet pas d'apprécier si elle pourra éventuellement bénéficier de la dérogation prévue par l'article 70. Son recours est irrecevable.

A.33. La requête de Pierre et Michel Beniest ne permet pas de déterminer s'ils ont la qualité de propriétaire pour revendiquer le bénéfice de la juste et préalable indemnité prévue par l'article 16 de la Constitution. Leur recours est irrecevable en ce qu'il est limité à l'article 20, § 5, alinéa 2, du décret.

Quant au fond

Recours inscrit au rôle sous le numéro 1043

Premier moyen

A.34. La requérante dénonce avant tout l'érection en service public fonctionnel de l'activité d'exploitation des centres d'enfouissement technique. Un tel choix relève du législateur. La Cour ne pourrait le censurer que si la disposition décrétale portait manifestement atteinte au principe de proportionnalité, encore qu'il ne soit pas visé au moyen.

A.35. Par ailleurs, la jurisprudence de la Cour enseigne que la liberté du commerce et de l'industrie peut subir des restrictions. En l'espèce, elles sont justifiées pour assurer adéquatement la sauvegarde de l'environnement et mettre efficacement en oeuvre la compétence du législateur décrétal en matière de politique de déchets. Ce choix était nécessaire pour assurer l'égalité d'accès des usagers et pour permettre la mise en oeuvre d'une politique efficace des déchets privilégiant la prévention et la valorisation. Le législateur décrétal a légitimement pu considérer que le secteur privé poursuit en priorité la défense d'intérêts particuliers, non de l'intérêt général.

A.36. Il existe un « ordre public écologique » consacré par le premier principe de la déclaration de Stockholm. Eriger en service public l'implantation et l'exploitation des centres d'enfouissement technique est donc nécessaire et justifie qu'il soit dérogé à la liberté du commerce et de l'industrie.

A.37. Un service public implique un contrôle public. En l'espèce, la gestion en service public constitue la réponse à un besoin de sécurité du citoyen et assure l'égalité d'accès aux usagers, en supprimant l'objectif prioritaire de lucre par l'introduction de principes tarifaires. Le décret n'exclut pas la prise en charge effective du service public par des personnes privées (article 20, § 3). L'accès au marché est ouvert. Ce qui est fermé, c'est la propriété de l'implantation.

A.38. La requérante s'étonne que le transfert de la gestion au service public ne s'impose pas aussi pour les déchets industriels. Cette différence a été justifiée dans les travaux préparatoires, les déchets industriels ayant bénéficié d'initiatives privées, tandis que les déchets ménagers sont plutôt l'affaire des communes.

A.39. La gestion en service public étant la seule adéquate, il ne peut y avoir de disproportion avec l'objectif poursuivi.

Deuxième moyen

A.40. L'article 52 du Traité C.E. vise à protéger l'admission des ressortissants d'un Etat membre dans un autre Etat membre, de même que l'exercice par eux d'activités professionnelles. Il vise à écarter toute discrimination d'un ressortissant d'un autre Etat membre par rapport à un national. Quand une activité relève d'un monopole, son accès aux ressortissants des autres Etats membres n'est pas prévu puisqu'il n'existe pas au profit des nationaux.

Troisième moyen

Première branche

A.41.1. Le choix fondamental d'une gestion en service public pour les déchets ménagers ou inertes repose sur les éléments suivants :

— La suppression de l'objectif prioritaire de lucre qui serait un frein à l'application efficace d'une politique des déchets privilégiant la prévention et la valorisation.

— La nécessité d'introduire l'égalité d'accès des usagers qui se manifeste notamment dans la suppression des tarifs de faveur.

— La volonté de couper court à toute spéculation immobilière en ne permettant plus l'évaluation de terrains en fonction des volumes disponibles, directement liés à la rentabilité, mais bien en fonction seulement de l'utilité publique du site, c'est-à-dire de la seule valeur intrinsèque du terrain.

— La réponse à un besoin de sécurité des citoyens en apportant la caution du service public à une activité économique considérée à risques (voy. exposé des motifs du décret attaqué, *Doc.*, Conseil régional wallon, 1994-1995, n° 344/1, p. 4).

La solution adoptée est justifiée au regard des buts poursuivis.

A.41.2. En ce qui concerne les déchets industriels, il est renvoyé à l'argumentation développée précédemment.

Deuxième branche

A.42. Ce que le législateur décréta a voulu exclure n'est nullement la valeur d'avenir du bien, mais la réalisation d'une plus-value des terrains expropriés, plus-value qui résulterait de l'affectation par l'autorité de ceux-ci en centres d'enfouissement technique.

Cette manière de faire est parfaitement admissible et d'ailleurs admise par la Cour de cassation elle-même, puisque celle-ci a précisé que des dispositions limitatives n'étaient applicables que lorsque l'expropriation est destinée à réaliser les prescriptions du plan d'aménagement (voy. Cass., 7 juin 1990, *Pas.*, 1990, I, 1135).

Mutatis mutandis, on peut appliquer la même règle au cas d'espèce.

Quatrième moyen

A.43. L'avis du Conseil d'Etat du 20 mars 1995 critiquait une disposition qui a été omise.

A.44. L'article 20, § 3, du décret attaqué trouve un fondement suffisant dans l'article 6, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 qui, rédigé en termes particulièrement larges, confie aux régions la pleine maîtrise de la politique des déchets.

Cette compétence emporte celle de régler la forme juridique des personnes morales de droit public autorisées à implanter et à exploiter des centres d'enfouissement technique, et d'organiser un contrôle par le Gouvernement wallon sur les statuts de ces personnes morales de droit public, sans qu'il soit requis de recourir à l'article 10 de la même loi spéciale.

Recours inscrit au rôle sous le numéro 1046

A.45. Le moyen unique se confond avec le premier moyen invoqué dans le recours inscrit sous le numéro 1043 du rôle et appelle la même réponse.

Recours inscrit au rôle sous le numéro 1047

Premier moyen

A.46. Le moyen n'est pas recevable. Le Gouvernement wallon n'aperçoit pas en quoi l'article 79 de la loi spéciale du 8 août 1980, pris isolément, serait violé.

A.47. Subsidiairement, en ce qu'il fait grief au décret d'avoir exclu toute référence à l'exploitation future, le moyen se confond avec le troisième moyen du recours inscrit sous le numéro 1043 du rôle et appelle la même réponse.

A.48. D'autres législations mentionnent des faits qui sont clairement exclus. Des dispositions limitatives sont possibles, ainsi que l'admet la Cour de cassation dans son arrêt du 7 juin 1990.

Deuxième moyen

A.49. Ce qui est reproché par la requérante, c'est que les propriétaires de sites creux seront privés de la partie de l'indemnité d'expropriation correspondant à la valorisation de cette profondeur, de sorte que les propriétaires de sites pleins seront traités de la même manière que les propriétaires de sites creux, ceux-ci ne recevant pas une indemnité supérieure à celle des premiers en cas d'expropriation.

Le but poursuivi est d'éviter les spéculations immobilières.

D'autre part, l'on ne voit pas pourquoi le propriétaire d'un terrain « creux » devrait être favorisé par rapport au propriétaire d'un terrain « plein ».

En tout état de cause, les travaux préparatoires du décret attaqué prévoient bien que « l'évaluation ne devrait tenir compte que de la valeur de la surface du bien, sauf si l'acquisition antérieure de celui-ci avait pris en compte la valeur du gisement ».

Il est donc clair que dans l'application du paragraphe 5 de l'article 20 du décret, il est tenu compte de la valeur réelle du terrain « creux » s'il avait été tenu compte de cette possibilité antérieurement.

La prétendue discrimination invoquée par la requérante est donc inexistante. Le moyen est non fondé.

Recours inscrit au rôle sous le numéro 1042

A.50. Le Gouvernement wallon renvoie aux arguments exposés ci-avant dans le cadre des autres recours fondés sur les mêmes moyens.

En ce qu'il est pris de l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme du 4 novembre 1950 et de l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à cette Convention, le moyen ne formule pas de griefs distincts.

Mémoire du Conseil des ministres

Recevabilité

A.51. Les requêtes en annulation sont recevables. Il en est de même du mémoire du Conseil des ministres dans lequel celui-ci formule de nouveaux moyens à l'encontre des dispositions critiquées. Ces nouveaux moyens sont recevables en application de l'article 85, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Quant au fond

Premier moyen nouveau

A.52. L'article 20 du décret attaqué empiète sur la compétence fédérale en matière de conditions d'accès à la profession. Il viole ainsi l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'autorité fédérale étant seule compétente en la matière.

A.53. Il est communément admis que le respect du contenu de cette disposition s'impose aux régions non seulement en matière économique, mais également dans le cadre de l'exercice de toutes les compétences dont elles disposent. Les limitations contenues dans cette disposition sont donc bien applicables en l'occurrence.

A.54. La compétence attribuée à l'autorité fédérale en la matière est une compétence exclusive, ce qui ressort de la rédaction de la disposition précitée, si on la compare à l'alinéa 4 du même article, qui n'utilise pas la formule selon laquelle l'autorité fédérale est « seule compétente ».

Il s'agit par ailleurs d'une compétence d'une importance capitale en tant qu'elle participe du cadre de l'union économique et des principes essentiels concernant la matière de l'économie.

A.55. Dans plusieurs arrêts, la Cour d'arbitrage a eu l'occasion d'indiquer, dans une énumération non exhaustive, ce qui relève de l'accès à la profession (arrêts n^{os} 55/92, 66/92, 88/95 et n^o 36).

A.56. En indiquant que, sauf exception, l'autorisation d'implanter et d'exploiter un C.E.T. est octroyée exclusivement aux demandeurs qui revêtent certaines formes juridiques particulières, à savoir pour l'essentiel la forme de personnes morales de droit public, le législateur décrétoal wallon n'a rien fait d'autre que de fixer des conditions d'exercice propres à une activité économique déterminée, auxquelles l'octroi d'une autorisation préalable requise est subordonné.

A.57. On ne peut soutenir que la réglementation des conditions d'accès à la profession se prêterait à un règlement différencié sous peine d'introduire des risques d'inégalités et d'incohérences que le législateur spécial a précisément empêchés en confiant la matière à l'Etat.

En tout état de cause, l'atteinte à cette compétence réservée n'est pas, en l'espèce, marginale. L'application de l'article 10 de la loi spéciale ne pourrait donc être admise.

Deuxième moyen nouveau

A.58. L'article 20 du décret attaqué empiète sur la compétence fédérale pour la politique des prix et revenus et viole ainsi l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

A.59. Dans son arrêt n^o 55/96, la Cour a admis la constitutionnalité d'une disposition décrétoale qui se bornait à habiliter un gouvernement de région à fixer uniquement des prix minimums.

Le texte critiqué ne se borne pas à une telle habilitation. Le Gouvernement wallon est habilité, de manière extrêmement large et sans aucune limite, à fixer les règles tarifaires applicables lors de la mise de déchets en C.E.T.

A.60. En vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, l'ensemble des produits, matières et denrées sont susceptibles de relever de la politique nationale des prix; d'autre part, en vertu de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 avril 1993 portant des dispositions particulières en matière de prix, les entreprises de traitement des déchets ne peuvent appliquer des hausses de prix sans autorisation préalable de l'inspection générale des prix et de la concurrence. Il existe donc bien une politique des prix fédérale en matière de traitement des déchets à laquelle la disposition critiquée porte atteinte.

Le décret ne se bornant pas à limiter son habilitation à un prix minimum, l'article 10 de la loi spéciale ne peut trouver à s'appliquer.

Troisième moyen nouveau

A.61. L'article 20 du décret attaqué est susceptible d'empiéter sur la compétence fédérale en matière de droit commercial et de droit des sociétés, violant ainsi l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

A.62. Faute d'un débat particulier au cours des travaux préparatoires, en recourant aux concepts de « droit commercial et de droit des sociétés » le législateur spécial a nécessairement entendu se référer à leur sens juridique courant.

Le droit commercial et le droit des sociétés recouvrent les dispositions législatives et réglementaires relatives notamment à la forme des sociétés commerciales, à l'acquisition par elles de la personnalité juridique, à leur mode de fonctionnement et à leur statut, à la tenue de leurs comptes, à leur contrôle interne et externe, à leur dissolution, ainsi que celles qui ont trait à la protection du capital social et à la protection des tiers.

A.63. En ce qu'il prévoit que les personnes morales de droit privé qui exploitent un C.E.T. de déchets industriels sont soumises au pouvoir de contrôle du Gouvernement wallon, l'article 20, § 4, du décret empiète sur la compétence fédérale ci-dessus rappelée.

A.64. Le contrôle des sociétés relève en effet clairement du droit des sociétés, ainsi que l'a rappelé la section de législation du Conseil d'Etat dans son avis relatif à l'avant-projet de décret wallon relatif aux déchets (*Doc.*, Conseil régional wallon, 1995, n^o 49/1, p. 57).

A.65. La même conclusion s'applique au paragraphe 3, alinéa 3, de l'article 20, qui prévoit l'approbation du Gouvernement wallon à l'égard des statuts et de leur modification.

A.66. Il en est de même de la dernière phrase de l'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 20, en ce qu'elle impose l'adoption d'une forme déterminée de société, soit une société anonyme, soit une société coopérative, pour l'association entre une personne morale de droit public et une personne morale de droit privé. La détermination des différentes formes de sociétés relève clairement des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

A.67. La première phrase du paragraphe 3, alinéa 3, de l'article 20, selon laquelle pour « tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret et par les statuts, les prescriptions relatives aux sociétés commerciales [...] sont applicables », viole également la disposition de la loi spéciale précitée. Il n'appartient pas aux législateurs communautaires ou régionaux de définir le champ d'application des dispositions législatives et réglementaires relevant de la compétence fédérale.

Un législateur décrétoal n'est pas compétent pour rappeler que des dispositions fédérales sont d'application (voy. l'arrêt n^o 88/95).

Dans son avis relatif au projet d'ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme, la section de législation du Conseil d'Etat a indiqué qu'il ne revenait pas à un législateur décrétoal de reproduire des dispositions relevant de la compétence fédérale, à supposer même qu'il ne les modifie aucunement (*Doc.*, Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, 1990-1991, n^o 108/1, p. 101).

A.68. L'article 20, § 3, alinéa 3, qui entend déterminer les modalités de contrôle des comptes de l'association, et l'article 20, § 6, qui impose la tenue d'une comptabilité séparée par C.E.T. distinct, empiètent manifestement sur la compétence fédérale en matière de comptabilité et de comptes annuels des entreprises. Etant notamment régie par la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, cette matière relève incontestablement du droit commercial et du droit des sociétés.

A.69. La matière ne se prêtant pas à un règlement différencié, l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 n'est pas d'application.

Mémoire en réponse des requérants Pierre et Michel Beniest

Recevabilité

A.70. C'est à tort que le Gouvernement wallon conteste la recevabilité du recours au motif que les requérants n'établissent pas qu'ils ont la qualité de propriétaire pour revendiquer le bénéfice de la juste et préalable indemnité prévue par l'article 16 de la Constitution.

A.71. Les termes « sa propriété » utilisés à l'article 16 de la Constitution ne se confondent pas avec le droit réel de propriété visé à l'article 544 du Code civil.

L'expropriation est l'acte juridique du transfert forcé, non seulement d'une chose ou d'un droit réel, mais de tout bien, c'est-à-dire de tout droit subjectif patrimonial, la loi prévoyant d'ailleurs l'obligation d'appeler à la cause les « tiers intéressés », c'est-à-dire ceux qui sont énumérés à l'article 6 de la loi du 26 juillet 1962, de même que les titulaires d'actions réelles et de sûretés hypothécaires (article 18 de la loi), cette énumération n'ayant pas de caractère limitatif. Le droit à indemnité appartient donc à tout titulaire d'un droit réel ou personnel sur l'immeuble visé par l'expropriation.

A.72. Les requérants sont donc recevables à introduire le recours en leur qualité d'emphytéotes ou de tréfonciers indivis d'importantes parcelles de terrain situées dans le Brabant wallon et déjà exploitées comme décharges de déchets industriels et de déchets ménagers.

A.73. En tout état de cause, en leur qualité d'héritiers de Mme Jacqmotte par représentation de leur mère, les requérants sont propriétaires indivis et tréfonciers de ces mêmes parcelles et ils se réservent de produire l'acte définitif de partage leur attribuant la propriété de ces parcelles.

Quant au fond

Premier moyen

A.74. Contrairement à ce que soutient le Gouvernement wallon, la disposition attaquée exclut du calcul de l'indemnité de l'expropriation toute plus-value résultant de l'exploitation future du terrain exproprié sans faire la moindre distinction entre la plus-value résultant de l'affectation du terrain en centre d'enfouissement technique par l'autorité et la plus-value résultant de la valeur d'avenir du bien déjà exploité en tant qu'installation d'élimination des déchets avant la décision d'expropriation. L'intention exprimée par le Gouvernement wallon ne peut aller à l'encontre du texte clair de la disposition attaquée.

A.75. Les travaux préparatoires démontrent que le législateur décrétoal a bien voulu exclure toute référence à l'exploitation future du terrain exproprié en centre d'enfouissement technique puisqu'il n'a pas tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat et que plusieurs amendements visant à lever les ambiguïtés du texte ont été rejetés.

A.76. Si la position exprimée par le Gouvernement devait néanmoins être retenue, la Cour devrait, selon la technique du double dispositif, préciser que l'article 20, § 5, alinéa 2, viole les articles 10 et 11 de la Constitution dans l'interprétation que lui ont donnée les requérants mais ne viole pas ces mêmes dispositions s'il est interprété comme excluant du calcul de l'indemnité d'expropriation la plus-value qui résulterait de l'affectation du terrain exproprié en centre d'enfouissement technique par l'autorité compétente lors de la procédure d'expropriation.

Deuxième moyen

A.77. Pour les mêmes motifs que ceux qui viennent d'être développés, le Gouvernement wallon ne peut être suivi lorsqu'il considère que la disposition attaquée ne vise pas à exclure la valeur d'avenir du bien exproprié.

A.78. En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, la nécessité d'une juste et préalable indemnité doit s'apprécier non seulement au regard de l'article 16 de la Constitution, mais également en tenant compte de l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

La disposition attaquée n'est pas compatible avec ces dispositions en ce qu'elle empêche l'exproprié de bénéficier d'indemnités d'expropriation tenant compte de la valeur d'avenir d'un bien dont l'exploitation future en C.E.T. n'est que la continuité d'exploitations identiques existant avant même la décision d'expropriation.

En prévoyant que le Gouvernement wallon peut autoriser des personnes morales de droit public à procéder à une expropriation sans accorder à l'exproprié une indemnité tenant compte de la valeur d'avenir du bien, la disposition attaquée s'analyse en une privation de propriété au sens de la seconde phrase de l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel.

Cet ingérence ne ménage pas un juste équilibre entre les exigences de l'intérêt général et les impératifs de sauvegarde des droits fondamentaux de l'individu (voy. les arrêts de la Cour européenne « Raffineries grecques » du 9 décembre 1994, point 69, et Lithgow du 8 juillet 1986, série A, n° 102, p. 50).

A.79. En l'espèce, le titulaire d'un droit réel sur un bien immobilier exproprié dans le cadre de l'implantation d'un C.E.T. est bien amené à subir une différence de traitement non susceptible de justification objective et raisonnable par rapport au titulaire d'un droit réel sur un bien immeuble exproprié pour d'autres raisons et/ou dans un autre contexte.

Mémoire en réponse de la s.p.r.l. Pol Laurent

Recevabilité

A.80. Le Gouvernement wallon ne conteste pas que, pour le terme de l'année 2002, la requérante ne pourra voir son projet économique achevé.

A.81. En ce qui concerne l'article 70 du décret, il est clair que le terme que constitue l'entrée en vigueur du plan des C.E.T. est la mise en oeuvre d'une logique nouvelle de gestion des déchets pour la Région wallonne qui serait inconciliable avec la possibilité d'accorder ultérieurement des autorisations sur la base de l'ancienne législation ou de la prorogation de celle-ci.

Il ne peut être soutenu que les prorogations pourraient être accordées après que le plan des centres d'enfouissement technique aura été adopté, ce qui serait contraire à la *ratio legis* du texte, sauf si la Région wallonne prend clairement position à ce sujet, ce qu'elle ne fait pas.

A.82. La distinction que fait le Gouvernement wallon entre le contentieux de l'annulation devant le Conseil d'Etat et le contentieux de l'annulation devant la Cour d'arbitrage n'est pas pertinente. C'est l'environnement juridique dans lequel une société commerciale peut prétendre exercer librement une activité économique qui est modifié par le décret.

A.83. La requérante a donc fait la preuve de son intérêt au recours.

Quant au fond

Premier moyen

A.84.1. Les travaux préparatoires ne contiennent aucune démonstration suffisante de la nécessité d'ériger au rang de service public fonctionnel la gestion des déchets et cette indigence de justification ne pourrait être ultérieurement corrigée. La règle de l'égalité d'accès des usagers ne peut à elle seule justifier le choix du législateur décrétoal. La réglementation permet de manière tout aussi efficace d'atteindre l'objectif poursuivi. Quant à la prévention et à la valorisation, il s'agit de deux objectifs qui peuvent être atteints autrement, notamment par des contrôles accrus.

A.84.2. L'existence d'un ordre public écologique, affirmé dans une déclaration qui d'ailleurs n'a pas fait l'objet d'une loi introduisant ce texte international dans l'ordre juridique belge, ne justifie pas automatiquement l'appropriation par les pouvoirs publics de la gestion des déchets.

Le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement peut s'accommoder d'autres formules, la Région wallonne ne démontrant pas que le choix qu'elle a fait est nécessairement le seul qui s'impose.

A.85. Les comparaisons faites avec le régime des télécommunications ou avec le service universel sont dénuées de pertinence.

A.86. La Région wallonne ne justifie en rien la différence de traitement entre la gestion des déchets industriels et la gestion des déchets ménagers.

Deuxième moyen

A.87. La requérante se réfère à sa requête.

Troisième moyen

Première branche

A.88.1. Il est inexact de prétendre que les objectifs ne pourraient être atteints par un contrôle accru du secteur privé. La rentabilité procède de toute activité économique. La distinction traditionnelle entre service public et service privé selon laquelle l'un pourrait ne pas gérer son activité de manière rentable est obsolète.

Ce n'est pas le jugement des erreurs commises dans le passé mais bien l'incapacité du pouvoir exécutif à relayer les injonctions contenues dans les décrets qui est à l'origine du jugement de valeur non fondé sur le secteur privé.

Affirmer que seul le contrôle par les autorisations qui seraient accordées aux pouvoirs publics est celui qui permet de rencontrer les objectifs fixés est dépourvu de toute démonstration pertinente.

Deuxième branche

A.88.2. C'est à tort que la Région wallonne tire argument de l'arrêt prononcé par la Cour de cassation le 7 juin 1990. Rien ne permet de soutenir qu'une lecture extensive de l'arrêt permettrait d'en déduire une assimilation entre les plans de secteur et les plans de centres d'enfouissement technique dont il faudrait dégager, nonobstant la spécificité des objectifs poursuivis par les expropriations, qu'il ne pourrait être tenu compte dans ce cas de la plus-value ou de la moins-value. Une interprétation par analogie n'est pas défendable pour méconnaître le principe essentiel contenu à l'article 11 de la Constitution.

Quatrième moyen

A.89. La requérante s'en réfère aux arguments développés par le Conseil des ministres dans son mémoire.

Mémoire en réponse de la s.a. Cecosy

Recevabilité

A.90. La requérante a été constituée en 1992 et son objet social comporte l'exploitation et l'aménagement de décharges contrôlées. Elle dispose d'un bail emphytéotique, conclu le 30 novembre 1992, sur des terrains situés à Lessines et parfaitement adaptés à l'exploitation comme décharge contrôlée. Même si elle n'exerce pas à l'heure actuelle l'activité d'exploitant de décharges, il reste que le décret attaqué risque de l'affecter directement dans la mesure où ces dispositions compromettront sans aucun doute le développement normal des activités relevant de son objet statutaire. Ce risque s'est d'ailleurs déjà concrétisé, ainsi qu'il ressort d'une correspondance échangée avec la Société publique d'aide à la qualité de l'environnement (SPAQUE).

Il est ainsi démontré à suffisance que la disposition attaquée est d'ores et déjà invoquée par l'administration à l'encontre des projets de la requérante, de sorte que l'intérêt de celle-ci à l'annulation est actuel et individualisé.

Quant au fond

A.91. Contrairement à ce qu'expose la Région wallonne, le grief de la requérante ne porte pas sur la qualification de l'activité des centres d'enfouissement technique comme services publics fonctionnels, mais sur les dispositions qui limitent l'accès des personnes morales de droit privé à l'exercice de cette activité.

A.92. Si le législateur régional est compétent pour ériger une activité en service public, ce qui relève de son appréciation politique, il est néanmoins tenu de respecter les limites de ses compétences et notamment de respecter les principes fondamentaux qui sont érigés en règles répartitrices de compétences par l'article 6, § 1^{er}, VI, de la loi spéciale du 8 août 1980.

A.93. Les dispositions attaquées portent au principe de la liberté du commerce et de l'industrie une atteinte beaucoup plus caractérisée que les décrets antérieurement soumis à la Cour et à propos desquels celle-ci a admis que le législateur régional puisse apporter des limitations à cette liberté, en tant qu'il estime devoir réglementer l'exercice d'une activité économique.

A.94. En l'espèce, les dispositions attaquées instaurent un nouveau monopole public. La circonstance que les personnes morales de droit public titulaires des autorisations pourront confier l'exploitation des centres à des entreprises privées n'est en rien de nature à énerver cette constatation. La plupart des monopoles traditionnellement accordés aux pouvoirs publics s'assortissent de possibilités de concessions, sans que l'existence d'un véritable monopole puisse pour autant être niée.

A.95. L'instauration d'un monopole public n'est pas seulement une atteinte ou une restriction à la liberté du commerce et de l'industrie : elle en constitue la suppression pure et simple dans le secteur considéré. Le législateur régional est dès lors incompétent pour instaurer un monopole public, ce qui constitue la négation même du principe que la loi spéciale lui impose de respecter.

A.96. A supposer même que le législateur régional puisse instaurer un monopole public, encore faut-il vérifier si celui-ci est justifié en termes de proportionnalité.

Or, ni les arguments avancés par la Région wallonne ni les travaux préparatoires ne suffisent à fournir une justification.

En particulier, il n'apparaît pas pourquoi le monopole se justifie davantage pour les déchets ménagers ou inertes que pour les déchets industriels, *a priori* plus dangereux pour l'environnement. La section de législation du Conseil d'Etat a elle-même émis un avis dubitatif sur la valeur des justifications fournies par le Gouvernement wallon (*Doc.*, Conseil régional wallon, 1994-1995, n° 344/1, annexe I, p. 57).

A.97. La disposition attaquée est également entachée d'excès de compétence en ce qu'elle contrevient aux principes fondamentaux du Traité C.E., dont le respect délimite la compétence régionale en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Il ressort de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes que le droit communautaire n'admet que dans une mesure très restrictive le maintien ou l'instauration de monopoles publics (voy. arrêt R.T.T., aff. C-18/88 du 17 décembre 1991, Rec. p. 5973; arrêt Corbeau, aff. C-320/91, *J.T.D.E.* 1993, p. 14; arrêt commune d'Almelo, aff. C-393/92, 27 avril 1994).

Dans le cas présent, la Région wallonne reste en défaut d'exposer en quoi le monopole créé par les dispositions attaquées serait indispensable à l'exercice d'une mission spécifique liée au fonctionnement d'un service d'intérêt économique régional.

Mémoire de la s.a. Carrières unies de porphyre

Premier moyen

A.98. L'article 79 de la loi spéciale du 8 août 1980 précise clairement le champ de compétence des autorités fédérées : elles peuvent poursuivre les expropriations d'utilité publique mais sont soumises à l'article 16 de la Constitution : les gouvernements ne peuvent déroger au principe de la juste indemnité. Puisque l'article 79 renvoie à l'article 16 de la Constitution, on voit mal pourquoi le moyen serait irrecevable, comme le soutient le Gouvernement wallon, en tant qu'il viserait isolément cet article 79.

A.99. La jurisprudence des tribunaux a dégagé la notion de juste indemnité. Pour être juste, l'indemnité doit être intégrale. Le principe de base est la recherche de la valeur vénale. La valeur du bien est estimée au moment du transfert de propriété et elle est chiffrée au jour où le juge statue. L'expropriation ou les mesures antérieures ne peuvent influencer la détermination de la valeur du bien considéré.

A.100. En ce qui concerne le sort réservé aux expropriations de carrières, il convient d'opérer une distinction entre les carrières ouvertes et celles qui ne sont pas encore en exploitation.

Pour les carrières en exploitation, l'indemnisation est estimée en tant que perte d'exploitation et, comme pour les industries atteintes par une expropriation, la réparation devra couvrir le bénéfice perdu.

Pour les carrières non ouvertes, il n'est plus aujourd'hui contesté que les potentialités renfermées dans le sous-sol doivent être indemnisées, étant entendu que seul le préjudice certain peut l'être.

A.101. Pour être complète, la juste indemnité doit donc correspondre à la valeur vénale du bien entrepris. L'indemnité pécuniaire doit remplacer dans le patrimoine de l'exproprié la valeur que représentait le bien, avec tous ses droits et avantages, actuels ou futurs. Cette valeur correspond à ce qu'il aurait pu obtenir en vendant ce bien, dans des conditions normales de publicité. En vertu de ce principe, il est tenu compte des potentialités d'exploitation du sol ou du sous-sol. S'il en allait autrement, l'indemnité ne serait plus complète puisqu'elle ne tiendrait pas compte d'un avantage du bien, lequel aurait certainement influencé son prix en cas de vente.

Il ressort d'une analyse des travaux préparatoires de l'article 20 du décret attaqué qu'il existe un certain décalage entre la lettre claire du texte et certaines mentions des travaux préparatoires.

L'article 20, § 5, vise en réalité deux hypothèses.

Si un plan des centres d'enfouissement technique a été adopté, non seulement l'indemnité ne pourra tenir compte de la plus-value apportée par ce plan, mais, surtout, en tout état de cause, la hauteur de l'indemnité ne pourra jamais tenir compte de l'exploitation future en centre d'enfouissement technique.

Si aucun plan des centres d'enfouissement technique n'a été adopté, on tient compte de la valeur du bien à la veille de l'arrêt d'expropriation, en excluant toute référence à l'exploitation future en centre d'enfouissement technique.

A.102. Il ressort de ces considérations que l'objectif déclaré par le Gouvernement, étant d'éviter de devoir indemniser une plus-value apportée par le plan, porte à faux. En effet, lorsqu'aucun plan n'existe, cet argument est sans fondement.

Par ailleurs, si un plan a été adopté, il n'est pas davantage tenu compte de la plus-value qui préexistait à son adoption et qui est générée par l'affectation future normale du bien ou son affectation actuelle de fait ou de droit.

En réalité, l'exclusion de toute référence à l'exploitation en centre d'enfouissement technique est détachée de l'incidence du plan et le but poursuivi est clairement de pouvoir exproprier à bas prix en rejetant toute référence à l'exploitation actuelle ou future.

Cet objectif viole l'article 16 de la Constitution en ce que le montant de l'indemnité ne correspond aucunement à la valeur vénale du bien.

A.103. La référence faite par le Gouvernement wallon aux dispositions des législations urbanistiques des trois régions est inappropriée. Dans le cadre de celles-ci, le législateur a voulu éviter qu'une mesure adoptée par le gouvernement soit responsable de l'augmentation de la valeur d'un bien à exproprier. En l'occurrence, si le plan de secteur affecte un terrain agricole en zone à bâtir, la plus-value est uniquement issue de la mesure adoptée par le gouvernement. A l'inverse, si le bien présente toutes les caractéristiques d'un terrain à bâtir, puisque l'incidence du plan est écartée, il sera tenu compte de la valeur effective du bien.

A.104. Il n'en va pas de même en ce qui concerne l'article 20, § 5. Même s'il n'y a pas de plan, il ne sera pas tenu compte de l'exploitation future en centre d'enfouissement technique.

A.105. La disposition entreprise est donc contraire à l'article 79 de la loi spéciale du 8 août 1980 en ce qu'elle viole l'article 16 de la Constitution.

Deuxième moyen

A.106.1. La différence de traitement dénoncée par la requérante n'est pas justifiable.

Exiger d'être indemnisée en tenant compte de la valeur objective de son bien ne peut être considéré en soi comme une opération spéculative.

L'objectif de l'article 20, § 5, est bien de permettre des expropriations en écartant toute valeur issue de l'exploitation en centre d'enfouissement de déchets.

En réalité, lorsque le Gouvernement wallon estime que le but est d'éviter la spéculation, il devrait plutôt dire qu'il cherche à éviter qu'un propriétaire ne revendique une indemnité, forcément plus élevée, intégrant la valeur de l'exploitation qui est en cours ou qu'il projette.

A.106.2. Un tel objectif ne rencontre pas les exigences mentionnées ci-dessus en ce qui concerne les critères de distinction créant une discrimination entre les personnes visées par la disposition entreprise.

A.107. En conclusion, le critère de distinction établi se fonde uniquement sur le souci d'exproprier à moindre prix en excluant toute référence à l'exploitation future d'un centre d'enfouissement technique. Cet objectif, purement budgétaire, n'est pas en lien avec le but de la loi ou de l'expropriation qui est d'assurer une maîtrise par les pouvoirs publics de l'exploitation des centres d'enfouissement technique.

*Mémoire en réponse du Gouvernement wallon**Quant aux nouveaux moyens soulevés par le Conseil des ministres**Premier moyen*

A.108.1. La compétence dévolue aux régions en matière de politique des déchets, qui est formulée dans des termes particulièrement larges, inclut notamment celle de déterminer les conditions dans lesquelles les déchets doivent être gérés ou éliminés.

A.108.2. En l'espèce, la Région wallonne a choisi d'ériger en service public fonctionnel la gestion, l'implantation et l'exploitation des centres d'enfouissement technique des déchets. Ce choix n'est pas manifestement disproportionné au but poursuivi.

A.109. Dans ce cadre, la Région pouvait légitimement prendre les dispositions qui figurent à l'article 20, § 2.

A.110. Ce faisant, la Région wallonne n'a nullement empiété sur la compétence dévolue à l'autorité fédérale en matière de conditions d'accès à la profession.

A.111. D'une part, il n'est pas exact de prétendre que l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 6°, s'impose aux régions et aux communautés dans toutes les matières qui leur sont attribuées, la disposition prévoyant elle-même l'exception de la matière du tourisme.

A.112. D'autre part, cette disposition vise exclusivement les conditions d'accès alors que le texte litigieux concerne les conditions d'exercice propres à une activité économique déterminée. Tel qu'il est formulé, le moyen manque en droit.

A.113. Si on devait considérer que la loi spéciale interdit aux régions de fixer les conditions d'exercice propres à une activité économique déterminée, et de subordonner cet exercice à certaines autorisations, on n'aperçoit pas comment les régions pourraient valablement mettre en oeuvre leur compétence, notamment en matière de politique économique ou en matière de politique des déchets.

A.114. Plus fondamentalement, la disposition précitée de la loi spéciale vise exclusivement les conditions d'accès à une profession. Cette disposition est de stricte interprétation. Elle ne s'applique pas aux fonctions exercées dans les services publics au sens organique, ni aux fonctions exercées par des personnes qui accomplissent à titre professionnel et de manière habituelle, quelle que soit la nature de leurs relations juridiques avec l'administration, une tâche d'intérêt général et qui fournissent ainsi un service public au sens fonctionnel du terme (arrêt n° 2/97, B.9.1).

A.115. L'article 20 du décret a pour objet de réglementer, non pas l'accès à une profession déterminée, mais une activité d'intérêt général dans le cadre d'un service public fonctionnel. Le moyen n'est pas fondé.

Deuxième moyen

A.116. En vertu de l'article 6, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980, les régions sont compétentes en matière de politique des déchets. Cette compétence comporte également celle de fixer les règles tarifaires applicables lors de la mise de déchets en centre d'enfouissement technique, sans qu'en soi cela implique un empiètement sur la compétence dévolue à l'autorité fédérale en matière de politique des prix et des revenus (voy. arrêt n° 56/96, B.21).

A.117. Quant à l'habilitation donnée au Gouvernement wallon par l'article 20, § 1^{er}, alinéa 2, elle ne saurait en soi violer les exigences constitutionnelles ou les règles répartitrices de compétences. Il appartiendra aux juges administratif et judiciaire d'exercer un contrôle sur la manière dont cette habilitation aura été mise en oeuvre (voy. arrêts nos 10/92, 13/92, 55/92, 13/93, 14/93, 43/93, 47/93, 75/93 et 88/93).

Troisième moyen

A.118. L'article 20, § 3, du décret fixe les conditions dans lesquelles une personne morale de droit public peut confier à des tiers l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique et règle notamment la forme que doit revêtir la convention passée entre la société de droit public et la personne morale de droit privé, en prévoyant qu'une entité ainsi créée doit être majoritairement publique.

Cette disposition n'empiète nullement sur la matière du droit des sociétés. Elle concerne exclusivement des associations de droit public. Elle ne règle ni la forme, ni le contrôle de personnes morales de droit privé. Elle n'a pas pour objectif de définir, à l'égard d'une personne morale de droit privé, le champ d'application des lois sur les sociétés commerciales ou des lois sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

A.119. Cette disposition trouve un fondement dans l'article 6, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980.

A.120. L'article 8 de la loi spéciale précise que les compétences du conseil régional, dans les matières énumérées à l'article 6, comprennent le pouvoir d'adopter les dispositions et autres mesures relatives à l'infrastructure nécessaire à l'exercice de ces compétences.

Dès lors, en ce qu'il vise l'article 20, § 3, du décret, le moyen manque en droit, en toutes ses branches.

A.121.1. La compétence attribuée aux régions en matière de politique des déchets emporte nécessairement celle de contrôler l'exploitation des centres d'enfouissement technique. Il s'agit d'une règle de police administrative qui n'empiète pas sur la compétence dévolue à l'autorité fédérale en matière de droit des sociétés. Une politique d'environnement efficace implique nécessairement que les activités susceptibles de perturber l'environnement soient contrôlées (arrêt n° 55/92).

A.121.2. Quant à l'article 26, § 6, qui exige la tenue d'une comptabilité séparée pour chaque centre d'enfouissement technique, il s'agit d'une mesure nécessaire pour permettre au Gouvernement wallon d'assurer le contrôle des centres d'enfouissement technique.

La disposition n'empiète pas sur la compétence de l'autorité fédérale en matière de droit des sociétés, même lorsque le centre est exploité par une personne de droit privé.

*Mémoire en réponse du Conseil des ministres**Recevabilité*

A.122. Il ressort de l'exposé des requêtes que les requérants justifient de l'intérêt à leur recours, soit en leur qualité de titulaire de droits réels sur des parcelles exploitées, soit en qualité d'exploitant de décharge.

Quant au fond

A.123. En plus des observations qu'il a formulées dans son mémoire, le Conseil des ministres entend faire les observations suivantes.

A.124. Si les régions ont la pleine maîtrise de la politique des déchets, il reste qu'il ne leur appartient pas, en la menant, d'empiéter sur des compétences relevant du législateur fédéral, spécialement lorsqu'il s'agit de compétences exclusivement réservées à celui-ci par l'article 6 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

A.125. Dans son avis précédant l'adoption du décret attaqué, la section de législation du Conseil d'Etat a notamment estimé que la disposition critiquée, alors en projet, réglait une question relevant du droit des sociétés, matière de compétence fédérale, en ce qu'elle prévoyait que les personnes morales de droit privé exploitant un C.E.T. de déchets industriels étaient soumises au pouvoir de contrôle du Gouvernement.

Le législateur décréte n'a pas tenu compte du contenu essentiel de la remarque formulée par le Conseil d'Etat.

A.126. La disposition attaquée instaure un contrôle du Gouvernement wallon sur les sociétés, leur forme juridique, leurs comptes et leurs statuts.

La Cour n'a admis qu'un législateur régional impose des contraintes à des sociétés et les soumette à un contrôle qu'en tant que ce législateur a entendu confier aux sociétés une mission de service public (arrêt n° 36/95). En l'espèce, la disposition critiquée n'a pas pour objet de confier à des sociétés privées une mission de service public en ce que cette mission est pour l'essentiel réservée au secteur public.

A.127. A supposer que la disposition attaquée et celle dont il était question dans l'arrêt n° 36/95 visent une même situation objective, dans ce même arrêt, la Cour n'a admis l'instauration d'un contrôle sur des sociétés que dans le cadre de la mission que le législateur régional entend leur confier et en tant que cette mission relève de sa compétence. Elle n'a admis l'imposition de contraintes que si elles ont un objet extrêmement limité, relevant d'une politique de compétence régionale.

En l'espèce, les contraintes et les contrôles imposés aux sociétés par la disposition attaquée excèdent manifestement les limites fixées par la Cour.

A.128. Le contrôle des statuts et celui des comptes ne se justifient nullement par un souci relevant de la politique des déchets, en tant qu'ils sont formulés en termes extrêmement larges.

A.129. Il serait déraisonnable de considérer que la matière du droit commercial et du droit des sociétés serait susceptible de faire l'objet d'un règlement différencié. Les diverses dispositions de l'article 20 touchent à des éléments essentiels de cette matière. Leurs incidences ne peuvent être qualifiées de marginales.

A.130. Enfin, l'objectif poursuivi par le législateur wallon, relevant de la bonne gestion des déchets, aurait pu être atteint par d'autres voies, qui relevaient, elles, de sa compétence. Le recours à l'article 10 de la loi spéciale n'est donc pas permis.

A.131. Il ne peut être admis que la politique des déchets emporte celle de prendre les mesures ici critiquées.

A.132. La référence à l'article 8 de la loi spéciale est dénuée de pertinence. Le concept d'infrastructure visé dans cette disposition n'a vraisemblablement pas réellement été défini dans les travaux préparatoires, le Premier ministre s'étant borné à indiquer qu'« il recouvre tous les éléments d'une infrastructure adéquate » (rapport au Sénat, *Pasin.*, 1980, p. 919).

Il faut donc entendre ce terme dans son sens courant, comme visant « l'ensemble des installations et des services permettant d'exercer une activité économique ou technique » (dictionnaire usuel français Hachette).

A.133. Le Conseil des ministres n'aperçoit pas en quoi l'instauration d'un contrôle du Gouvernement sur les sociétés, sur leurs comptes et sur leurs statuts ainsi que l'obligation de recourir à des formes particulières de société pourraient relever de la création de services et encore moins d'installations. Il en va, *a fortiori*, de même de la référence, à titre subsidiaire, aux « prescriptions relatives aux sociétés commerciales ».

Questions posées par la Cour

A.134. Dans l'ordonnance de mise en état du 9 juillet 1997, la Cour a invité :

« a) les parties à introduire le 15 septembre 1997 au plus tard, un mémoire complémentaire portant sur le point de savoir si les moyens nouveaux formulés par le Conseil des ministres ont ou n'ont pas pour effet d'étendre le recours à des dispositions qui n'auraient pas été attaquées par les requérants, à la lumière de l'article 85, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage autorisant le Conseil des ministres à formuler de nouveaux moyens, mais la Cour ayant déjà jugé que son intervention ne peut ni modifier ni étendre le recours;

b) — le Gouvernement wallon à préciser, dans un mémoire complémentaire à introduire le 15 septembre 1997 au plus tard, si l'interprétation qu'il donne dans son mémoire de l'article 20, § 5, du décret attaqué rejoint l'argumentation développée par lesdites parties requérantes dans leur dernier mémoire et, dans l'affirmative, à donner son avis sur la suggestion faite par les parties requérantes dans l'affaire n° 1042 au dernier alinéa de la page 8 de leur mémoire en réponse;

— les parties requérantes dans les affaires n° 1042 et 1046 à répondre au mémoire complémentaire du Gouvernement wallon par un mémoire complémentaire à introduire le 30 septembre 1997 au plus tard ».

Mémoire complémentaire du Conseil des ministres

Premier moyen

A.135. Sont particulièrement visés par le Conseil des ministres, dans l'article 20 : le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et le paragraphe 2, alinéas 1^{er}, 2 et 3. Le paragraphe 1^{er} est visé dans la requête de la s.a. Cecosy et dans les développements du moyen. La requête de la s.p.r.l. Pol Laurent sollicite l'annulation de l'article 20 en totalité et l'exposé des premier, deuxième et troisième moyens vise, même s'il ne le mentionne pas, l'article 20, § 1^{er}. Cette disposition est donc sans aucun doute attaquée par les requérants.

Le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, est visé par la s.a. Cecosy. La s.p.r.l. Pol Laurent vise expressément, dans ses premier et deuxième moyens, le paragraphe 2 en entier, sauf l'alinéa 4. Le paragraphe 2, alinéas 1^{er}, 2 et 3, fait donc partie des dispositions attaquées.

Deuxième moyen

A.136. Le Conseil des ministres vise particulièrement l'article 20, § 1^{er}, alinéa 3. Aucun des requérants ne vise expressément cette disposition, mais il appartient à la Cour d'exercer son contrôle sur d'autres dispositions que celles dont l'annulation est demandée dès lors qu'elles y sont indissociablement liées, ce qui est le cas de l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er} : le pouvoir de fixer les règles tarifaires accordé au Gouvernement est indissociablement lié au concept de gestion des C.E.T. en service public, traduit à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}. Cette fixation des tarifs est également indissociablement liée au contrôle exercé par le Gouvernement sur les entreprises privées de gestion des C.E.T., mis en cause par le Conseil des ministres dans son troisième moyen.

Troisième moyen

A.137. Est visé l'article 20, plus particulièrement § 3, fin de l'alinéa 2 et alinéa 3, et §§ 4 et 6.

Le paragraphe 3, alinéa 2, est visé au quatrième moyen développé par la s.p.r.l. Pol Laurent, qui vise très clairement la disposition inscrite à la fin de cet alinéa.

La même société incrimine le paragraphe 3. A supposer que la première phrase du paragraphe 3, alinéa 3, soit une disposition qui, d'un point de vue légistique, peut être séparée des autres phrases, elle en constitue l'accessoire nécessaire.

A.138. Enfin, si cette société ne vise pas directement les paragraphes 4 et 6 de l'article 20 - qu'elle attaque dans sa totalité -, il s'agit de dispositions indissociables de celles qui sont attaquées, en ce que leurs éléments relèvent de l'objectif global de contrôle de l'autorité publique sur l'intervention de personnes morales de droit privé dans la gestion des déchets, dans le cadre de la mission de service public qui leur est impartie par le décret. Les travaux préparatoires sont éclairants à ce sujet. Ces dispositions forment donc un tout indissociable.

Mémoire complémentaire de Pierre et Michel Beniest

A.139. Les nouveaux moyens du Conseil des ministres paraissent avoir pour effet d'étendre le recours à des dispositions qui n'étaient pas attaquées par les requérants dans l'affaire portant le numéro 1042 du rôle.

N'ayant pas connaissance des recours portant les numéros 1043, 1046 et 1047 du rôle, les requérants Beniest ne peuvent toutefois se prononcer à ce sujet.

Mémoire complémentaire de la s.a. Carrières unies de porphyre et de la s.a. Cecosy

A.140. Trois des quatre recours limitent leur objet à certaines dispositions de l'article 20. Toutefois, les moyens soulevés par le Conseil des ministres ne sont pas étrangers aux dispositions attaquées.

Le premier moyen ajoute une critique supplémentaire des dispositions attaquées. Le second concerne une disposition qui constitue la conséquence directe de l'érection en service public de l'activité de gestion des C.E.T.. Quant au troisième moyen, il porte sur des éléments indissociables de l'organisation du monopole accordé aux personnes morales de droit public; il s'agit en effet de critiquer la manière dont le décret organise la « sous-traitance » ou la concession de l'activité érigée en monopole. Sans l'aménagement de ces modalités, l'exercice du monopole est pratiquement impossible, les communes et associations de communes ne disposant pas des capacités techniques nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins. Le moyen soulevé par le Conseil des ministres se rapporte donc, indirectement, également aux dispositions des alinéas 1^{er} et 2 du paragraphe 2, lesquelles font l'objet du recours.

A.141. Enfin, la s.p.r.l. Pol Laurent poursuit l'annulation de l'ensemble de l'article 20, de telle sorte que les moyens nouveaux ne peuvent avoir pour effet d'étendre le recours

Mémoire complémentaire du Gouvernement wallon

A.142. Si la Cour rejette les exceptions formulées par le Gouvernement wallon et reçoit le recours de la s.p.r.l. Pol Laurent, le premier moyen du Conseil des ministres est recevable puisqu'il s'en prend à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, attaqué par cette société.

Le deuxième moyen est irrecevable puisqu'il attaque l'article 20, § 1^{er}, alinéa 3, seule la s.p.r.l. Pol Laurent attaquant cette disposition, mais dans une autre mesure.

Il en est de même du troisième moyen.

A.143. En ce qui concerne la portée de l'article 20, § 5, le Gouvernement wallon soutient que le législateur décréte à voulu exclure, non la valeur d'avenir du bien mais la réalisation d'une plus-value résultant de l'affectation nouvelle par l'autorité en C.E.T..

A.144. Plusieurs hypothèses sont donc à envisager :

— L'immeuble exproprié n'est pas exploité en centre d'enfouissement technique à la veille de l'adoption provisoire du plan visé à l'article 24, § 2, du décret : aucun problème n'est soulevé. Le bien devra être évalué sans tenir compte de la plus-value éventuelle qui pourrait résulter de l'affectation nouvelle en centre d'enfouissement technique.

— Le bien est un centre d'enfouissement technique lors de l'adoption provisoire du plan : il faudra bien entendu calculer la valeur du terrain tel qu'il est au moment de l'adoption du plan, c'est-à-dire exploité en centre d'enfouissement technique.

— Le terrain n'est pas un centre d'enfouissement technique, mais un terrain « creux » : les travaux préparatoires prévoient expressément que « l'évaluation ne devrait tenir compte que de la valeur de surface du bien, sauf si l'acquisition antérieure de celui-ci avait pris en compte la valeur du gisement » (*Doc.*, Conseil régional wallon, 49-SE 1995, n° 39, p. 3).

Il est donc bien clair qu'ici également, il est tenu compte de la valeur réelle du terrain « creux » s'il avait été tenu compte de cette valeur antérieurement.

Par conséquent, l'interprétation que le Gouvernement wallon donne de l'article 20, § 5, du décret attaqué ne rejoint pas l'argumentation développée par les requérants dans leur mémoire en réponse.

A.145. Quant à la suggestion des consorts Beniest, elle ne peut être retenue. La technique du double dispositif est possible dans le contentieux préjudiciel, non dans le contentieux de l'annulation.

Second mémoire complémentaire de Pierre et Michel Beniest

A.146. L'article 20, § 5, est clair : il exclut du calcul de l'indemnité d'expropriation la valeur d'avenir du bien exproprié, au moins partiellement. Il ne peut être interprété *a posteriori* par son auteur.

Si la Cour devait l'interpréter, elle ne pourrait retenir l'interprétation réductrice donnée par la partie adverse. Il lui appartient de dire que l'article 20, § 5, viole les articles 10 et 11 de la Constitution s'il est interprété comme excluant du calcul de l'indemnité d'expropriation la valeur d'avenir du bien, notamment celle du terrain déjà exploité comme installation d'élimination de déchets antérieurement à la décision d'expropriation visant à affecter d'autorité le bien en C.E.T..

A défaut d'annulation, la Cour ne pourrait rejeter le recours que sous cette réserve d'interprétation formulée *a contrario*, conformément à la jurisprudence consacrée notamment par le dispositif des arrêts n^{os} 23/92 et 24/92.

Second mémoire complémentaire de la s.a. Carrières unies de porphyre

A.147. Le texte de l'article 20, § 5, contredit la thèse du Gouvernement wallon : la valeur d'un bien repris au plan comme centre d'enfouissement technique est nécessairement déterminée par référence à l'exploitation qui pourrait être faite. Il s'agit bien là d'une valeur d'avenir, définie comme une potentialité ou un événement futur dont tout acheteur tiendrait compte. On n'aperçoit pas comment tenir compte de cette valeur d'avenir, constituée par l'exploitation future en centre d'enfouissement technique, si, en vertu du texte, la valeur du bien est établie « à l'exclusion de toute référence à l'exploitation future en centre d'enfouissement technique ».

A.148. Si aucun plan des centres d'enfouissement technique n'a été adopté, on tient compte de la valeur du bien à la veille de l'arrêté d'expropriation, en excluant toute référence à l'exploitation future en centre d'enfouissement technique.

Cette hypothèse révèle l'intention réelle du législateur et contredit manifestement la thèse du Gouvernement wallon, lequel est du reste muet à cet égard.

Puisque dans ce cas, il n'existe aucun plan, il ne peut valablement être soutenu que le but est d'éviter de devoir indemniser la plus-value apportée par le plan.

Le but est bien de pouvoir exproprier à bas prix en rejetant toute référence à l'exploitation en centre d'enfouissement technique.

A.149. La référence aux travaux préparatoires ne permet nullement de conforter la thèse du Gouvernement wallon. Le passage invoqué est loin d'être aussi limpide qu'il le prétend.

— B —

Quant à la recevabilité

B.1.1. L'article 20 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets dispose que l'implantation et l'exploitation des centres d'enfouissement technique autres que ceux destinés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets sont un service public. Il réserve à des personnes de droit public l'autorisation de les implanter et de les exploiter. Il soumet à des contraintes nouvelles l'exploitation de centres que les personnes morales de droit public peuvent confier à des tiers dans le cadre de conventions spécifiant les règles à observer. Il prévoit des règles spécifiques relatives au calcul de l'indemnité payée par les personnes morales de droit public qui sont autorisées à recourir à des expropriations.

B.1.2. De telles dispositions peuvent affecter directement et défavorablement, tant les titulaires d'un droit réel ou d'un droit personnel sur les biens susceptibles d'être ainsi expropriés, que les sociétés qui ont pour objet social d'implanter ou d'exploiter des décharges contrôlées. Les parties requérantes, qui appartiennent à l'une ou l'autre de ces catégories, justifient d'un intérêt à leur recours.

Quant aux dispositions attaquées

B.2. L'article 20 du décret du 27 juin 1996 dispose :

« § 1. L'implantation et l'exploitation des centres d'enfouissement technique autres que destinés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets sont un service public.

Sans préjudice des conditions particulières d'accès, notamment financières, accordées aux communes affiliées au sein d'associations de communes, les exploitants de centres d'enfouissement technique sont tenus d'assurer l'égalité des utilisateurs dans l'accès aux centres d'enfouissement technique qu'ils exploitent.

Le Gouvernement fixe les règles tarifaires applicables lors de la mise en centre d'enfouissement technique.

§ 2. L'autorisation, au sens de l'article 11, d'implanter et d'exploiter un centre d'enfouissement technique destiné à recevoir des déchets ménagers et assimilés est octroyée exclusivement aux associations de communes.

L'autorisation, au sens de l'article 11, d'implanter et d'exploiter un centre d'enfouissement technique destiné à recevoir des déchets inertes est octroyée exclusivement aux communes et aux associations de communes.

L'autorisation, au sens de l'article 11, d'implanter et d'exploiter un centre d'enfouissement technique destiné à recevoir des matières enlevées du lit et des berges des cours d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage est octroyée exclusivement aux personnes morales de droit public responsables de la réalisation de ces travaux.

L'autorisation, au sens de l'article 11, d'implanter et d'exploiter un centre d'enfouissement technique destiné à recevoir des déchets industriels est octroyée à des personnes morales de droit privé ou à des personnes morales de droit public.

Les alinéas 2 et 4 du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux centres d'enfouissement technique destinés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets.

§ 3. Les personnes morales de droit public visées au § 2 peuvent effectuer l'exploitation par leurs propres moyens ou confier celle-ci à des tiers dans le cadre de conventions spécifiant les règles à observer.

Les mêmes personnes morales de droit public décident librement d'introduire une demande d'autorisation au sens de l'article 11. Au cas où la convention visée à l'alinéa précédent prend la forme d'une association avec une personne morale de droit privé, l'entité créée doit être majoritairement publique. Elle est constituée dans la forme des sociétés anonymes ou des sociétés coopératives.

Pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret et par les statuts, les prescriptions relatives aux sociétés commerciales lui sont applicables. Les statuts de la société ainsi que toute modification à ces statuts sont approuvés par le Gouvernement. Le contrôle des comptes s'effectue par un ou plusieurs commissaires choisis au sein de l'Institut des réviseurs d'entreprises et conformément aux dispositions légales applicables aux sociétés anonymes. Par dérogation au paragraphe 2, l'autorisation peut dans ce cas être octroyée à l'entité ainsi créée.

Sur avis de l'Office, le Gouvernement peut charger la société publique visée à l'article 39 de se substituer aux associations de communes et aux communes, dans l'exploitation des centres d'enfouissement technique, lorsque celles-ci n'ont pas, après mise en demeure, assumé leurs responsabilités en vertu de la planification des centres d'enfouissement technique, telle que prévue à l'article 25.

§ 4. Les personnes morales de droit privé qui exploitent un centre d'enfouissement technique de déchets industriels sont soumises au pouvoir de contrôle du Gouvernement.

Le Gouvernement peut soumettre la délivrance ou la mise en oeuvre des autorisations des centres d'enfouissement technique de déchets industriels visés à l'alinéa 1^{er} à la conclusion d'un contrat de gestion entre le titulaire et le Gouvernement qui précise les missions de service public et les règles tarifaires à observer.

§ 5. Le Gouvernement peut autoriser les personnes morales de droit public visées au § 2, alinéas 1^{er} à 3, et la société publique visée à l'article 39 à procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique des biens immeubles nécessaires à l'implantation de centres d'enfouissement technique.

Pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié, il n'est tenu compte que de la valeur du bien arrêtée à la veille de l'adoption provisoire du plan visé à l'article 24, § 2, et actualisée jusqu'au jour où naît le droit à l'indemnité ou, à défaut d'un tel plan, à la veille de l'adoption de l'arrêté d'expropriation, cette valeur étant établie à l'exclusion de toute référence à l'exploitation future en centre d'enfouissement technique.

§ 6. Pour chaque centre d'enfouissement technique, une comptabilité séparée doit être tenue. »

B.3. L'examen de la conformité d'un décret aux règles de compétence doit précéder l'examen de sa compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

Quant aux moyens pris de la violation des règles répartitrices de compétences

B.4. La Cour examinera le moyen qui critique l'article 20 en totalité avant d'aborder l'examen des moyens qui ne concernent que certaines dispositions de cet article.

Moyen pris de la violation de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 (premier moyen du recours portant le numéro 1042 du rôle, moyen unique du recours portant le numéro 1046 du rôle)

B.5.1. Aux termes de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 :

« En matière économique, les Régions exercent leurs compétences dans le respect des principes de la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux et de la liberté de commerce et d'industrie, ainsi que dans le respect du cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire, tel qu'il est établi par ou en vertu de la loi, et par ou en vertu des Traités internationaux. »

B.5.2. Alors même qu'elles exercent leur compétence dans la matière de la protection de l'environnement qui leur est attribuée par l'article 6, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980, les régions se doivent de tenir compte de la disposition limitant leur compétence, inscrite à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la même loi spéciale.

B.5.3. Les dispositions inscrites à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, précité ne garantissent cependant pas de manière absolue l'exercice des libertés qu'elles proclament. Des restrictions à ces libertés économiques peuvent être admises si elles sont justifiées par des exigences impérieuses d'intérêt général pour autant qu'elles ne soient pas disproportionnées par rapport aux objectifs poursuivis.

B.5.4. Les travaux préparatoires du décret attaqué entendent justifier les dispositions de l'article 20 par les considérations suivantes :

« Cette option se justifie par le caractère spécifique des centres d'enfouissement technique dans la gestion des déchets. Les centres d'enfouissement technique sont en effet un procédé ultime d'élimination des déchets nécessitant, dans l'intérêt général, l'utilisation d'espaces importants réservés à cet usage. Il relève de la responsabilité des pouvoirs publics de veiller à une disponibilité spatiale suffisante en fonction des besoins, d'une manière générale par la planification [...] et d'une manière spécifique par l'acquisition de terrains [...]. Il relève également de la responsabilité des pouvoirs publics d'assurer l'égalité de tous les usagers dans l'accès aux centres d'enfouissement technique et d'introduire des principes tarifaires en fonction des conditions techniques d'implantation et d'exploitation dans un but ultime d'homogénéisation à l'échelle de la Région. Enfin, seules les autorités publiques peuvent, dans une perspective de long terme, garantir que des actions soient entreprises pour éviter que les sites ayant servi à l'enfouissement ne portent atteinte à l'environnement.

Ces objectifs justifient l'érection en service public ' fonctionnel ' de l'activité d'exploitation des centres d'enfouissement technique et n'excluent nullement la prise en charge effective de ce service public, par des personnes privées.

Celles-ci seront donc soumises aux lois dites du service public et, en particulier, à la loi d'égalité des usagers. Chaque usager qui se trouve dans les conditions fixées par le décret, l'arrêté d'exécution ou le règlement de service a le droit de bénéficier des avantages et l'obligation de supporter les charges de ce service de façon non discriminatoire - en l'occurrence l'acceptation des déchets moyennant le paiement d'un prix. » (*Doc., Parlement wallon, 1994-1995, 344, n° 1, p. 16*).

B.5.5. En érigeant en service public l'implantation et l'exploitation des centres d'enfouissement technique, dans les conditions et selon les modalités qu'elles prévoient et tenant compte des règles d'indemnisation qu'elles imposent, les mesures critiquées apportent aux droits et libertés invoqués au moyen des limitations qui, compte tenu des justifications d'intérêt général précitées, n'apparaissent pas manifestement disproportionnées.

B.5.6. Sans doute le législateur décrétaal eût-il pu opter pour un renforcement des mesures de police ou de surveillance existantes, ce qui aurait permis aux autorités de mieux contrôler les activités d'entreprises privées, sans porter une telle atteinte aux principes et libertés dont le respect est garanti par l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale. Rien ne permet cependant à la Cour d'affirmer avec certitude que les mesures de rechange suggérées par les parties requérantes auraient permis d'atteindre l'objectif poursuivi. Il n'appartient pas à la Cour de censurer le choix du législateur décrétaal, dès lors que celui-ci est justifié par des considérations qui ne sont pas manifestement déraisonnables.

B.5.7. Le moyen n'est pas fondé.

Moyen pris de la violation de l'article 39 de la Constitution et des articles 78 et 79 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (premier moyen du recours portant le numéro 1042 du rôle et du recours portant le numéro 1047 du rôle)

B.6.1. Le moyen est dirigé contre l'article 20, § 5, du décret attaqué.

B.6.2. L'article 79, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« Sans préjudice du § 2, les Gouvernements peuvent poursuivre des expropriations pour cause d'utilité publique dans les cas et selon les modalités fixés par décret, dans le respect des procédures judiciaires fixées par la loi et du principe de la juste et préalable indemnité visé à l'article 11 [aujourd'hui 16] de la Constitution. »

B.6.3. Dans l'exercice de leurs compétences en matière de politique des déchets, les régions peuvent procéder à des expropriations ou autoriser des personnes morales de droit public à le faire, pour autant qu'elles respectent les procédures judiciaires arrêtées par la loi fédérale ainsi que le principe constitutionnel de la juste et préalable indemnité.

B.6.4. Par l'article 20, § 5, du décret attaqué, la Région wallonne a exercé la compétence qu'elle tient de l'article 6, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980, sans déroger aux procédures arrêtées par la loi fédérale.

B.6.5. En exigeant des régions et des communautés qu'elles respectent le principe de la juste et préalable indemnité, le législateur spécial n'a pas entendu leur enlever la compétence de déterminer le mode de calcul d'une telle indemnité. Pour être juste, l'indemnité doit assurer une réparation intégrale du préjudice subi.

B.7. Les modalités d'évaluation prévues à l'article 20, § 5, alinéa 2, ne seront compatibles avec la règle de la juste indemnité que si elles peuvent s'analyser comme des mesures qui permettent d'éliminer des éléments qui, s'ils étaient pris en considération, offriraient une indemnité dépassant ce qu'exige la réparation intégrale. Elles seront inconciliables avec la règle de la juste indemnité et, par là, excéderont la compétence régionale, si elles aboutissent à exclure du calcul de l'indemnité des éléments qui doivent en faire partie pour que la réparation soit intégrale.

B.8. Le Gouvernement wallon soutient que le législateur décretaal a voulu exclure, non la valeur d'avenir du bien, « mais la réalisation d'une plus-value qui résulterait de l'affectation par l'autorité de ceux-ci en centres d'enfouissement technique ».

B.9. Une telle lecture n'est pas conciliable avec le texte de l'article 20, § 5. En disposant que la valeur du bien est établie « à l'exclusion de toute référence à l'exploitation future en centre d'enfouissement technique », le législateur décretaal n'a pas distingué selon que la plus-value dont il entend exclure l'indemnisation est celle d'un terrain déjà exploitable comme installation d'élimination de déchets avant la décision d'expropriation ou celle qui résulterait de l'affectation du terrain exproprié par l'autorité en centre d'enfouissement technique. Si, dans la deuxième hypothèse, l'exclusion de la plus-value est conforme aux règles d'évaluation de la juste indemnité, dans la première hypothèse, le législateur décretaal exclut un élément qu'il doit prendre en compte pour la calculer.

B.10. Le moyen est fondé.

Moyen pris de la violation des règles répartitrices de compétences relatives au droit des sociétés (quatrième moyen du recours portant le numéro 1043 du rôle, troisième moyen pris par le Conseil des ministres)

B.11.1. Aux termes de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'autorité fédérale est seule compétente pour le droit commercial et le droit des sociétés.

B.11.2. En disposant, à l'article 20, § 3, du décret attaqué, que, lorsqu'une personne morale de droit public s'associe avec une personne morale de droit privé, « l'entité créée doit être majoritairement publique » et être constituée dans la forme de sociétés anonymes ou de sociétés coopératives, le législateur décretaal n'a nullement réglementé le droit des sociétés. Il a précisé, en fonction des objectifs qu'il poursuit, quelles sont les formes de sociétés existantes qui doivent être choisies par une telle entité, sans toucher aux dispositions des lois coordonnées qui les régissent. En ajoutant que « pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret et par les statuts, les prescriptions relatives aux sociétés commerciales lui sont applicables », le législateur décretaal a pris une disposition qui manifeste sa volonté de ne pas empiéter sur une compétence qui ne lui appartient pas.

B.11.3. Quant aux dispositions qui concernent le contrôle des comptes et le pouvoir de contrôle du Gouvernement, il s'agit de mesures, conformes aux objectifs du décret, qui astreignent les sociétés visées à des obligations en rapport avec ces objectifs et qui n'affectent pas la compétence attribuée à l'autorité fédérale pour régler le droit des sociétés.

B.11.4. Le moyen n'est pas fondé.

Moyen pris de la violation des règles répartitrices de compétences relatives à l'accès à la profession (premier moyen pris par le Conseil des ministres)

B.12.1. L'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose que l'autorité fédérale est seule compétente pour « les conditions d'accès à la profession, à l'exception des compétences régionales pour les conditions d'accès à la profession en matière de tourisme ».

B.12.2. La compétence attribuée à l'autorité fédérale pour régler les conditions d'accès à la profession comprend notamment le pouvoir de fixer des règles en matière d'accès à certaines professions.

L'implantation et l'exploitation de centres d'enfouissement technique étant érigées en service public, de telles activités ne sont pas des professions au sens de la disposition précitée. En effet, la compétence attribuée par cette disposition à l'autorité fédérale ne comprend pas celle de fixer des conditions d'accès à des fonctions publiques. Cette règle s'applique non seulement aux fonctions exercées dans les services publics au sens organique du terme, mais aussi aux fonctions exercées par les personnes qui accomplissent à titre professionnel et de manière habituelle, quelle que soit la nature de leur relation juridique avec le service décentralisé, une tâche d'intérêt général et qui fournissent ainsi un service public au sens fonctionnel du terme.

B.12.3. Le moyen n'est pas fondé.

Moyen pris de la violation des règles répartitrices de compétences en matière de politique des prix (deuxième moyen pris par le Conseil des ministres)

B.13.1. L'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose que l'autorité fédérale est seule compétente pour « la politique des prix et des revenus ».

B.13.2. Selon l'article 20, § 1^{er}, alinéa 3, du décret attaqué :

« Le Gouvernement fixe les règles tarifaires applicables lors de la mise en centre d'enfouissement technique ».

B.13.3. En vertu de l'article 6, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980, les régions sont compétentes dans la matière de « la politique des déchets ». Cette compétence comporte celle d'arrêter les règles tarifaires applicables notamment lors de la mise en centre d'enfouissement technique.

B.13.4. Une telle compétence ne pourrait aller à l'encontre de celle qui est attribuée à l'autorité fédérale en matière de politique des prix. Cette réserve de compétence ne peut cependant aller jusqu'à enlever aux régions la compétence d'arrêter des règles tarifaires dans les matières qui leur sont attribuées. Elle signifie que, dans l'établissement de telles règles, l'autorité régionale doit tenir compte de la politique générale des prix menée par l'autorité fédérale, notamment des règles établies par ou en vertu de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix.

B.13.5. En habilitant le Gouvernement à établir des règles tarifaires, le législateur régional n'a pas empiété sur les compétences fédérales et il ne peut être présumé avoir autorisé le Gouvernement à le faire.

B.14. Le moyen n'est pas fondé.

Quant aux moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution

Moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à cette Convention

(deuxième moyen du recours portant le numéro 1042 du rôle, troisième moyen du recours portant le numéro 1043 du rôle, deuxième branche du deuxième moyen du recours portant le numéro 1047 du rôle)

B.15. Ces moyens sont dirigés contre l'article 20, § 5, du décret attaqué. En raison de l'accueil du moyen pris de la violation des règles de compétence, dirigé contre la même disposition, il n'y a pas lieu d'examiner le moyen pris de la violation du principe d'égalité.

Moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 52 et suivants du Traité C.E. (deuxième moyen du recours portant le numéro 1043 du rôle)

B.16. Pour les motifs exprimés aux B.5.1 à B.5.7, le moyen n'est pas fondé.

Moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution dans le recours portant le numéro 1043 du rôle (troisième moyen, première branche)

B.17.1. Les parties requérantes soutiennent que c'est sans justification admissible que le législateur régional a recours à un service public pour les déchets ménagers ou les déchets inertes, alors qu'il permet de recourir au secteur privé ou au secteur public pour les déchets industriels. La discrimination serait d'autant moins admissible que les déchets industriels présentent une plus grande dangerosité pour les citoyens, dès lors qu'ils offrent la possibilité d'une concurrence qui pourrait déboucher, à suivre la thèse du législateur wallon, sur des objectifs de lucre ou des spéculations immobilières.

B.17.2. Le régime adopté pour les déchets ménagers est justifié par les considérations suivantes :

« Depuis toujours les communes ont joué un rôle prépondérant dans la gestion des déchets ménagers et inertes, les premiers parce que produits directement par les citoyens, les seconds parce que résultant souvent de travaux publics localisés. Les déchets industriels, quant à eux, ont pu jusqu'à nos jours bénéficier d'initiatives privées quant à leur mise en centres d'enfouissement technique. » (*Doc.*, Parlement wallon, 1994-1995, 344, n° 1, p. 16)

B.17.3. Quant au régime différent retenu pour les déchets industriels, il est ainsi décrit :

« Enfin, les secteurs privé et public sont laissés responsables, sans distinction, de la mise en place des infrastructures d'enfouissement pour déchets industriels. L'intervention des autorités publiques dans ce secteur devrait en principe se limiter à veiller à la disponibilité des sites dans le respect des lois du service public.

Néanmoins, dans certaines régions, lorsque des infrastructures particulières ne se justifient pas économiquement, les intercommunales pourraient voir élargi l'intérêt communal dont elles ont la charge à l'élimination de déchets industriels. » (*ibidem*, p. 17)

B.17.4. La Cour excéderait ses compétences si, en présence de semblables considérations, elle décidait que le principe d'égalité impose de prévoir le même régime d'implantation et d'exploitation pour les déchets industriels et pour les déchets ménagers.

B.17.5. Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'alinéa 2 du paragraphe 5 de l'article 20 du décret de la Région wallonne du 27 juin 1996 relatif aux déchets; rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 17 décembre 1997.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 98 — 139

[C - 97/21425]

Arrest nr. 81/97 van 17 december 1997

Rolnummers 1042, 1043, 1046 en 1047

In zake : de beroepen tot vernietiging van artikel 20 van het decreet van het Waalse Gewest van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, ingesteld door P. Beniest en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, H. Coremans en A. Arts, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 28 januari 1997 en 31 januari 1997 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 29 januari 1997, 30 januari 1997 en 3 februari 1997, werd beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van artikel 20 van het decreet van het Waalse Gewest van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1996), wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, respectievelijk door :

a) P. Beniest, wonende te 1435 Mont-Saint-Guibert, rue des Trois Burettes 55, en M. Beniest, wonende te 1150 Brussel, Tervurenlaan 262;

b) de b.v.b.a. Pol Laurent, met maatschappelijke zetel te 7011 Ghlin, Résidence « La Prairie 17 »;

c) de n.v. Cecosy, met maatschappelijke zetel te 7860 Lessen, rue René Magritte 35;

d) de n.v. Carrières unies de porphyre, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Belle-Vuestraat 64.

II. De rechtspleging

Bij beschikkingen van 29 en 30 januari 1997 en 3 februari 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de respectieve zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Bij beschikking van 12 februari 1997 heeft het Hof in voltallige zitting de zaken samengevoegd.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 4 maart 1997 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking tot samenvoeging.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 maart 1997.

Memories zijn ingediend door :

— de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, bij op 21 april 1997 ter post aangetekende brief;

— de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 21 april 1997 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 29 april 1997 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

— P. Beniest en M. Beniest, bij op 28 mei 1997 ter post aangetekende brief;

— de b.v.b.a. Pol Laurent, bij op 28 mei 1997 ter post aangetekende brief;

— de n.v. Cecosy, bij op 29 mei 1997 ter post aangetekende brief;

— de n.v. Carrières unies de porphyre, bij op 29 mei 1997 ter post aangetekende brief;

— de Waalse Regering, bij op 30 mei 1997 ter post aangetekende brief;

— de Ministerraad, bij op 30 mei 1997 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 25 juni 1997 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 28 januari 1998.

Bij beschikking van 9 juli 1997 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 14 oktober 1997 na :

« a) de partijen [te hebben verzocht] uiterlijk op 15 september 1997 een aanvullende memorie in te dienen met betrekking tot de vraag of de door de Ministerraad geformuleerde nieuwe middelen al dan niet tot gevolg hebben het beroep uit te breiden tot bepalingen die niet door de verzoekers zouden zijn aangevochten, in het licht van artikel 85, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, waarbij de Ministerraad gemachtigd wordt nieuwe middelen te formuleren, maar met dien verstande dat het Hof reeds geoordeeld heeft dat zijn tussenkomst het beroep noch kan wijzigen noch kan uitbreiden;

b) de Waalse Regering [te hebben verzocht] in een aanvullende memorie die uiterlijk op 15 september 1997 moet worden ingediend te preciseren of de interpretatie die ze in haar memorie geeft aan artikel 20, § 5, van het bestreden decreet aansluit bij de argumentatie die door de genoemde verzoekende partijen in hun laatste memorie wordt ontwikkeld en, zo ja, haar mening te geven betreffende de suggestie van de verzoekende partijen in de zaak met rolnummer 1042 in de laatste alinea van pagina 8 van hun memorie van antwoord;

— de verzoekende partijen in de zaken met rolnummers 1042 en 1046 [te hebben verzocht] in een aanvullende memorie die uiterlijk op 30 september 1997 moet worden ingediend te antwoorden op de aanvullende memorie van de Waalse Regering ».

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 10 juli 1997 ter post aangetekende brieven.

Aanvullende memories zijn ingediend door :

— P. Beniest en M. Beniest, bij op 28 augustus 1997 en 29 september 1997 ter post aangetekende brieven;

— de n.v. Carrières unies de porphyre, bij op 5 en 29 september 1997 ter post aangetekende brieven;

— de n.v. Cecosy, bij op 5 september 1997 ter post aangetekende brief;

— de Waalse Regering, bij op 15 september 1997 ter post aangetekende brief;

— de Ministerraad, bij op 15 september 1997 ter post aangetekende brief.

Op de openbare terechtzitting van 14 oktober 1997 :

— zijn verschenen :

• Mr. E. Balate, advocaat bij de balie te Bergen, voor de b.v.b.a. Pol Laurent;

• Mr. F. Haumont en Mr. M. Scholasse, advocaten bij de balie te Brussel, en Mr. B. Paques, advocaat bij de balie te Nijvel, voor de n.v. Cecosy en de n.v. Carrières unies de porphyre;

• Mr. A. Haelterman, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

• Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;

— is de terechtzitting verdaagd naar 28 oktober 1997 op verzoek van Mr. V. Thiry;

Op de openbare terechtzitting van 28 oktober 1997 :

— zijn verschenen :

• Mr. J. Cruyplants, advocaat bij de balie te Brussel, voor P. Beniest en M. Beniest;

• Mr. E. Balate, advocaat bij de balie te Bergen, voor de b.v.b.a. Pol Laurent;

• Mr. D. Deom *loco* Mr. F. Haumont en Mr. M. Scholasse, advocaten bij de balie te Brussel, en Mr. B. Paques, advocaat bij de balie te Nijvel, voor de n.v. Cecosy en de n.v. Carrières unies de porphyre;

• Mr. A. Haelterman, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- Mr. I. Mertens *loco* Mr. V. Thiry, advocaten bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;
 - hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en G. De Baets verslag uitgebracht;
 - zijn de voornoemde advocaten gehoord;
 - zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

— A —

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

Beroep in de zaak met rolnummer 1042

Ontvankelijkheid

A.1. Pierre Beniest, eerste verzoeker, treedt in rechte in zijn hoedanigheid van houder van een recht van erfpacht op belangrijke percelen gelegen te Mont-Saint-Guibert. Michel Beniest, tweede verzoeker, is, onder meer samen met de eerste verzoeker, grondeigenaar in onverdeeldheid van dezelfde percelen, in het kader van de nalatenschap van de grootmoeder van de verzoekers.

De percelen onder erfpacht worden op twee manieren geëxploiteerd : er zijn zandwinningscontracten waarbij het recht wordt verleend het zand te ontginnen dat zich in de ondergrond van de percelen bevindt; er zijn stortingscontracten waarbij de toestemming wordt gegeven om in de uitgegraven percelen ongevaarlijk afval te storten.

De situatie van de verzoekende partijen wordt door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig geraakt, doordat hij erin voorziet dat de Waalse Regering aan een publiekrechtelijk rechtspersoon een machtiging kan verlenen om onroerende goederen, onder meer de terreinen waarop de verzoekende partijen zakelijke rechten hebben, die vereist zijn voor de vestiging van centra voor technische ingraving, ten algemenen nutte te onteigenen, waarbij de onteigenaar wordt vrijgesteld van betaling aan de onteigenden van een schadeloosstelling overeenkomstig artikel 16 van de Grondwet.

Eerste middel

A.2. Het middel is afgeleid uit de schending van artikel 39 van de Grondwet en van de artikelen 78 en 79 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, doordat die bepalingen de gewestregeringen slechts toestaan tot onteigeningen ten algemenen nutte over te gaan met inachtneming van de bij de wet vastgestelde gerechtelijke procedures en van het principe van de billijke en voorafgaande schadeloosstelling bedoeld bij artikel 16 van de Grondwet.

A.3. In zoverre de bestreden bepaling erin voorziet dat de waarde van de onteigeningsvergoeding wordt vastgesteld met uitzondering van elke verwijzing naar de toekomstige exploitatie als centrum voor technische ingraving, houdt zij geen rekening met de toekomstwaarde van een goed dat reeds vóór de onteigeningsbeslissing als dusdanig werd geëxploiteerd, terwijl de gewestelijke wetgever, in voorkomend geval, van de berekening van de schadeloosstelling enkel de meerwaarde vermocht uit te sluiten die door de toekomstige bestemming van het terrein als centrum voor technische ingraving eventueel tot stand wordt gebracht, een bestemming die precies door de onteigening mogelijk zou worden gemaakt.

Tweede middel

A.4. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag, doordat de bestreden bepaling onder onteigende personen een echte discriminatie invoert waarvoor geen enkele objectieve verantwoording kan worden gegeven waarbij tussen de aangewende middelen en het nagestreefde doel een redelijk verband van evenredigheid bestaat.

De houder van een zakelijk recht op een onroerend goed dat onteigend wordt in het kader van de vestiging van een centrum voor technische ingraving wordt immers anders behandeld dan de houder van een zakelijk recht op een onroerend goed dat om andere redenen wordt onteigend, waarbij dat verschil in behandeling niet objectief noch in redelijkheid kan worden verantwoord.

Beroep in de zaak met rolnummer 1043

Ontvankelijkheid

A.5. De verzoekster, die een privaatrechtelijk rechtspersoon is, zou rechtstreeks en ongunstig kunnen worden geraakt door artikel 20 van het bestreden decreet, doordat zij op 28 augustus 1992 van de bestendige deputatie van Henegouwen een vergunning heeft verkregen om te Bergen, op het terrein « La Morette — Le Ballon » een stortplaats van klasse III te exploiteren en zij daarvoor de verlenging wenst te verkrijgen na de vastgestelde periode. Artikel 20 van het bestreden decreet leidt tot een overdracht, van de privé-sector naar de openbare sector, van de beslissingsbevoegdheid over de toewijzing van middelen, zijnde het beheer van een stortplaats. De wets- of decreetswijzigingen kunnen de situatie van de verzoekster raken, maar dat neemt niet weg dat, met inachtneming van het beginsel van de vrijheid van onderneming, zij er niet toe mogen leiden dat haar situatie noodzakelijkerwijze ongunstig wordt geraakt doordat het beheer van de huishoudelijke en inerte afvalstoffen naar de enkele openbare diensten wordt overgeheveld. De principebeslissing die in artikel 20 wordt geregeld, is des te ongunstiger daar zij de capaciteit van de verzoekster om afvalstoffen te beheren in diskrediet brengt.

Eerste middel

A.6. Het middel is afgeleid uit de schending van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, door artikel 20, dat het vrije verkeer van de productiefactoren beperkt, in zoverre het aan de overheid het monopolie voorbehoudt om centra voor technische ingraving van huishoudelijke en inerte afvalstoffen te vestigen en te exploiteren. De tijdens de parlementaire voorbereiding vermelde formules zijn geenszins de uitdrukking van het behoud van de vrije toegang tot de markt voor de privé-sector, of het nu gaat om de formule van de concessie, van de intercommunales, van het gemengd bedrijf of om de in artikel 20, § 3, bedoelde specifieke formule waarbij de meerderheid aan de overheid wordt voorbehouden.

A.7. Er bestaat geen noodzaak om op die wijze de vrijheid die bij de in het middel aangevoerde bepaling wordt geregeld, te beperken. De vooropgestelde doelstellingen zijn lovenswaardig, maar zij maken de overdracht van het beheer naar de enkele openbare diensten in de omschreven omstandigheden niet noodzakelijk.

A.8. Het gebrek aan samenhang tussen de nagestreefde doelstellingen en de bepalingen waarbij ze worden geregeld, toont aan dat de bekritiseerde overdracht helemaal niet noodzakelijk is.

A.9. In de veronderstelling dat, in ondergeschikte orde, een dergelijke noodzaak bestaat, zijn de aangewende middelen niet evenredig met het nagestreefde doel. Zonder dat enige werkelijk overtuigende evaluatie werd gemaakt, wordt het in het decreet van 5 juli 1985 georganiseerde mechanisme van dubbele controle opgeheven.

A.10. Wanneer er een risico voor het leefmilieu bestaat, maken de talrijke politimaatregelen vervat in het decreet van 5 juli 1985 het mogelijk dat risico te vermijden, voor zover de bestuurlijke politie op doeltreffende wijze wordt ingezet.

A.11. Op dezelfde wijze zou via maatregelen van drastische controle ten aanzien van de privé-sector op adequate wijze kunnen worden ingespeeld op het beginsel van de gelijke toegang voor gebruikers, zonder dat noodzakelijkerwijze de openbare dienst op dat gebied in de toekomst een monopolie heeft. Er werd echter geen enkele evaluatie van alternatieve maatregelen gemaakt.

Tweede middel

A.12. Artikel 20 schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de in artikel 52 van het E.G.-Verdrag gewaarborgde vrijheid van vestiging. In dat verband is de kritiek dezelfde als die welke in het eerste middel werd uiteengezet.

Derde middel

A.13. Artikel 20 schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat het, zonder redelijke verantwoording, de privaatrechtelijke rechtspersonen en de publiekrechtelijke rechtspersonen verschillend behandelt.

Eerste onderdeel

A.14. Uit de memorie van toelichting blijken de doelstellingen die door de decreetgever worden gedefinieerd, maar die de gekozen oplossing niet verantwoorden. Of het nu gaat om de afschaffing van de prioritaire doelstelling van winstbejag, de noodzaak om de gelijke toegang voor de gebruikers in te voeren door de voorkeurtarieven af te schaffen, de wil om een einde te maken aan de vastgoedspeculatie of het inspelen op een behoefte aan veiligheid van de burgers door de waarborg van de openbare sector, die doelstellingen kunnen op wettige wijze een toereikend antwoord vinden door een verscherpte controle ten aanzien van de privé-sector en door de technieken, met name van erkenning en vergunning, zoals bedoeld in het decreet van 5 juli 1985.

A.15. De enige werkelijke overweging die uit de memorie van toelichting blijkt, is kennelijk het amalgaam tussen de moeilijkheden waarmee bepaalde privé-actoren te kampen hadden en de radicale verwerping van die sector om de vooropgestelde doelstellingen te kunnen bereiken.

Dat argument is echter irrelevant, aangezien de privé-sector, voor industriële afvalstoffen, tot de rang van centra voor technische ingraving kan worden verheven, terwijl die afvalstoffen een hogere graad van gevaarlijkheid voor de burgers vertegenwoordigen, aangezien die afvalstoffen tot een verscherpte concurrentie tussen de privé-operatoren kunnen leiden, een concurrentie die volgens de stelling van de Waalse gewestwetgever zou kunnen uitmonden in doelstellingen van winstbejag en vastgoedspeculatie.

A.16. In ondergeschikte orde wordt betoogd dat de wetgever klaarblijkelijk heeft nagelaten alternatieve oplossingen te onderzoeken waardoor de nagestreefde doelstellingen op billijke en redelijke wijze zouden kunnen worden bereikt.

Tweede onderdeel

A.17. Artikel 20, § 5, wordt niet gemotiveerd door enig argument waarbij de vaste wil van de decreetgever wordt verantwoord om de toekomstwaarde in aanmerking te nemen. Die discriminatie in het begrip billijke en voorafgaande schadeloosstelling is niet verenigbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Vierde middel

A.18. Artikel 20, § 3, schendt artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, doordat het in het vennootschapsrecht wijzigingen aanbrengt die niet marginaal zijn, terwijl die materie aan de federale wetgever is voorbehouden.

Beroep in de zaak met rolnummer 1046

Ontvankelijkheid

A.19. De verzoekster is een vennootschap waarvan het maatschappelijk doel er met name in bestaat gecontroleerde stortplaatsen te vestigen en te exploiteren. Zij heeft dus een rechtstreeks en zeker belang bij de vernietiging van het decreet van 27 juni 1996.

Enig middel

A.20. Artikel 20, §§ 1 en 2, van het decreet schendt artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, volgens hetwelk, enerzijds, de gewesten hun bevoegdheden uitoefenen met inachtneming van het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid en, anderzijds, de federale overheid bevoegd blijft inzake de organisatie van het bedrijfsleven en het mededingingsrecht.

A.21. De bestreden bepalingen hebben tot gevolg dat zij de uitoefening van de exploitatieactiviteit van de centra voor technische ingraving materieel onmogelijk maken, tenzij in het kader van een overeenkomst van onderaanneming met een van de bij artikel 20, § 2, bevoorrechte openbare partners.

A.22. De verzoekster zal in de onmogelijkheid verkeren haar activiteiten voort te zetten na de vergunning die ze reeds bezit, wat het einde van haar bestaan zou betekenen.

Beroep in de zaak met rolnummer 1047

Ontvankelijkheid

A.23. De verzoekster is eigenaar van terreinen die volgens de in artikel 20, § 5, van het decreet van 27 juni 1996 bedoelde procedure kunnen worden onteigend. Zij heeft dus belang bij haar beroep.

Eerste middel

A.24. Artikel 20, § 5, van het bestreden decreet schendt artikel 79 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, doordat de bestreden bepaling, door voor de berekening van de onteigeningsvergoeding in de uitsluiting te voorzien van elke verwijzing naar de toekomstige exploitatie van een centrum voor technische ingraving, van het in artikel 16 van de Grondwet verankerde beginsel van de billijkheid van de schadeloosstelling afwijkt, terwijl de voormelde bepaling de regeringen van de gemeenschappen en de gewesten de verplichting oplegt de onteigeningen ten algemene nutte te verrichten met inachtneming van het in artikel 16 van de Grondwet bedoelde principe van de billijke en voorafgaande schadeloosstelling.

A.25. Een groeeterrein kan tweemaal ten nutte worden gemaakt : als holte waarin de afvalstoffen kunnen worden gestort en vervolgens als opgehoogd terrein, omdat het kan worden gevaloriseerd naar gelang van de bestemming van het gebied. De bestreden bepaling heeft echter tot doel aan de onteigende overheid de mogelijkheid te verlenen geen rekening te houden met een van die beide dimensies : de diepte, vermits het decreet, door iedere verwijzing naar de toekomstige exploitatie van een centrum voor technische ingraving uit te sluiten, het de overheid mogelijk maakt het onteigende terrein slechts te betalen op basis van de oppervlakte ervan. De schadeloosstelling kan dus niet billijk zijn in de zin van artikel 16 van de Grondwet.

Tweede middel

A.26. De bestreden bepaling schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat zij, door voor de berekening van de onteigeningsvergoeding te voorzien in de uitsluiting van elke verwijzing naar de toekomstige exploitatie van een centrum voor technische ingraving, tot gevolg heeft dat objectief verschillende situaties op soortgelijke wijze en soortgelijke situaties op verschillende wijze worden behandeld, terwijl de beginselen van gelijkheid van de Belgen voor de wet en van niet-discriminatie, die verankerd zijn in de in het middel bedoelde bepalingen, niet alleen verbieden dat personen die zich in objectief gelijksoortige situaties bevinden op verschillende wijze worden behandeld, maar ook dat personen die zich in objectief verschillende situaties bevinden gelijksoortig worden behandeld.

A.27. Een hol terrein kan overigens niet twee waarden hebben naar gelang van de wijze waarop het wordt verkregen. Een hol terrein zal immers een verschillende waarde hebben naargelang het bestemd is om een C.T.I. (centrum voor technische ingraving) te worden, aangewend voor het exclusieve gebruik door een producent van afvalstoffen, of om onteigend te worden ten algemenen nutte. In geval van overdracht van een terrein bestemd om een C.T.I. te worden, aangewend voor het exclusieve gebruik door een producent van afvalstoffen, en vandaar niet onteigenbaar, vermits die geen openbare dienst is in de zin van artikel 20, § 1, van het decreet, zal de toekomstwaarde van het goed erin worden opgenomen, terwijl in geval van onteigening die waarde zal worden uitgesloten.

Een identieke situatie zal bijgevolg een verschillend lot ondergaan naargelang het goed ofwel wordt overgedragen aan een producent van afvalstoffen om er zijn eigen afvalstoffen te verwijderen, ofwel wordt onteigend om als C.T.I. te dienen zoals bedoeld in artikel 20, § 2, van het decreet.

Memorie van de Waalse Regering

Ontvankelijkheid

A.28. De b.v.b.a. Pol Laurent heeft op 28 augustus 1992 de vergunning verkregen om voor een termijn van tien jaar een stortplaats van klasse III te exploiteren. Artikel 68 van het bestreden decreet bepaalt dat de met toepassing van de uitvoeringsbesluiten van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen of krachtens het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming toegekende vergunningen uitwerking blijven hebben tot aan het verstrijken van de termijn waarvoor zij zijn verleend. De aan de verzoekster toegekende vergunning zal dus ten minste tot in 2002 uitwerking hebben.

A.29. Anderzijds bepaalt artikel 19, § 3, tweede lid, van het bestreden decreet dat, behoudens overmacht, het uiterlijk op 1 januari 2010 verboden zal zijn biologisch afbreekbare afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving te storten. Ten slotte staat artikel 70 verlengingen van de toegekende vergunningen toe.

A.30. Volgens de rechtspraak van de Raad van State is de houder van een vergunning niet gevrijwaard van enige beslissing in tegengestelde zin.

A.31. De verzoekster toont noch aan dat zij in ieder geval recht zou hebben gehad op een nieuwe vergunning of op een verlenging na 2002, noch dat zij het voordeel van artikel 70 van het decreet niet zal kunnen genieten. Zij doet niet van het vereiste belang blijken om de vernietiging van de door haar bestreden bepalingen te vorderen.

A.32. De n.v. Cecosy beweert noch staaft dat zij over een erkenning als exploitant van een stortplaats beschikt. Zij maakt het niet mogelijk te oordelen of zij eventueel het voordeel van de in artikel 70 bedoelde afwijking zal kunnen genieten. Haar beroep is onontvankelijk.

A.33. Het verzoekschrift van Pierre en Michel Beniest maakt het niet mogelijk te bepalen of zij de hoedanigheid van eigenaar bezitten om het genot van de in artikel 16 van de Grondwet bedoelde billijke en voorafgaande schadeloosstelling op te eisen. Hun beroep is onontvankelijk in zoverre het beperkt is tot artikel 20, § 5, tweede lid, van het decreet.

Ten gronde

Beroep in de zaak met rolnummer 1043

Eerste middel

A.34. De verzoekster klaagt vóór alles aan dat van de activiteit van exploitatie van centra voor technische ingraving een functionele openbare dienst wordt gemaakt. Een dergelijke keuze valt onder de bevoegdheid van de wetgever. Het Hof zou ze enkel kunnen afkeuren indien de decreetsbepaling klaarblijkelijk afbreuk zou doen aan het evenredigheidsbeginsel, waarbij dat echter niet in het middel wordt beoogd.

A.35. De rechtspraak van het Hof leert bovendien dat de vrijheid van handel en nijverheid aan beperkingen kan worden onderworpen. Te dezen zijn zij verantwoord teneinde het leefmilieu op adequate wijze te beschermen en om de bevoegdheid van de decreetgever inzake afvalstoffenbeleid op doeltreffende wijze in werking te stellen. Die keuze was noodzakelijk om de gebruikers een gelijke toegang te garanderen en om een doeltreffend afvalstoffenbeleid in werking te stellen waarbij de voorkeur wordt verleend aan preventie en nuttige toepassing. De decreetgever heeft op wettige wijze kunnen oordelen dat de privé-sector bij voorrang de verdediging van particuliere belangen nastreeft, en niet van het algemeen belang.

A.36. Er bestaat een « ecologische openbare orde » verankerd in het eerste beginsel van de verklaring van Stockholm. De noodzaak om de vestiging en de exploitatie van centra voor technische ingraving als openbare dienst te beschouwen is dus gegeven en verantwoordt dat wordt afgeweken van de vrijheid van handel en nijverheid.

A.37. Een openbare dienst impliceert een openbare controle. Te dezen speelt het beheer als openbare dienst in op een behoefte aan veiligheid van de burger en garandeert het de gelijke toegang voor de gebruikers, doordat het door de invoering van tariefbeginselen de prioritaire doelstelling van winstbejag afschaft. Het decreet sluit niet uit dat de openbare dienst daadwerkelijk door privé-personen ten laste wordt genomen (artikel 20, § 3). De toegang tot de markt is open. Wat niet toegankelijk is, is de eigendom van de vestiging.

A.38. De verzoekster verwondert zich erover dat de overdracht van het beheer naar de openbare dienst niet tevens noodzakelijk is voor de industriële afvalstoffen. Dat verschil is verantwoord in de parlementaire voorbereiding; voor de industriële afvalstoffen werden privé-initiatieven genomen, terwijl de huishoudelijke afvalstoffen veeleer zaak van de gemeenten zijn.

A.39. Aangezien het beheer als openbare dienst het enige adequate is, kan er geen onevenredigheid zijn met het nagestreefde doel.

Tweede middel

A.40. Artikel 52 van het E.G.-Verdrag strekt ertoe de toegang van onderdanen van een Lid-Staat tot een andere Lid-Staat te beschermen, evenals hun uitoefening van beroepsactiviteiten. Het strekt ertoe elke discriminatie van een onderdaan van een andere Lid-Staat ten aanzien van een eigen onderdaan te weren. Wanneer een activiteit onder een monopolie valt, is er niet in voorzien dat de onderdanen van andere Lid-Staten er toegang toe hebben, vermits die toegang niet bestaat ten voordele van de eigen onderdanen.

Derde middel

Eerste onderdeel

A.41.1. De fundamentele keuze van een beheer als openbare dienst voor de huishoudelijke of inerte afvalstoffen berust op de volgende elementen :

— De opheffing van de prioritaire doelstelling van winstbejag die een rem zou zijn op de doeltreffende toepassing van een afvalstoffenbeleid waarbij de voorkeur wordt gegeven aan preventie en nuttige toepassing.

— De noodzaak om de gelijke toegang in te voeren voor de gebruikers die met name tot uiting komt in de afschaffing van de voorkeurtarieven.

— De wil om een einde te maken aan iedere vastgoedspeculatie door niet langer toe te staan dat de waarde van gronden wordt geraamd op basis van de beschikbare volumes, die rechtstreeks verbonden zijn met de rentabiliteit, maar enkel op basis van het algemeen nut van het terrein, dit wil zeggen de enkele intrinsieke waarde van de grond.

— Het inspelen op een behoefte aan veiligheid van de burgers door de waarborg van de openbare dienst te bieden voor een economische activiteit die als risicovol wordt beschouwd (zie memorie van toelichting van het bestreden decreet, *Gedr. St.*, Waalse Gewestraad, 1994-1995, nr. 344/1, p. 4).

De gekozen oplossing is verantwoord ten aanzien van de nagestreefde doelstellingen.

A.41.2. Wat de industriële afvalstoffen betreft wordt verwezen naar de hiervoor uiteengezette argumentering.

Tweede onderdeel

A.42. Wat de decreetgever heeft willen uitsluiten is geenszins de toekomstwaarde van het goed, maar de verwezenlijking van een meerwaarde van de onteigende gronden, die zou voortvloeien uit het feit dat de overheid die gronden als centra voor technische ingraving bestemt.

Die handelwijze is volkomen toelaatbaar en wordt bovendien door het Hof van Cassatie zelf aanvaard, vermits dat Hof heeft gepreciseerd dat beperkende bepalingen slechts dan van toepassing zijn wanneer de onteigening bestemd is om de voorschriften van het plan van aanleg te verwezenlijken (zie *Cass.*, 7 juni 1990, *Pas.*, 1990, I, 1135).

Mutatis mutandis kan men dezelfde regel te dezen toepassen.

Vierde middel

A.43. Het advies van de Raad van State van 20 maart 1995 bekritiseerde een bepaling die is weggelaten.

A.44. Artikel 20, § 3, van het bestreden decreet vindt een genoegzame grondslag in artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, die, in zeer ruime bewoordingen gesteld, aan de gewesten de volledige zeggenschap over het afvalstoffenbeleid toevertrouwt.

Die bevoegdheid omvat de bevoegdheid om de rechtsvorm te regelen van de publiekrechtelijke rechtspersonen die gemachtigd zijn om centra voor technische ingraving te vestigen en te exploiteren, en om een controle vanwege de Waalse Regering te organiseren op de statuten van die publiekrechtelijke rechtspersonen, zonder dat vereist is een beroep te doen op artikel 10 van dezelfde bijzondere wet.

Beroep in de zaak met rolnummer 1046

A.45. Het enig middel valt samen met het eerste middel dat is aangevoerd in het beroep in de zaak met rolnummer 1043 en dient op dezelfde wijze te worden beantwoord.

Beroep in de zaak met rolnummer 1047

Eerste middel

A.46. Het middel is niet ontvankelijk. De Waalse Regering ziet niet in hoe artikel 79 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, afzonderlijk beschouwd, geschonden zou zijn.

A.47. In ondergeschikte orde kan worden gesteld dat het middel, doordat het het decreet verwijt elke verwijzing naar de toekomstige exploitatie te hebben uitgesloten, samenvalt met het derde middel van het beroep in de zaak met rolnummer 1043 en op dezelfde wijze moet worden beantwoord.

A.48. Andere wetgevingen vermelden feiten die duidelijk uitgesloten zijn. Beperkende bepalingen zijn mogelijk, zoals het Hof van Cassatie in zijn arrest van 7 juni 1990 aanneemt.

Tweede middel

A.49. De verzoekster maakt het verwijt dat de eigenaars van de holle terreinen het deel van de onteigeningsvergoeding dat overeenstemt met de valorisatie van die diepte zal worden ontzegd, zodat de eigenaars van volle terreinen op dezelfde wijze zullen worden behandeld als de eigenaars van holle terreinen, waarbij de laatstgenoemden in geval van onteigening geen hogere schadeloosstelling krijgen dan de eerstgenoemden.

Het nagestreefde doel bestaat erin vastgoedspeculaties te vermijden.

Anderzijds ziet men niet in hoe de eigenaar van een « hol » terrein bevoordeeld zou moeten worden ten aanzien van de eigenaar van een « vol » terrein.

Hoe dan ook voorziet de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet er wel degelijk in dat « de evaluatie enkel rekening zou moeten houden met de waarde van de oppervlakte van het goed, behalve indien bij de voorafgaande verwerving van dat goed rekening is gehouden met de waarde van de onderlaag ».

Het is dus duidelijk dat bij de toepassing van paragraaf 5 van artikel 20 van het decreet rekening is gehouden met de werkelijke waarde van het « holle » terrein, indien vroeger met die mogelijkheid rekening was gehouden.

De beweerde discriminatie die de verzoekster aanvoert bestaat dus niet. Het middel is niet gegrond.

Beroep in de zaak met rolnummer 1042

A.50. De Waalse Regering verwijst naar de hiervoor uiteengezette argumenten met betrekking tot de andere beroepen die op dezelfde middelen zijn gegrond.

In zoverre het middel is afgeleid uit artikel 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens van 4 november 1950 en uit artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag, worden er geen onderscheiden grieven in geformuleerd.

Memorie van de Ministerraad

Ontvankelijkheid

A.51. De verzoekschriften tot vernietiging zijn ontvankelijk. Dat geldt eveneens voor de memorie van de Ministerraad waarin deze nieuwe middelen formuleert tegen de bekritiseerde bepalingen. Die nieuwe middelen zijn ontvankelijk met toepassing van artikel 85, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Ten gronde

Eerste nieuw middel

A.52. Artikel 20 van het bestreden decreet maakt inbreuk op de federale bevoegdheid inzake de vestigingsvoorwaarden. Het schendt aldus artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, aangezien enkel de federale overheid ter zake bevoegd is.

A.53. Gewoonlijk wordt aangenomen dat de gewesten de inhoud van die bepaling niet alleen in economische aangelegenheden in acht moeten nemen, maar ook in het kader van de uitoefening van alle bevoegdheden waarover zij beschikken. De in die bepaling vervatte beperkingen zijn dus te dezen wel degelijk van toepassing.

A.54. De aan de federale overheid ter zake toegekende bevoegdheid is een exclusieve bevoegdheid, wat blijkt uit de bewoordingen van de voormelde bepaling, indien men ze vergelijkt met het vierde lid van hetzelfde artikel, dat niet de formule gebruikt volgens welke de federale overheid « alleen bevoegd » is.

Het gaat bovendien om een bevoegdheid van zeer groot belang, in zoverre zij verband houdt met het kader van de economische unie en de essentiële beginselen betreffende de aangelegenheid van de economie.

A.55. In verscheidene arresten heeft het Arbitragehof de gelegenheid gehad in een niet exhaustieve opsomming aan te geven wat onder de vestigingsvoorwaarden valt (arresten nrs. 55/92, 66/92, 88/95 en nr. 36).

A.56. Door te stellen dat, behoudens uitzondering, de vergunning om een C.T.I. te vestigen en te exploiteren exclusief wordt toegekend aan verzoekers die een bepaalde rechtsvorm hebben, namelijk hoofdzakelijk de vorm van publiekrechtelijke rechtspersonen, heeft de Waalse decreetgever niets anders gedaan dan het vaststellen van de voorwaarden voor de uitoefening eigen aan een bepaalde economische activiteit, aan welke voorwaarden de toekenning van een vereiste voorafgaande machtiging ondergeschikt is.

A.57. Men kan niet beweren dat de reglementering van de vestigingsvoorwaarden zich tot een gedifferentieerde regeling zou lenen op straffe van risico's van ongelijkheid en incoherentie in te voeren, wat de bijzondere wetgever precies verhindert door die aangelegenheid aan de Staat toe te vertrouwen.

In ieder geval is de inbreuk op die voorbehouden bevoegdheid te dezen niet marginaal. De toepassing van artikel 10 van de bijzondere wet zou dus niet kunnen worden aangenomen.

Tweede nieuw middel

A.58. Artikel 20 van het bestreden decreet maakt inbreuk op de federale bevoegdheid voor het prijs- en inkomensbeleid en schendt aldus artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

A.59. In zijn arrest nr. 55/96 heeft het Hof de grondwettigheid aangenomen van een decreetsbepaling die zich ertoe beperkte een gewestregering te machtigen om uitsluitend minimumprijzen vast te stellen.

De bekritiseerde tekst beperkt zich niet tot een dergelijke machtiging. De Waalse Regering is gemachtigd om op zeer ruime wijze en zonder enige beperking de regels vast te stellen inzake de tarieven die van toepassing zijn bij het storten van afvalstoffen in een C.T.I.

A.60. Krachtens artikel 1 van de besluitwet van 22 januari 1945 kunnen alle producten, grondstoffen en eetwaren onder het nationale prijsbeleid vallen; anderzijds, mogen krachtens artikel 3 van het ministerieel besluit van 20 april 1993 houdende bijzondere bepalingen inzake prijzen de afvalverwerkingsbedrijven geen prijsverhoging toepassen zonder de voorafgaande machtiging van de algemene inspectie van de prijzen en de mededinging. Er bestaat dus wel degelijk een federaal prijsbeleid inzake afvalverwerking waaraan de bekritiseerde bepaling afbreuk doet.

Aangezien het decreet zich niet ertoe bepaalt zijn machtiging tot een minimumprijs te beperken, kan artikel 10 van de bijzondere wet niet worden toegepast.

Derde nieuw middel

A.61. Artikel 20 van het bestreden decreet kan inbreuk maken op de federale bevoegdheid inzake handelsrecht en vennootschapsrecht, waardoor het aldus artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen schendt.

A.62. Bij gebrek aan een bijzonder debat tijdens de parlementaire voorbereiding, heeft de bijzondere wetgever bij het hanteren van de begrippen « handelsrecht en vennootschapsrecht » noodzakelijkerwijze willen verwijzen naar de gebruikelijke juridische betekenis ervan. Het handelsrecht en het vennootschapsrecht omvatten de wettelijke en reglementaire bepalingen die met name betrekking hebben op de vorm van de handelsvennootschappen, hun verwerving van de rechtspersoonlijkheid, hun werkingswijze en hun statuut, het bijhouden van hun rekeningen, hun interne en externe controle, hun ontbinding, alsmede die welke betrekking hebben op de bescherming van het maatschappelijk kapitaal en de bescherming van derden.

A.63. In zoverre artikel 20, § 4, van het decreet bepaalt dat de privaatrechtelijke rechtspersonen die een C.T.I. voor industriële afvalstoffen exploiteren aan het toezicht van de Waalse Regering zijn onderworpen, maakt het inbreuk op de hiervoor in herinnering gebrachte federale bevoegdheid.

A.64. De controle op de vennootschappen valt immers duidelijk onder het vennootschapsrecht, zoals door de afdeling wetgeving van de Raad van State in zijn advies betreffende het voorontwerp van Waals decreet betreffende de afvalstoffen in herinnering werd gebracht (*Gedr. St.*, Waalse Gewestraad, 1995, nr. 49/1, p. 57).

A.65. Dezelfde conclusie is van toepassing op paragraaf 3, derde lid, van artikel 20, dat voorziet in de goedkeuring van de Waalse Regering met betrekking tot de statuten en de wijziging ervan.

A.66. Dat geldt ook voor de laatste zin van het tweede lid van paragraaf 3 van artikel 20, in zoverre daarin de verplichting wordt opgelegd dat een vennootschap een welbepaalde vorm moet aannemen, hetzij een naamloze vennootschap, hetzij een coöperatieve vennootschap, voor de vereniging van een publiekrechtelijk rechtspersoon met een privaatrechtelijk rechtspersoon. De vaststelling van de verschillende vennootschapsvormen valt duidelijk onder de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

A.67. De eerste zin van paragraaf 3, derde lid, van artikel 20, volgens welke « alles wat niet bij dit decreet en bij de statuten geregeld wordt, is onderworpen aan de voorschriften van toepassing op de [handelsvennootschappen] », schendt eveneens de voormelde bepaling van de bijzondere wet. Het staat niet aan de wetgevers van de gemeenschappen of de gewesten de toepassingsfeer te bepalen van de wettelijke en reglementaire bepalingen die onder de federale bevoegdheid vallen.

Een decreetgever is niet bevoegd om eraan te herinneren dat federale bepalingen van toepassing zijn (zie het arrest nr. 88/95).

In haar advies betreffende het ontwerp van ordonnantie houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State gesteld dat het niet aan een decreetgever toekwam om bepalingen weer te geven die onder de federale bevoegdheid vallen, zelfs indien hij ze geenszins wijzigt (*Gedr. St.*, Brusselse Hoofdstedelijke Raad, 1990-1991, nr. 108/1, p. 101).

A.68. Artikel 20, § 3, derde lid, dat de controlemodaliteiten voor de rekeningen van de vereniging wil bepalen, en artikel 20, § 6, waarbij de verplichting wordt opgelegd dat elk C.T.I. het voorwerp moet uitmaken van een afzonderlijke boekhouding, doen klaarblijkelijk afbreuk aan de federale bevoegdheid inzake boekhouding en jaarrekening van de ondernemingen. Aangezien die aangelegenheid met name wordt geregeld bij de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, valt zij ontegenzeggelijk onder het handelsrecht en het vennootschapsrecht.

A.69. Vermits die aangelegenheid zich niet leent tot een gedifferentieerde regeling, is artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet van toepassing.

Memorie van antwoord van de verzoekers Pierre en Michel Beniest

Ontvankelijkheid

A.70. De Waalse Regering betwist ten onrechte de ontegenzeggelijkheid van het beroep om reden dat de verzoekers niet aantonen dat zij de hoedanigheid van eigenaar hebben om aanspraak te maken op de in artikel 16 van de Grondwet bedoelde billijke en voorafgaande schadeloosstelling.

A.71. De bewoordingen « zijn eigendom » vervat in artikel 16 van de Grondwet mogen niet worden verward met het zakelijk eigendomsrecht bedoeld in artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek.

De onteigening is de rechtshandeling van de gedwongen overdracht, niet alleen van een zaak of een zakelijk recht, maar van ieder goed, dit wil zeggen van elk subjectief vermogensrecht, aangezien de wet bovendien in de verplichting voorziet om de « belanghebbende derden » bij de zaak te betrekken, dit wil zeggen diegenen die zijn opgesomd in artikel 6 van de wet van 26 juli 1962, alsmede de houders van zakelijke vorderingen en van hypothecaire zekerheden (artikel 18 van de wet), waarbij die opsomming geen beperkend karakter heeft. Het recht op schadeloosstelling komt dus toe aan elke houder van een zakelijk of persoonlijk recht op het door de onteigening beoogde onroerend goed.

A.72. De verzoekers zijn dus ontegenzeggelijk om het beroep in te stellen in hun hoedanigheid van erfpachters of grondeigenaars in onverdeeldheid van belangrijke percelen grond gelegen in Waals Brabant die reeds als stortplaatsen voor industriële afvalstoffen en huishoudelijke afvalstoffen worden geëxploiteerd.

A.73. In ieder geval zijn de verzoekers, in hun hoedanigheid van erfgenamen van mevr. Jacqmotte bij plaatsvervulling van hun moeder grondeigenaars in onverdeeldheid van die percelen en ze behouden zich het recht voor om de definitieve akte van verdeling over te leggen waarbij hun de eigendom van die percelen wordt toegekend.

Ten gronde

Eerste middel

A.74. In tegenstelling tot wat de Waalse Regering betoogt, sluit de bestreden bepaling van de berekening van de onteigeningsvergoeding iedere meerwaarde uit welke voortvloeit uit de toekomstige exploitatie van de onteigende grond, zonder het minste onderscheid te maken tussen de meerwaarde die voortvloeit uit de bestemming van de grond als centrum voor technische ingraving door de overheid en de meerwaarde die voortvloeit uit de toekomstwaarde van het reeds geëxploiteerde goed als verwijderingsinstallatie van afvalstoffen vóór de onteigeningsbeslissing. De door de Waalse Regering tot uiting gebrachte bedoeling kan niet tegen de duidelijke tekst van de bestreden bepaling ingaan.

A.75. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de decreetgever iedere verwijzing naar de toekomstige exploitatie van de onteigende grond als centrum voor technische ingraving heeft willen uitsluiten, vermits hij geen rekening heeft gehouden met het advies van de Raad van State en verscheidene amendementen die ertoe strekten de dubbelzinnigheden uit de tekst te halen, zijn verworpen.

A.76. Indien het door de Regering uitgedrukte standpunt toch in aanmerking zou worden genomen, zou het Hof, volgens de techniek van het dubbele beschikkende gedeelte, moeten preciseren dat artikel 20, § 5, tweede lid, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt in de interpretatie die de verzoekers eraan hebben gegeven, maar dat het diezelfde bepalingen niet schendt, indien het in die zin wordt geïnterpreteerd dat het de meerwaarde die zou voortvloeien uit de bestemming van de onteigende grond als centrum voor technische ingraving door de bevoegde overheid tijdens de onteigeningsprocedure, van de berekening van de onteigeningsvergoeding uitsluit.

Tweede middel

A.77. Om dezelfde redenen als die welke zopas werden uiteengezet, kan de Waalse Regering niet worden gevolgd, wanneer ze van oordeel is dat de bestreden bepaling er niet toe strekt de toekomstwaarde van het onteigende goed uit te sluiten.

A.78. Inzake onteigening ten algemene nutte, moet de noodzaak van een billijke en voorafgaande schadeloosstelling niet alleen worden beoordeeld ten aanzien van artikel 16 van de Grondwet, maar eveneens rekening houdend met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

De bestreden bepaling is niet verenigbaar met die bepalingen in zoverre zij de onteigende verhindert onteigeningsvergoedingen te genieten die rekening houden met de toekomstwaarde van een goed waarvan de toekomstige exploitatie als C.T.I. niet meer is dan de voortzetting van identieke exploitaties die zelfs vóór de onteigeningsbeslissing bestonden.

Doordat de bestreden bepaling erin voorziet dat de Waalse Regering publiekrechtelijke rechtspersonen kan machtigen over te gaan tot een onteigening zonder aan de onteigenden een schadeloosstelling toe te kennen die rekening houdt met de toekomstwaarde van het goed, dient zij te worden geanalyseerd als een beroving van eigendom zoals bedoeld in de tweede zin van artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol.

Bij die inmenging wordt niet gezorgd voor een billijk evenwicht tussen de noden van het algemeen belang en de dwingende vereisten van vrijwaring van de fundamentele rechten van het individu (zie de arresten van het Europees Hof « Raffineries grecques » van 9 december 1994, punt 69, en Lithgow van 8 juli 1986, serie A, nr. 102, p. 50).

A.79. Te dezen wordt de houder van een zakelijk recht op een onteigend onroerend goed in het raam van de vestiging van een C.T.I. er wel degelijk toe gebracht een verschil in behandeling te ondergaan dat niet op objectieve en redelijke wijze kan worden verantwoord, ten opzichte van de houder van een zakelijk recht op een onroerend goed dat om andere redenen en/of in een andere context wordt onteigend.

Memorie van antwoord van de b.v.b.a. Pol Laurent

Ontvankelijkheid

A.80. De Waalse Regering betwist niet dat, tegen het einde van het jaar 2002, de verzoekster haar economisch project niet zal kunnen hebben voltooid.

A.81. Wat artikel 70 van het decreet betreft, is het duidelijk dat de inwerkingtreding van het plan voor de C.T.I.'s een termijn is die de toepassing vormt van een nieuwe logica voor het beheer van afvalstoffen voor het Waalse Gewest die onverenigbaar zou zijn met de mogelijkheid om later vergunningen te verlenen op basis van de oude wetgeving of de verlenging hiervan.

Er kan niet worden betoogd dat de verlengingen zouden kunnen worden toegekend nadat het plan voor de centra voor technische ingraving zal zijn aangenomen, wat strijdig zou zijn met de *ratio legis* van de tekst, behalve indien het Waalse Gewest duidelijk een standpunt hieromtrent inneemt, wat het niet doet.

A.82. Het onderscheid dat de Waalse Regering maakt tussen het vernietigingscontentieux bij de Raad van State en het vernietigingscontentieux bij het Arbitragehof is niet relevant. Het is de juridische context waarin een handelsvennootschap aanspraak kan maken op de vrije uitoefening van een economische activiteit die in het decreet wordt gewijzigd.

A.83. De verzoekster heeft dus het bewijs geleverd van haar belang bij het beroep.

Ten gronde

Eerste middel

A.84.1. De parlementaire voorbereiding bevat geen enkel toereikend bewijs van de noodzaak om het beheer van afvalstoffen als functionele openbare dienst te beschouwen en dat gebrek aan verantwoording zou later niet kunnen worden bijgestuurd. De regel van de gelijke toegang voor de gebruikers kan niet op zich de keuze van de decreetgever verantwoorden. De regelgeving maakt het op even doeltreffende wijze mogelijk de nagestreefde doelstelling te bereiken. Wat de preventie en de nuttige toepassing betreft, gaat het om twee doelstellingen die anders kunnen worden bereikt, met name door verscherpte controles.

A.84.2. Het bestaan van een ecologische openbare orde, waarvan gewag wordt gemaakt in een verklaring die overigens niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een wet waarbij die internationale tekst in de Belgische rechtsorde zou zijn ingevoerd, verantwoordt niet automatisch dat de overheid zich het beheer van afvalstoffen toe-eigent.

De plechtige plicht om het leefmilieu te beschermen en te verbeteren kan gepaard gaan met andere formules, aangezien het Waalse Gewest niet aantoonde dat de keuze die het heeft gemaakt noodzakelijkerwijze de enig mogelijke is.

A.85. De vergelijkingen met het stelsel van de telecommunicatie of met de universele dienst zijn irrelevant.

A.86. Het Waalse Gewest verantwoordt in geen enkel opzicht het verschil in behandeling tussen het beheer van de industriële afvalstoffen en het beheer van de huishoudelijke afvalstoffen.

Tweede middel

A.87. De verzoekster verwijst naar haar verzoekschrift.

Derde middel

Eerste onderdeel

A.88.1. Het is onjuist te beweren dat de doelstellingen niet zouden kunnen worden bereikt door een verscherpte controle ten aanzien van de privé-sector. De rentabiliteit houdt verband met iedere economische activiteit. Het traditionele onderscheid tussen een openbare dienst en een private dienst volgens hetwelk het voor de ene mogelijk zou zijn om zijn activiteit niet op rendabele wijze te beheren, is achterhaald.

Het is niet de beoordeling van de fouten die in het verleden werden gemaakt, maar wel de onbekwaamheid van de uitvoerende macht om toe te passen wat in de decreten wordt opgelegd die aan de oorsprong ligt van het niet-gegronde waardeoordeel over de privé-sector.

De bewering dat de controle via de machtigingen die aan de overheid zouden worden verleend de enige is die het mogelijk maakt de vastgestelde doelstellingen te bereiken, is verstoken van elk relevant bewijs.

Tweede onderdeel

A.88.2. Het Waalse Gewest gebruikt het door het Hof van Cassatie op 7 juli 1990 uitgesproken arrest ten onrechte als argument. Niets staat toe te betogen dat men bij een uitvoerige lezing van het arrest daaruit een gelijkstelling van de gewestplannen met de plannen voor de centra voor technische ingraving zou kunnen afleiden waaruit men, ondanks de specificiteit van de met de onteigeningen nagestreefde doelstellingen, zou moeten opmaken dat in dat geval geen rekening zou kunnen worden gehouden met de meerwaarde of de waardevermindering. Een interpretatie naar analogie kan niet worden verdedigd teneinde het in artikel 11 van de Grondwet vervatte essentiële beginsel te miskennen.

Vierde middel

A.89. De verzoekster verwijst naar de argumenten die de Ministerraad in zijn memorie heeft uiteengezet.

*Memorie van antwoord van de n.v. Cecosy**Ontvankelijkheid*

A.90. De verzoekster is opgericht in 1992 en haar maatschappelijk doel omvat de exploitatie en de aanleg van gecontroleerde stortplaatsen. Zij beschikt over een erfpacht, afgesloten op 30 november 1992, op gronden die te Lessen zijn gelegen en volkomen geschikt zijn voor de exploitatie als gecontroleerde stortplaats. Ook al oefent zij momenteel niet de activiteit van exploitant van stortplaatsen uit, dit neemt niet weg dat het bestreden decreet haar rechtstreeks dreigt te raken in zoverre die bepalingen de normale ontwikkeling van de activiteiten die tot haar statutair doel behoren ongetwijfeld in het gedrang zullen brengen. Dat risico heeft zich bovendien reeds geconcretiseerd, zoals blijkt uit een briefwisseling met de « Société publique d'aide à la qualité de l'environnement » (SPAQUE).

Aldus wordt voldoende aangetoond dat de bestreden bepaling nu reeds door de administratie wordt aangevoerd tegen de projecten van de verzoekster, zodat haar belang bij de vernietiging actueel en geïndividualiseerd is.

Ten gronde

A.91. In tegenstelling tot wat het Waalse Gewest uiteenzet, heeft de grief van de verzoekster geen betrekking op de kwalificatie van de activiteit van de centra voor technische ingraving als functionele openbare diensten, maar op de bepalingen die de toegang van de privaatrechtelijke rechtspersonen tot de uitoefening van die activiteit beperken.

A.92. De gewestelijke wetgever is weliswaar bevoegd om een activiteit als openbare dienst te beschouwen, wat onder zijn politieke beoordeling valt, maar hij is niettemin ertoe gehouden de beperkingen van zijn bevoegdheden in acht te nemen en met name de fundamentele beginselen te eerbiedigen die in artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 als bevoegdheidsverdelende regels worden beschouwd.

A.93. De bestreden bepalingen doen aan het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid veel duidelijker afbreuk dan de decreten die voorheen aan het Hof waren voorgelegd en ten aanzien waarvan het Hof heeft aangenomen dat de gewestelijke wetgever aan die vrijheid beperkingen kan stellen, in zoverre hij de uitoefening van een economische activiteit meent te moeten regelen.

A.94. Te dezen voeren de bestreden bepalingen een nieuw openbaar monopolie in. De omstandigheid dat de publiekrechtelijke rechtspersonen die houder zijn van de vergunningen de exploitatie van de centra aan privé-bedrijven zullen kunnen toevertrouwen, kan die vaststelling geenszins ontkrachten. De meeste monopolies die traditioneel aan de overheden zijn toegekend gaan gepaard met concessiemogelijkheden, zonder dat het bestaan van een echt monopolie daarom kan worden ontkend.

A.95. De invoering van een openbaar monopolie is niet alleen een inbreuk op de vrijheid van handel en nijverheid of een beperking ervan : zij betekent de loutere afschaffing ervan in de betrokken sector. De gewestelijke wetgever is bijgevolg onbevoegd om een openbaar monopolie in te voeren, wat de ontkenning zelf vormt van het beginsel dat de bijzondere wet hem oplegt in acht te nemen.

A.96. In de veronderstelling dat de gewestelijke wetgever een openbaar monopolie zou kunnen invoeren, dient nog te worden onderzocht of dat monopolie in termen van evenredigheid verantwoord is.

Noch de door het Waalse Gewest aangevoerde argumenten, noch de parlementaire voorbereiding volstaan echter om een verantwoording te verstrekken.

In het bijzonder blijkt niet waarom het monopolie meer verantwoord is voor de huishoudelijke of inerte afvalstoffen dan voor de industriële afvalstoffen, die *a priori* gevaarlijker zijn voor het leefmilieu. De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft zelf in haar advies twijfels geuit over de waarde van de door het Waalse Gewest aangevoerde verantwoordingen (*Gedr. St.*, Waalse Gewestraad, 1994-1995, nr. 344/1, bijlage I, p. 57).

A.97. De bestreden bepaling is eveneens aangetast door bevoegdheidsoverschrijding, doordat ze indruist tegen de fundamentele beginselen van het E.G.-Verdrag, waarvan de eerbiediging de gewestbevoegdheid afbakt krachtens artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Uit de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen volgt dat het gemeenschapsrecht slechts in een zeer beperkte mate het behoud of de invoering van openbare monopolies toestaat (zie arrest R.T.T., zaak C-18/88 van 17 december 1991, *Jur. H.v.J.*, p. 5973; arrest Corbeau, zaak C 320/91, *J.T.D.E.* 1993, p. 14; arrest gemeente Almelo, zaak C-393/92, 27 april 1994).

In onderhavig geval blijft het Waalse Gewest in gebreke uiteen te zetten waarom het bij de bestreden bepalingen ingevoerde monopolie onontbeerlijk zou zijn voor de uitoefening van een specifieke taak die met de werking van een dienst van gewestelijk economisch belang is verbonden.

*Memorie van de n.v. Carrières unies de porphyre**Eerste middel*

A.98. Artikel 79 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 preciseerd duidelijk de bevoegdheidssfeer van de overheden van de deelgebieden : zij kunnen overgaan tot onteigeningen ten algemenen nutte, maar zijn onderworpen aan artikel 16 van de Grondwet : de regeringen kunnen niet afwijken van het beginsel van de billijke schadeloosstelling. Vermits artikel 79 verwijst naar artikel 16 van de Grondwet, ziet men niet goed in waarom het middel onontvankelijk zou zijn, zoals de Waalse Regering betoogt, in zoverre het enkel dat artikel 79 zou beogen.

A.99. Uit de rechtspraak van de rechtbanken is het begrip van billijke schadeloosstelling gebleken. Om billijk te zijn moet de schadeloosstelling integraal zijn. Het basisbeginsel is het zoeken naar de venale waarde. De waarde van het goed wordt geraamd op het ogenblik van de eigendomsoverdracht en wordt becijferd op de dag waarop de rechter uitspraak doet. De onteigening of de voorafgaande maatregelen kunnen de bepaling van de waarde van het desbetreffende goed niet beïnvloeden.

A.100. Wat het lot van de onteigeningen van groeven betreft, moet een onderscheid worden gemaakt tussen de open groeven en die welke nog niet worden geëxploiteerd.

Voor de geëxploiteerde groeven wordt de schadeloosstelling als bedrijfsverlies geraamd en het herstel moet, zoals voor de door onteigening getroffen industrieën, de verloren winst dekken.

Voor de niet-open groeven wordt vandaag niet langer betwist dat het potentieel van de ondergrond moet worden vergoed, met dien verstande dat dit enkel het geval kan zijn voor het vaststaande nadeel.

A.101. Als de billijke schadeloosstelling volledig wil zijn, moet zij dus overeenstemmen met de venale waarde van het desbetreffende goed. De geldelijke vergoeding moet in het vermogen van de onteigende de waarde vervangen die het goed vertegenwoordigde, met al zijn huidige of toekomstige rechten en voordelen. Die waarde stemt overeen met wat hij had kunnen krijgen door dat goed te verkopen onder normale voorwaarden van bekendheid. Krachtens dat beginsel wordt rekening gehouden met de exploitatiemogelijkheden van de bodem of de ondergrond. Indien dat anders zou gebeuren, zou de schadeloosstelling niet meer volledig zijn, vermits ze geen rekening zou houden met een voordeel van het goed, dat in geval van verkoop de prijs ervan zeker zou hebben beïnvloed.

Uit een analyse van de parlementaire voorbereiding van artikel 20 van het bestreden decreet blijkt dat er een zekere kloof bestaat tussen de duidelijke bewoordingen van de tekst en bepaalde vermeldingen in de parlementaire voorbereiding.

Artikel 20, § 5, beoogt in werkelijkheid twee gevallen.

Indien een plan voor centra voor technische ingraving is aangenomen, zal bij de schadeloosstelling niet alleen geen rekening meer kunnen worden gehouden met de door dat plan opgeleverde meerwaarde, maar vooral zal hoe dan ook bij het bedrag van de schadeloosstelling nooit rekening kunnen worden gehouden met de toekomstige exploitatie als centrum voor technische ingraving.

Indien geen enkel plan voor centra voor technische ingraving is aangenomen, wordt rekening gehouden met de waarde van het goed op de dag vóór het onteigeningsbesluit, waarbij iedere verwijzing naar de toekomstige exploitatie als centrum voor technische ingraving wordt uitgesloten.

A.102. Uit die overwegingen blijkt dat de uitdrukkelijke doelstelling van de Regering, die erin bestaat te vermijden dat een door het plan opgeleverde meerwaarde moet worden vergoed, niet opgaat. Wanneer er geen enkel plan bestaat is dat argument immers ongegrond.

Indien een plan is aangenomen, wordt bovendien evenmin rekening gehouden met de meerwaarde die reeds bestond vóór de aanneming ervan en die tot stand komt door de normale toekomstige bestemming van het goed of de huidige bestemming ervan in feite of in rechte.

De uitsluiting van elke verwijzing naar de exploitatie als centrum voor technische ingraving staat in werkelijkheid los van de weerslag van het plan en het nagestreefde doel bestaat erin duidelijk in tegen een lage prijs te kunnen onteigenen door iedere verwijzing naar de huidige of toekomstige exploitatie te verwerpen.

Die doelstelling schendt artikel 16 van de Grondwet, doordat het bedrag van de schadeloosstelling geenszins overeenstemt met de venale waarde van het goed.

A.103. De verwijzing door de Waalse Regering naar de bepalingen van de stedenbouwkundige wetgevingen in de drie gewesten is inadequaat. Met die wetgevingen heeft de wetgever willen vermijden dat een door de regering aangenomen maatregel verantwoordelijk zou zijn voor de waardevermindering van een te onteigenen goed. Indien het gewestplan in een bepaald geval een landbouwgrond bestemt als bouwgrond, vloeit de meerwaarde uitsluitend voort uit de door de regering aangenomen maatregel. Indien in het tegengestelde geval het goed alle kenmerken van een bouwgrond vertoont, vermits de weerslag van het plan wordt afgewezen, wordt rekening gehouden met de effectieve waarde van het goed.

A.104. Dat geldt niet wat artikel 20, § 5, betreft. Zelfs indien er geen plan is, wordt geen rekening gehouden met de toekomstige exploitatie als centrum voor technische ingraving.

A.105. De bestreden bepaling is dus strijdig met artikel 79 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, doordat ze artikel 16 van de Grondwet schendt.

Tweede middel

A.106.1. Het door de verzoekster aangeklaagde verschil in behandeling kan niet worden verantwoord.

De eis schadeloos te worden gesteld rekening houdend met de objectieve waarde van zijn goed kan op zich niet worden beschouwd als een speculatieve verrichting.

De doelstelling van artikel 20, § 5, is wel degelijk onteigeningen mogelijk te maken door iedere waarde die voortvloeit uit de exploitatie van een centrum voor technische ingraving af te wijzen.

In werkelijkheid zou de Waalse Regering, wanneer zij van oordeel is dat de doelstelling erin bestaat speculatie te vermijden, veeleer moeten zeggen dat zij wil vermijden dat een eigenaar een - uiteraard hogere - schadeloosstelling eist waarbij rekening wordt gehouden met de waarde van de huidige exploitatie of die welke hij beoogt.

A.106.2. Een dergelijke doelstelling beantwoordt niet aan de voormelde vereisten wat de onderscheidingscriteria betreft waarbij een discriminatie wordt ingevoerd onder de in de bestreden bepaling bedoelde personen.

A.107. Het vastgestelde criterium van onderscheid is ten slotte uitsluitend gebaseerd op de zorg om tegen een lagere prijs te onteigenen, door iedere verwijzing naar de toekomstige exploitatie als centrum voor technische ingraving uit te sluiten. Die - louter budgettaire - doelstelling houdt geen verband met het doel van de wet of van de onteigening dat erin bestaat ervoor te zorgen dat de overheden zeggenschap hebben over de exploitatie van de centra voor technische ingraving.

Memorie van antwoord van de Waalse Regering

Ten aanzien van de nieuwe middelen opgeworpen door de Ministerraad

Eerste middel

A.108.1. De aan de gewesten toegekende bevoegdheid inzake afvalstoffenbeleid, die bijzonder ruim is verwoord, omvat met name de bevoegdheid om de voorwaarden vast te stellen waarin afvalstoffen moeten worden beheerd of verwijderd.

A.108.2. Te dezen heeft het Waalse Gewest ervoor gekozen van het beheer, de vestiging en de exploitatie van de centra voor technische ingraving van afvalstoffen een functionele openbare dienst te maken. Die keuze is niet klaarblijkelijk onevenredig met het nagestreefde doel.

A.109. In dat kader kon het Gewest op wettige wijze de in artikel 20, § 2, vervatte bepalingen aannemen.

A.110. Zodoende heeft het Waalse Gewest geenszins afbreuk gedaan aan de bevoegdheid die aan de federale overheid inzake vestigingsvoorwaarden is toegekend.

A.111. Enerzijds is het niet juist te beweren dat artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, aan de gewesten en de gemeenschappen wordt opgelegd in alle aangelegenheden die hun zijn toegewezen, aangezien de bepaling zelf voorziet in de uitzondering van de aangelegenheid van het toerisme.

A.112. Anderzijds beoogt die bepaling uitsluitend de vestigingsvoorwaarden, terwijl de bestreden tekst de uitoefeningsvoorwaarden betreft die eigen zijn aan een bepaalde economische activiteit. Zoals het middel is geformuleerd, faalt het in rechte.

A.113. Mocht worden geoordeeld dat de bijzondere wet de gewesten verbiedt de uitoefeningsvoorwaarden vast te stellen die eigen zijn aan een bepaalde economische activiteit en die uitoefening aan bepaalde vergunningen te onderwerpen, ziet men niet in hoe de gewesten op geldige wijze hun bevoegdheid in werking zouden kunnen stellen, met name inzake het economisch beleid of inzake het afvalstoffenbeleid.

A.114. Op meer fundamentele wijze beoogt de voormelde bepaling van de bijzondere wet uitsluitend de vestigingsvoorwaarden. Die bepaling moet strikt worden geïnterpreteerd. Zij geldt niet voor ambten uitgeoefend in openbare diensten in de organieke zin van het woord, noch voor functies uitgeoefend door personen die beroepshalve en gewoonlijk, ongeacht de aard van hun rechtsbetrekkingen met het bestuur, een taak van algemeen belang en aldus een openbare dienst in functionele zin behartigen (arrest nr. 2/97, B.9.1).

A.115. Artikel 20 van het decreet heeft tot doel niet de toegang tot een bepaald beroep, maar een activiteit van algemeen belang in het kader van een functionele openbare dienst te reglementeren. Het middel is niet gegrond.

Tweede middel

A.116. Krachtens artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de gewesten bevoegd inzake afvalstoffenbeleid. Die bevoegdheid omvat ook de bevoegdheid om de tariefregels vast te stellen die van toepassing zijn bij de storting van afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving, zonder dat dat impliceert dat afbreuk wordt gedaan aan de aan de federale overheid toegekende bevoegdheid inzake prijs- en inkomensbeleid (zie arrest nr. 56/96, B.21).

A.117. De in artikel 20, § 1, tweede lid, aan de Waalse Regering verleende machtiging zou op zich de grondwettelijke vereisten of de bevoegdheidsverdelende regels niet kunnen schenden. Het komt aan de administratieve en justitiële rechters toe controle uit te oefenen op de wijze waarop die machtiging zou zijn toegepast (zie arresten nrs. 10/92, 13/92, 55/92, 13/93, 14/93, 43/93, 47/93, 75/93 en 88/93).

Derde middel

A.118. Artikel 20, § 3, van het decreet stelt de voorwaarden vast waaronder een publiekrechtelijk rechtspersoon aan derden de exploitatie van een centrum voor technische ingraving kan toevertrouwen en regelt met name de vorm die de overeenkomst moet hebben die tussen de publiekrechtelijke vennootschap en de privaatrechtelijke rechtspersoon wordt afgesloten, door te bepalen dat een aldus opgerichte entiteit in meerderheid publiek moet zijn.

Die bepaling doet geenszins afbreuk aan de aangelegenheid van het vennootschapsrecht. Zij betreft uitsluitend publiekrechtelijke verenigingen. Zij regelt noch de vorm, noch de controle op privaatrechtelijke rechtspersonen. Zij heeft niet tot doel ten aanzien van een privaatrechtelijk rechtspersoon de toepassings sfeer te bepalen van de wetten op de handelsvennootschappen of de wetten op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

A.119. Die bepaling vindt een grondslag in artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

A.120. Volgens artikel 8 van de bijzondere wet behoort tot de bevoegdheden van de gewestraad, in de aangelegenheden opgesomd in artikel 6, het aannemen van bepalingen en andere maatregelen betreffende de infrastructuur die noodzakelijk is voor de uitoefening van die bevoegdheden.

In zoverre artikel 20, § 3, van het decreet wordt beoogd, faalt het middel bijgevolg in rechte, in al zijn onderdelen.

A.121.1. De aan de gewesten inzake afvalstoffenbeleid toegewezen bevoegdheid omvat noodzakelijkerwijze de bevoegdheid om de exploitatie van de centra voor technische ingraving te controleren. Het gaat om een regel van administratieve politie die geen afbreuk doet aan de inzake vennootschapsrecht aan de federale overheid toegekende bevoegdheid. Een doeltreffend leefmilieubeleid houdt noodzakelijkerwijze in dat de activiteiten die het leefmilieu kunnen verstoren worden gecontroleerd (arrest nr. 55/92).

A.121.2. Artikel 26, § 6, waarin wordt geëist dat voor ieder centrum voor technische ingraving een afzonderlijke boekhouding wordt gevoerd, betreft een noodzakelijke maatregel om de Waalse Regering in staat te stellen de centra voor technische ingraving te controleren.

De bepaling doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van de federale overheid inzake vennootschapsrecht, zelfs wanneer het centrum door een privaatrechtelijk persoon wordt geëxploiteerd.

Memorie van antwoord van de Ministerraad

Ontvankelijkheid

A.122. Uit de uiteenzetting in de verzoekschriften volgt dat de verzoekers doen blijken van het belang bij hun beroep, hetzij in hun hoedanigheid van houder van zakelijke rechten op de geëxploiteerde percelen, hetzij in de hoedanigheid van exploitant van een stortplaats.

Ten gronde

A.123. Naast de opmerkingen die de Ministerraad in zijn memorie heeft geformuleerd, wil hij de volgende opmerkingen maken.

A.124. Hoewel de gewesten de volledige zeggenschap over het afvalstoffenbeleid hebben, neemt dit niet weg dat zij bij het voeren van dat beleid geen afbreuk mogen doen aan de bevoegdheden van de federale wetgever, in het bijzonder wanneer het gaat om bevoegdheden die exclusief aan hem zijn voorbehouden bij artikel 6 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

A.125. De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies dat de aanneming van het bestreden decreet voorafgaat met name geoordeeld dat de - toen ontworpen - bekritiseerde bepaling een kwestie regelde die tot het vennootschapsrecht behoort, een federale aangelegenheid, doordat zij erin voorzag dat privaatrechtelijke rechtspersonen die een C.T.I. voor industriële afvalstoffen exploiteren aan de controlebevoegdheid van de Regering waren onderworpen.

De decreetgever heeft geen rekening gehouden met de essentiële inhoud van de door de Raad van State geformuleerde opmerking.

A.126. De bestreden bepaling voert een controle vanwege de Waalse Regering in op de vennootschappen, hun rechtsvorm, hun rekeningen en hun statuten.

Het Hof heeft enkel aangenomen dat een gewestelijke wetgever vennootschappen verplichtingen oplegt en hen aan controle onderwerpt, voor zover die wetgever aan die vennootschappen een opdracht van openbare dienst heeft willen toevertrouwen (arrest nr. 36/95). Te dezen heeft de bekritiseerde bepaling niet tot doel aan de private vennootschappen een opdracht van openbare dienst toe te vertrouwen, in zoverre die opdracht hoofdzakelijk aan de openbare sector is voorbehouden.

A.127. In de veronderstelling dat de bestreden bepaling en die waarvan sprake was in het arrest nr. 36/95 eenzelfde objectieve situatie beogen, heeft het Hof in datzelfde arrest de invoering van een controle op de vennootschappen slechts aangenomen in het kader van de opdracht die de gewestelijke wetgever hun wil toevertrouwen en in zoverre die opdracht onder zijn bevoegdheid valt. Het Hof heeft het opleggen van verplichtingen slechts aangenomen indien het onderwerp ervan uiterst beperkt is en tot een beleid van gewestelijke bevoegdheid behoort.

Te dezen overschrijden de verplichtingen en de controles die bij de bestreden bepaling aan de vennootschappen worden opgelegd klaarblijkelijk de door het Hof vastgestelde beperkingen.

A.128. De controle van de statuten en die van de rekeningen worden geenszins verantwoord door een bekommernis die onder het afvalstoffenbeleid valt, in zoverre zij in zeer ruime bewoordingen zijn geformuleerd.

A.129. Het zou onredelijk zijn te oordelen dat de aangelegenheid van het handelsrecht en het vennootschapsrecht het voorwerp zou kunnen uitmaken van een gedifferentieerde regeling. De diverse bepalingen van artikel 20 raken essentiële elementen van die aangelegenheid. De weerslag ervan kan niet als marginaal worden beschouwd.

A.130. Ten slotte had de door de Waalse wetgever nagestreefde doelstelling, die deel uitmaakt van een goed afvalstoffenbeleid, kunnen worden bereikt via andere middelen waarvoor hij wel bevoegd was. Het beroep op artikel 10 van de bijzondere wet is dus niet toegestaan.

A.131. Het kan niet worden aanvaard dat het afvalstoffenbeleid het nemen van de hier bekritiseerde maatregelen met zich meebrengt.

A.132. De verwijzing naar artikel 8 van de bijzondere wet is dus irrelevant. Het in die bepaling bedoelde begrip infrastructuur is klaarblijkelijk niet daadwerkelijk gedefinieerd in de parlementaire voorbereiding, vermits de Eerste Minister zich ertoe heeft beperkt aan te geven dat « daarin [...] alles [is] begrepen wat te maken heeft met een passende infrastructuur » (verslag aan de Senaat, *Gedr. St.*, Senaat, 1979-1980, nr. 434-2, p. 215).

Die term moet dus in de gangbare betekenis van het woord worden begrepen, namelijk als het geheel van de installaties en diensten die het mogelijk maken een economische of technische activiteit uit te oefenen (*Dictionnaire usuel français Hachette* : « l'ensemble des installations et des services permettant d'exercer une activité économique ou technique »).

A.133. De Ministerraad ziet niet in hoe de invoering van een controle vanwege de Regering op de vennootschappen, hun rekeningen en hun statuten, alsmede de verplichting een beroep te doen op bijzondere vennootschapsvormen, onder de oprichting van diensten, laat staan van installaties zouden kunnen vallen. Dat geldt *a fortiori* voor de verwijzing, in ondergeschikte orde, naar de « voorschriften van toepassing op de [handelsvennootschappen] ».

Door het Hof gestelde vragen

A.134. In de beschikking van ingereedheidbrenging van 9 juli 1997 heeft het Hof :

« a) de partijen [verzocht] uiterlijk op 15 september 1997 een aanvullende memorie in te dienen met betrekking tot de vraag of de door de Ministerraad geformuleerde nieuwe middelen al dan niet tot gevolg hebben het beroep uit te breiden tot bepalingen die niet door de verzoekers zouden zijn aangevochten, in het licht van artikel 85, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, waarbij de Ministerraad gemachtigd wordt nieuwe middelen te formuleren, maar met dien verstande dat het Hof reeds geoordeeld heeft dat zijn tussenkomst het beroep noch kan wijzigen noch kan uitbreiden;

b) de Waalse Regering [verzocht] in een aanvullende memorie die uiterlijk op 15 september 1997 moet worden ingediend te preciseren of de interpretatie die ze in haar memorie geeft aan artikel 20, § 5, van het bestreden decreet aansluit bij de argumentatie die door de genoemde verzoekende partijen in hun laatste memorie wordt ontwikkeld en, zo ja, haar mening te geven betreffende de suggestie van de verzoekende partijen in de zaak met rolnummer 1042 in de laatste alinea van pagina 8 van hun memorie van antwoord;

— de verzoekende partijen in de zaken met rolnummers 1042 en 1046 [verzocht] in een aanvullende memorie die uiterlijk op 30 september 1997 moet worden ingediend te antwoorden op de aanvullende memorie van de Waalse Regering ».

Aanvullende memorie van de Ministerraad

Eerste middel

A.135. In het bijzonder beoogt de Ministerraad in artikel 20 : paragraaf 1, eerste lid, en paragraaf 2, eerste, tweede en derde lid. Paragraaf 1 wordt beoogd in het verzoekschrift van de n.v. Cecosy en in de uiteenzetting van het middel. In het verzoekschrift van de b.v.b.a. Pol Laurent wordt de vernietiging gevorderd van artikel 20 in zijn geheel en de uiteenzetting van het eerste, tweede en derde middel beoogt, hoewel het daarin niet is vermeld, artikel 20, § 1. Die bepaling wordt dus zonder enige twijfel door de verzoekers bestreden.

Paragraaf 2, eerste lid, wordt beoogd door de n.v. Cecosy. De b.v.b.a. Pol Laurent beoogt uitdrukkelijk, in haar eerste en tweede middel, de hele paragraaf 2, behalve het vierde lid. Paragraaf 2, eerste, tweede en derde lid, behoort dus tot de bestreden bepalingen.

Tweede middel

A.136. De Ministerraad beoogt in het bijzonder artikel 20, § 1, derde lid. Geen enkele verzoeker beoogt uitdrukkelijk die bepaling, maar het staat aan het Hof zijn toetsing uit te voeren ten aanzien van andere bepalingen dan die waarvan de vernietiging wordt gevorderd, wanneer ze er onlosmakelijk mee verbonden zijn, wat het geval is voor het derde lid van paragraaf 1 : de aan de Regering toegekende bevoegdheid om tarieven vast te stellen is onlosmakelijk verbonden met het idee van beheer van de C.T.I. als openbare dienst, vertaald in artikel 20, § 1, eerste lid. Die vaststelling van de tarieven is tevens onlosmakelijk verbonden met de door de Regering uitgeoefende controle op de privé-ondernemingen belast met het beheer van de C.T.I., die door de Ministerraad in zijn derde middel in het geding wordt gebracht.

Derde middel

A.137. Beoogd wordt artikel 20, meer in het bijzonder § 3, einde van het tweede lid en derde lid, en §§ 4 en 6.

Paragraaf 3, tweede lid, wordt beoogd in het vierde middel uiteengezet door de b.v.b.a. Pol Laurent, die duidelijk de bepaling op het einde van dat lid beoogt.

Dezelfde vennootschap betwist paragraaf 3. In de veronderstelling dat de eerste zin van paragraaf 3, derde lid, een bepaling zou zijn die, vanuit wetgevingstechnisch oogpunt, van de andere zinnen kan worden gescheiden, vormt hij er het noodzakelijke accessorium van.

A.138. Ten slotte, hoewel die vennootschap de paragrafen 4 en 6 van artikel 20 - dat ze in zijn geheel aanvecht - niet rechtstreeks beoogt, gaat het om bepalingen die niet los kunnen worden gezien van die welke worden bestreden, doordat de elementen ervan deel uitmaken van de algehele doelstelling van controle vanwege de openbare overheid op het optreden van privaatrechtelijke rechtspersonen bij het beheer van afvalstoffen, in het kader van de opdracht van openbare dienst die hun bij het decreet is toegewezen. De parlementaire voorbereiding is hieromtrent verhelderend. Die bepalingen vormen dus een onlosmakelijk geheel.

Aanvullende memorie van Pierre en Michel Beniest

A.139. De nieuwe middelen van de Ministerraad lijken tot gevolg te hebben het beroep uit te breiden tot bepalingen die niet door de verzoekers in de zaak met rolnummer 1042 werden bestreden.

Aangezien de verzoekers Beniest geen kennis hebben van de beroepen in de zaken met rolnummers 1043, 1046 en 1047, kunnen zij zich hieromtrent echter niet uitspreken.

Aanvullende memorie van de n.v. Carrières unies de porphyre en van de n.v. Cecosy

A.140. Drie van de vier beroepen beperken hun onderwerp tot sommige bepalingen van artikel 20. De door de Ministerraad opgeworpen middelen zijn echter niet vreemd aan de bestreden bepalingen.

In het eerste middel wordt een bijkomend punt van kritiek geleverd op de bestreden bepalingen. Het tweede middel betreft een bepaling die het rechtstreekse gevolg is van het feit dat de activiteit van beheer van de C.T.I.'s als openbare dienst wordt beschouwd. Wat het derde middel betreft, dat heeft betrekking op elementen die onlosmakelijk verbonden zijn met de organisatie van het aan de publiekrechtelijke rechtspersonen toegekende monopolie; het gaat er immers om de wijze te bekritisieren waarop het decreet de « onderaanneming » of de concessie organiseert van de activiteit die als monopolie wordt beschouwd. Indien die modaliteiten niet worden aangepast, is de uitoefening van het monopolie praktisch onmogelijk, aangezien de gemeenten en de verenigingen van gemeenten niet over de noodzakelijke technische capaciteiten beschikken om op alle behoeften in te spelen. Het door de Ministerraad aangehaalde middel heeft dus onrechtstreeks ook betrekking op de bepalingen van het eerste en tweede lid van paragraaf 2, waartegen het beroep is ingesteld.

A.141. Ten slotte vordert de b.v.b.a. Pol Laurent de vernietiging van het hele artikel 20, zodat de nieuwe middelen niet tot gevolg kunnen hebben dat beroep uit te breiden.

Aanvullende memorie van de Waalse Regering

A.142. Als het Hof de door de Waalse Regering geformuleerde excepties verwerpt en het beroep van de b.v.b.a. Pol Laurent ontvankelijk verklaart, is het eerste middel van de Ministerraad ontvankelijk, vermits het gericht is tegen artikel 20, § 1, eerste lid, dat door die vennootschap wordt aangevochten.

Het tweede middel is onontvankelijk, vermits het artikel 20, § 1, derde lid, bestrijdt en enkel de b.v.b.a. Pol Laurent die bepaling aanvecht, zij het in een andere mate.

Dat geldt ook voor het derde middel.

A.143. Wat betreft de draagwijdte van artikel 20, § 5, betoogt de Waalse Regering dat de decreetgever niet de toekomstwaarde van het goed heeft willen uitsluiten, maar wel de verwezenlijking van een meerwaarde die voortvloeit uit de nieuwe bestemming als C.T.I. die de overheid eraan geeft.

A.144. Verscheidene mogelijkheden moeten dus in overweging worden genomen :

— Het onteigende onroerend goed wordt niet uitgebaat als centrum voor technische ingraving vóór de voorlopige aanneming van het in artikel 24, § 2, van het decreet bedoelde plan : er wordt geen enkel probleem opgeworpen. Het goed zal dus moeten worden geschat zonder rekening te houden met de mogelijke meerwaarde die zou kunnen voortvloeien uit de nieuwe bestemming als centrum voor technische ingraving.

— Het goed is een centrum voor technische ingraving bij de voorlopige aanneming van het plan : men zal uiteraard de waarde van het terrein moeten berekenen in de situatie ervan op het ogenblik van de aanneming van het plan, namelijk geëxploiteerd als centrum voor technische ingraving.

— Het terrein is geen centrum van technische ingraving, maar het is een « hol » terrein : in de parlementaire voorbereiding wordt uitdrukkelijk bepaald dat « bij de schatting enkel rekening dient te worden gehouden met de waarde van de oppervlakte van het goed, behalve indien bij een vroegere verwerving daarvan rekening was gehouden met de waarde van de ondergrond » (*Gedr. St., Waalse Gewestraad, 49-BZ 1995, nr. 39, p. 3*).

Het is dus duidelijk dat ook hier rekening wordt gehouden met de reële waarde van het « holle » terrein, indien voorheen met die waarde rekening was gehouden.

Bijgevolg sluit de interpretatie die de Waalse Regering aan artikel 20, § 5, van het bestreden decreet geeft, niet aan bij de door de verzoekers in hun memorie van antwoord ontwikkelde argumentatie.

A.145. De suggestie van de partijen Beniest kan niet in aanmerking worden genomen. De techniek van het dubbele beschikbare gedeelte is mogelijk in het prejudicieel contentieux maar niet in het vernietigingscontentieux.

Tweede aanvullende memorie van Pierre en Michel Beniest

A.146. Artikel 20, § 5, is duidelijk : het sluit van de berekening van de onteigeningsvergoeding, althans gedeeltelijk, de toekomstwaarde van het onteigende goed uit. Het kan niet door de auteur ervan *a posteriori* worden geïnterpreteerd.

Indien het Hof het zou interpreteren, zou het enkel de door de tegenpartij gegeven beperkende interpretatie in aanmerking kunnen nemen. Het staat aan het Hof te zeggen dat artikel 20, § 5, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, indien het zo wordt geïnterpreteerd dat het de toekomstwaarde van het goed, met name die van het terrein dat reeds als installatie voor verwijdering van afvalstoffen wordt geëxploiteerd vóór de onteigeningsbeslissing die ertoe strekt het goed zonder meer als C.T.I. te bestemmen, van de berekening van de onteigeningsvergoeding uitsluit.

Bij ontstentenis van vernietiging zou het Hof het beroep enkel kunnen verwerpen onder dat voorbehoud van een *a contrario* geformuleerde interpretatie, overeenkomstig de met name in het beschikbare gedeelte van de arresten nrs. 23/92 en 24/92 verankerde rechtspraak.

Tweede aanvullende memorie van de n.v. Carrière unies de porphyre

A.147. De tekst van artikel 20, § 5, spreekt de stelling van de Waalse Regering tegen : de waarde van een goed dat in het plan als centrum voor technische ingraving is vermeld, wordt noodzakelijkerwijze bepaald met verwijzing naar de mogelijke exploitatie ervan. Het gaat wel degelijk om een toekomstwaarde, die wordt gedefinieerd als een mogelijkheid of een toekomstige gebeurtenis waarmee elke koper rekening zou houden. Men ziet niet in hoe rekening kan worden gehouden met die toekomstwaarde, die gevormd wordt door de toekomstige exploitatie als centrum voor technische ingraving, indien, krachtens de tekst, de waarde van het goed wordt vastgesteld « met uitzondering van elke verwijzing naar de toekomstige exploitatie van een centrum voor technische ingraving ».

A.148. Indien geen enkel plan voor de centra voor technische ingraving is aangenomen, houdt men rekening met de waarde van het goed vóór het onteigeningsbesluit, met uitsluiting van elke verwijzing naar de toekomstige exploitatie als centrum voor technische ingraving.

Dat geval onthult de werkelijke bedoeling van de wetgever en spreekt de stelling van de Waalse Regering, die voor het overige hieromtrent zwijgt, klaarblijkelijk tegen.

Vermits in dat geval er geen enkel plan bestaat, kan niet geldig worden volgehouden dat het de bedoeling is te vermijden dat de door het plan aangebrachte meerwaarde moet worden vergoed.

De bedoeling is wel degelijk te kunnen onteigenen tegen een lage prijs door elke verwijzing naar de exploitatie als centrum voor technische ingraving te verwerpen.

A.149. De verwijzing naar de parlementaire voorbereiding maakt het geenszins mogelijk de stelling van de Waalse Regering kracht bij te zetten. De aangehaalde passage is lang niet zo helder als zij beweert.

— B —

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.1.1. Artikel 20 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen bepaalt dat centra voor technische ingraving die niet uitsluitend bestemd zijn voor afvalproducenten als een openbare dienst worden gevestigd en geëxploiteerd. Het behoudt aan publiekrechtelijke rechtspersonen de vergunning voor om ze te vestigen en ze te exploiteren. Het onderwerpt de exploitatie van centra die publiekrechtelijke rechtspersonen aan derden kunnen toevertrouwen in het raam van overeenkomsten waarbij de in acht te nemen regels worden gespecificeerd, aan nieuwe verplichtingen. Het voorziet in specifieke regels betreffende de berekening van de schadeloosstelling die wordt betaald door de publiekrechtelijke rechtspersonen die gemachtigd zijn om tot onteigeningen over te gaan.

B.1.2. Dergelijke bepalingen kunnen zowel de houders van een zakelijk recht of van een persoonlijk recht op de goederen die aldus kunnen worden onteigend, als de vennootschappen die de vestiging of de exploitatie van gecontroleerde stortplaatsen als maatschappelijk doel hebben, rechtstreeks en ongunstig raken. De verzoekende partijen, die tot één van die categorieën behoren, doen blijken van een belang bij hun beroep.

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.2. Artikel 20 van het decreet van 27 juni 1996 bepaalt :

« § 1. Centra voor technische ingraving die niet uitsluitend bestemd zijn voor afvalproducenten worden als openbare dienst gevestigd en geëxploiteerd.

Onverminderd de bijzondere toegangsvoorwaarden, o.a. financiële voorwaarden, voor gemeenten die bij verenigingen van gemeenten aangesloten zijn, moeten de exploitanten van centra voor technische ingraving de gebruikers gelijke toegangsmogelijkheden tot hun centra bieden.

De Regering bepaalt de tarieven voor het storten van afval in een centrum voor technische ingraving.

§ 2. De in artikel 11 bedoelde vergunning tot vestiging en exploitatie van een centrum voor technische ingraving van huishoudelijke afvalstoffen en ermee gelijkgestelde afvalstoffen, wordt uitsluitend aan verenigingen van gemeenten verleend.

De in artikel 11 bedoelde vergunning tot vestiging en exploitatie van een centrum voor technische ingraving van inerte afvalstoffen, wordt uitsluitend aan gemeenten en verenigingen van gemeenten verleend.

De in artikel 11 bedoelde vergunning tot vestiging en exploitatie van een centrum voor technische ingraving van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en van de oevers van waterlopen en -vlakken worden weggehaald, wordt uitsluitend verleend aan de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van deze werken.

De in artikel 11 bedoelde vergunning tot vestiging en exploitatie van een centrum voor technische ingraving van industriële afvalstoffen, wordt aan privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen verleend.

De leden 2 en 4 van deze paragraaf zijn niet van toepassing op centra voor technische ingraving die uitsluitend bestemd zijn voor een afvalproducent.

§ 3. De in § 2 bedoelde publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen de exploitatie op eigen kracht verzekeren of aan derden toevertrouwen in het kader van overeenkomsten waarbij de in acht te nemen regels bepaald worden.

Dezelfde publiekrechtelijke rechtspersonen zijn vrij te beslissen of ze een in artikel 11 bedoelde vergunningsaanvraag indienen. Ingeval de in het vorige lid bedoelde overeenkomst bestaat in een vereniging met een privaatrechtelijke rechtspersoon, moet de opgerichte entiteit in meerderheid publiek zijn. Zij bestaat in de vorm van een naamloze vennootschap of van een coöperatieve vereniging [lees : vennootschap].

Alles wat niet bij dit decreet en bij de statuten geregeld wordt, is onderworpen aan de voorschriften van toepassing op de handelsmaatschappijen. De statuten van de maatschappij worden, net zoals elke wijziging in deze statuten, door de Regering goedgekeurd. De rekeningen worden gecontroleerd door één of meer commissarissen gekozen binnen het instituut voor bedrijfsrevisoren en overeenkomstig de wetsbepalingen van toepassing op de naamloze vennootschappen. In afwijking van § 2 kan de vergunning in dat geval aan de aldus opgerichte entiteit verleend worden.

Op advies van de Dienst kan de Regering de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij ermee belasten de centra voor technische ingraving te exploiteren in de plaats van de gemeenten en verenigingen van gemeenten, wanneer deze na aanmaning hun verantwoordelijkheid niet hebben opgenomen in het kader van de planning van de centra, zoals bedoeld in artikel 25.

§ 4. De privaatrechtelijke rechtspersonen die een centrum voor technische ingraving van industriële afvalstoffen exploiteren, staan onder toezicht van de Regering.

De Regering kan het verlenen of het invoeren van de vergunningen voor de in het eerste lid bedoelde centra voor technische ingraving van industriële afvalstoffen afhankelijk maken van het sluiten van een beheerscontract tussen de houder en haar zelf. De openbare opdrachten en de in acht te nemen tarieven worden nader bepaald door de Regering.

§ 5. De Regering kan de in § 2, leden 1 tot 3, bedoelde publiekrechtelijke rechtspersonen en de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij wegens algemeen nut laten overgaan tot de onteigening van de voor de vestiging van centra voor technische ingraving vereiste onroerende goederen.

Om de waarde van het onteigende onroerend [lees : onroerend goed] te bepalen wordt slechts rekening gehouden met de waarde op de dag vóór de voorlopige goedkeuring van het in artikel 24, § 2 bedoelde plan. Die waarde is geactualiseerd tot de dag waarop het recht op subsidie [lees : schadeloosstelling] ontstaat of, bij gebrek aan bovenvermeld plan, tot de dag vóór de goedkeuring van het onteigeningsbesluit. De waarde wordt vastgesteld met uitzondering van elke verwijzing naar de toekomstige exploitatie van een centrum voor technische ingraving.

§ 6. Elk centrum voor technische ingraving moet het voorwerp uitmaken van een afzonderlijke boekhouding. »

B.3. Het onderzoek van de overeenstemming van een decreet met de bevoegdheidverdelende regels moet het onderzoek van de bestaanbaarheid ervan met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet voorafgaan.

Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de bevoegdheidverdelende regels

B.4. Het Hof zal het middel onderzoeken waarin artikel 20 in zijn totaliteit wordt bekritiseerd alvorens het onderzoek aan te vatten van de middelen die enkel sommige bepalingen van dat artikel betreffen.

Middel afgeleid uit de schending van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (eerste middel van het beroep in de zaak met rolnummer 1042, enig middel van het beroep in de zaak met rolnummer 1046)

B.5.1. Artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, bepaalt :

« In economische aangelegenheden oefenen de Gewesten hun bevoegdheden uit met inachtneming van de beginselen van het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitalen en van de vrijheid van handel en nijverheid, alsook met inachtneming van het algemeen normatief kader van de economische unie en de monetaire eenheid, zoals vastgesteld door of krachtens de wet, en door of krachtens de internationale verdragen. »

B.5.2. Ook al oefenen zij de bevoegdheid uit die hun op het stuk van bescherming van het leefmilieu is toegekend bij artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, de gewesten moeten met de bevoegdheidsbeperkende bepaling van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van dezelfde bijzondere wet rekening houden.

B.5.3. De bepalingen ingeschreven in het voormelde artikel 6, § 1, VI, derde lid, garanderen echter niet op absolute wijze de uitoefening van de vrijheden die zij verkondigen. Beperkingen op die economische vrijheden kunnen worden toegestaan indien zij worden verantwoord door dwingende vereisten van algemeen belang, voor zover zij niet onevenredig zijn ten aanzien van de nagestreefde doelstellingen.

B.5.4. In de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet wordt voor artikel 20 de volgende verantwoording aangevoerd :

« Die optie wordt verantwoord door het specifieke karakter van de centra voor technische ingraving in het afvalbeheer. De centra voor technische ingraving vormen immers een ultiem procédé van verwijdering van de afvalstoffen waarbij, in het algemeen belang, het gebruik van grote oppervlakten die voor dat gebruik zijn voorbehouden noodzakelijk zijn. De overheid heeft de verantwoordelijkheid ervoor te zorgen dat op basis van de behoeften voldoende ruimte beschikbaar is, op algemene wijze door de planning [...] en op specifieke wijze door de verwerving van gronden [...]. Het is tevens de verantwoordelijkheid van de overheid ervoor te zorgen dat alle gebruikers een gelijke toegang hebben tot de centra voor technische ingraving en tariefbeginselen in te voeren op basis van de technische voorwaarden van vestiging en exploitatie met als uiteindelijk doel op het niveau van het Gewest een homogenisering tot stand te brengen. Ten slotte kunnen op lange termijn enkel de openbare overheden garanderen dat acties worden ondernomen om te vermijden dat terreinen die voor ingraving hebben gediend het leefmilieu schaden.

Die doelstellingen verantwoordt dat de activiteit van de exploitatie van centra voor technische ingraving als ' functionele ' openbare dienst wordt beschouwd en sluiten geenszins uit dat privé-personen die openbare dienst daadwerkelijk ten laste nemen.

Die personen zullen dus worden onderworpen aan de zogenaamde wetten van de openbare dienst en in het bijzonder aan de wet van de gelijkheid van de gebruikers. Elke gebruiker die zich in de bij het decreet, het uitvoeringsbesluit of het dienstreglement vastgestelde voorwaarden bevindt, heeft het recht de voordelen te genieten en de verplichting de lasten te dragen van die dienst op niet discriminerende wijze - in voorkomend geval afvalstoffen te aanvaarden tegen betaling van een prijs » (*Gedr. St., Waals Parlement, 1994-1995, 344, nr. 1, p. 16*).

B.5.5. Door de centra voor technische ingraving als openbare dienst te vestigen en te exploiteren, binnen de voorwaarden en volgens de modaliteiten die in de bekritiseerde maatregelen zijn gesteld, en met inachtneming van de regelen van schadeloosstelling die zij opleggen, brengen de bekritiseerde maatregelen in de in het middel aangevoerde rechten en vrijheden beperkingen aan die, gelet op de voormelde verantwoording van algemeen belang, niet klaarblijkelijk onevenredig blijken te zijn.

B.5.6. De decreetgever had wellicht kunnen opteren voor een verstrenging van de bestaande politie- of bewakingsmaatregelen, wat had toegelaten de activiteiten van privé-ondernemingen beter te controleren, zonder de beginselen en vrijheden waarvan de inachtneming wordt gewaarborgd bij artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet op een dergelijke wijze aan te tasten. Niets laat het Hof echter toe met zekerheid te stellen dat de door de verzoekende partijen gesuggereerde alternatieve maatregelen het mogelijk hadden gemaakt de nagestreefde doelstelling te bereiken. Het staat niet aan het Hof de keuze van de decreetgever af te keuren, wanneer die is verantwoord door overwegingen die niet kennelijk onredelijk zijn.

B.5.7. Het middel is niet gegrond.

Middel afgeleid uit de schending van artikel 39 van de Grondwet en van de artikelen 78 en 79 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (eerste middel van het beroep in de zaak met rolnummer 1042 en van het beroep in de zaak met rolnummer 1047)

B.6.1. Het middel is gericht tegen artikel 20, § 5, van het bestreden decreet.

B.6.2. Artikel 79, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« Onverminderd § 2, kunnen de Regeringen overgaan tot onteigeningen ten algemenen nutte in de gevallen en volgens de modaliteiten bepaald bij decreet, met inachtneming van de bij de wet vastgestelde gerechtelijke procedures en van het principe van de billijke en voorafgaande schadeloosstelling bepaald bij artikel 11 [thans artikel 16] van de Grondwet. »

B.6.3. In de uitoefening van hun bevoegdheden op het stuk van het afvalstoffenbeleid kunnen de gewesten overgaan tot onteigeningen of publiekrechtelijke rechtspersonen machtigen zulks te doen, voor zover zij de in de federale wet bepaalde gerechtelijke procedures en het grondwettelijke beginsel van de billijke en voorafgaande schadeloosstelling in acht nemen.

B.6.4. Bij artikel 20, § 5, van het bestreden decreet heeft het Waalse Gewest de bevoegdheid uitgeoefend die het ontleent aan artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zonder van de in de federale wet vastgestelde procedures af te wijken.

B.6.5. Door van de gewesten en de gemeenschappen te eisen dat zij het beginsel van de billijke en voorafgaande schadeloosstelling in acht nemen, heeft de bijzondere wetgever niet de bedoeling gehad hun de bevoegdheid te ontnemen om de berekeningswijze van een dergelijke schadeloosstelling vast te stellen. Om billijk te zijn, moet de schadeloosstelling een integraal herstel van het geleden nadeel waarborgen.

B.7. De in artikel 20, § 5, tweede lid, bedoelde evaluatiemodaliteiten zijn maar bestaanbaar met de regel van de billijke schadeloosstelling, wanneer zij kunnen worden geanalyseerd als maatregelen waarbij elementen kunnen worden uitgeschakeld die, indien ze in overweging zouden worden genomen, een schadeloosstelling zouden bieden die verder gaat dan wat het integraal herstel vereist. Ze zijn niet bestaanbaar met de regel van de billijke schadeloosstelling en overschrijden daardoor de gewestbevoegdheid, indien zij ertoe leiden van de berekening van de schadeloosstelling elementen uit te sluiten die er deel van moeten uitmaken, opdat het herstel volledig is.

B.8. De Waalse Regering betoogt dat de decreetgever niet de toekomstwaarde van het goed heeft willen uitsluiten, maar wel « de verwezenlijking van een meerwaarde die zou voortvloeien uit het feit dat de overheid ze als centra voor technische ingraving bestemt ».

B.9. Een dergelijke lezing is niet verenigbaar met de tekst van artikel 20, § 5. Door te bepalen dat de waarde van het goed wordt vastgesteld « met uitzondering van elke verwijzing naar de toekomstige exploitatie van een centrum voor technische ingraving » heeft de decreetgever geen onderscheid gemaakt naargelang de meerwaarde waarvan hij de vergoeding wil uitsluiten de meerwaarde is van een terrein dat reeds vatbaar was voor exploitatie ter verwijdering van afvalstoffen vóór de onteigeningsbeslissing, dan wel de meerwaarde die zou voortvloeien uit de bestemming van het onteigende terrein, door de overheid, als centrum voor technische ingraving. Hoewel in het tweede geval de uitsluiting van de meerwaarde in overeenstemming is met de evaluatieregels van de billijke schadeloosstelling, sluit de decreetgever in het eerste geval een element van de vergoeding uit waarmee hij rekening moet houden om de billijke schadeloosstelling te berekenen.

B.10. Het middel is gegrond.

Middel afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels betreffende het vennootschapsrecht (vierde middel van het beroep in de zaak met rolnummer 1043, derde middel aangevoerd door de Ministerraad)

B.11.1. Luidens artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, is enkel de federale overheid bevoegd voor het handelsrecht en het vennootschapsrecht.

B.11.2. Door in artikel 20, § 3, van het bestreden decreet te bepalen dat, wanneer een publiekrechtelijk rechtspersoon zich verenigt met een privaatrechtelijk rechtspersoon, « de opgerichte entiteit in meerderheid publiek [moet] zijn » en moet bestaan in de vorm van een naamloze vennootschap of een coöperatieve vennootschap, heeft de wetgever geenszins het vennootschapsrecht gereguleerd. Hij heeft op basis van de door hem nagestreefde doelstellingen gepreciseerd welke bestaande vennootschapsvormen door een dergelijke entiteit moeten worden gekozen, zonder te raken aan de bepalingen van de gecoördineerde wetten waarbij ze worden geregeld. Door daaraan toe te voegen dat « alles wat niet bij dit decreet en bij de statuten geregeld wordt, [...] onderworpen [is] aan de voorschriften van toepassing op de [handelsvennootschappen] », heeft de decreetgever een bepaling aangenomen die blijk geeft van zijn wil om geen afbreuk te doen aan een bevoegdheid die hem niet toebehoort.

B.11.3. Wat de bepalingen betreffende de controle van de rekeningen en de controlebevoegdheid van de Regering betreft, gaat het om maatregelen die beantwoorden aan de doelstellingen van het decreet en die de beoogde vennootschappen aan verplichtingen onderwerpen die in verband staan met die doelstellingen en die niet raken aan de aan de federale overheid toegekende bevoegdheid om het vennootschapsrecht te regelen.

B.11.4. Het middel is niet gegrond.

Middel afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels betreffende de vestigingsvoorwaarden (eerste middel aangevoerd door de Ministerraad)

B.12.1. Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt dat alleen de federale overheid bevoegd is voor « de vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de bevoegdheid van de Gewesten voor de vestigingsvoorwaarden inzake toerisme ».

B.12.2. De aan de federale overheid toegewezen aangelegenheid inzake vestigingsvoorwaarden sluit onder meer de bevoegdheid in om regels te stellen inzake de toegang tot bepaalde beroepen.

Aangezien de vestiging en exploitatie van centra voor technische ingraving als openbare dienst wordt beschouwd, vormen dergelijke activiteiten geen beroepen in de zin van de voormelde bepaling. De bij die bepaling aan de federale overheid toegekende bevoegdheid omvat immers niet de bevoegdheid om toegangsvoorwaarden tot openbare functies vast te stellen. Dit geldt niet enkel voor ambten in openbare diensten in de organieke zin van het woord, maar ook voor de functies van de personen die beroepshalve en gewoonlijk, ongeacht de aard van hun rechtsbetrekking met een gedecentraliseerde dienst, een taak van openbaar belang vervullen en aldus een openbare dienst in de functionele zin behartigen.

B.12.3. Het middel is niet gegrond.

Middel afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels inzake prijsbeleid (tweede middel aangevoerd door de Ministerraad)

B.13.1. Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt dat alleen de federale overheid bevoegd is voor « het prijs- en inkomensbeleid ».

B.13.2. Artikel 20, § 1, derde lid, van het bestreden decreet bepaalt :

« De Regering bepaalt de tarieven voor het storten van afval in een centrum voor technische ingraving. »

B.13.3. Krachtens artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de gewesten bevoegd inzake het « afvalstoffenbeleid ». Die bevoegdheid omvat de bevoegdheid om de tariefregels vast te stellen die met name van toepassing zijn bij het storten in een centrum voor technische ingraving.

B.13.4. Een dergelijke bevoegdheid zou niet mogen ingaan tegen die welke aan de federale overheid inzake prijsbeleid is toegewezen. Dat bevoegdheidsvoorbehoud kan evenwel niet zo ver reiken dat de gewesten de bevoegdheid wordt ontnomen om tariefregels vast te stellen in de aan hen toegewezen aangelegenheden. Het betekent dat de gewestelijke overheid bij de vaststelling van dergelijke regels rekening moet houden met het algemene prijsbeleid dat door de federale overheid wordt gevoerd, met name met de regels vastgesteld door of krachtens de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen.

B.13.5. Door de Regering ertoe te machtigen tariefregels vast te stellen, heeft de gewestwetgever geen inbreuk gemaakt op de federale bevoegdheden en kan hij niet worden geacht de Regering ertoe te hebben gemachtigd zulks te doen.

B.14. Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet

Middel afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag (tweede middel van het beroep in de zaak met rolnummer 1042, derde middel van het beroep in de zaak met rolnummer 1043, tweede onderdeel van het tweede middel van het beroep in de zaak met rolnummer 1047)

B.15. Die middelen zijn gericht tegen artikel 20, § 5, van het bestreden decreet. Aangezien het uit de schending van de bevoegdheidsregels afgeleide middel dat is gericht tegen dezelfde bepaling werd aangenomen, dient het middel afgeleid uit de schending van het gelijkheidsbeginsel niet te worden onderzocht.

Middel afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 52 en volgende van het E.G.-Verdrag (tweede middel van het beroep in de zaak met rolnummer 1043)

B.16. Om de redenen uitgedrukt in B.5.1 tot B.5.7, is het middel niet gegrond.

Middel afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in het beroep in de zaak met rolnummer 1043 (derde middel, eerste onderdeel)

B.17.1. De verzoekende partijen betogen dat de gewestwetgever zonder aanneembare verantwoording een beroep doet op een openbare dienst voor de huishoudelijke afvalstoffen of de inerte afvalstoffen, terwijl hij voor de industriële afvalstoffen toestaat een beroep te doen op de privé-sector of de openbare sector. De discriminatie zou des te minder aanneembaar zijn daar de industriële afvalstoffen een groter gevaar voor de burgers vertonen, aangezien zij de mogelijkheid bieden van een concurrentie die, volgens de stelling van de Waalse wetgever, zou kunnen leiden tot doelstellingen van winstbejag of vastgoedspeculatie.

B.17.2. Het voor de huishoudelijke afvalstoffen aangenomen stelsel wordt door de volgende overwegingen verantwoord :

« Van oudsher hebben de gemeenten een doorslaggevende rol gespeeld op het vlak van het beheer van huishoudelijke en inerte afvalstoffen, voor de eerstgenoemde omdat zij rechtstreeks door de burgers worden geproduceerd, voor de laatstgenoemde omdat zij vaak het gevolg zijn van lokale openbare werken. De industriële afvalstoffen konden op hun beurt tot op heden privé-initiatieven genieten wat betreft het storten ervan in centra voor technische ingraving. » (*Gedr. St.*, Waals Parlement, 1994-1995, 344, nr. 1, p. 16)

B.17.3. Het verschillend stelsel dat in aanmerking is genomen voor de industriële afvalstoffen, is als volgt beschreven :

« De privé- en de openbare sector worden ten slotte, zonder onderscheid, verantwoordelijk gesteld voor het oprichten van de infrastructuur voor het ingraven van industriële afvalstoffen. Het optreden van de overheid in die sector zou zich in beginsel ertoe moeten beperken te waken over de beschikbaarheid van de terreinen, met inachtneming van de wetten van de openbare dienst.

Nochtans zouden in sommige streken, wanneer particuliere infrastructuur economisch niet verantwoord is, de intercommunales het gemeentelijk belang waarmee zij belast zijn, kunnen uitgebreid zien tot de verwijdering van industriële afvalstoffen. » (*ibidem*, p. 17)

B.17.4. Het Hof zou zijn bevoegdheden te buiten gaan indien, gelet op dergelijke overwegingen, het zou oordelen dat het gelijkheidsbeginsel de verplichting oplegt voor de industriële afvalstoffen en voor huishoudelijke afvalstoffen in hetzelfde stelsel van vestiging en exploitatie te voorzien.

B.17.5. Het middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

— vernietigt het tweede lid van paragraaf 5 van artikel 20 van het decreet van het Waalse Gewest van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

— verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 17 december 1997.

De griffier,
L. Potoms.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 98 — 139

[C - 97/21425]

Urteil Nr. 81/97 vom 17. Dezember 1997

Geschäftsverzeichnismrn. 1042, 1043, 1046 und 1047

In Sachen :

Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 20 des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, erhoben von P. Beniést und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, H. Coremans und A. Arts, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Gegenstand der Klagen

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 28. Januar 1997 und am 31. Januar 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 29. Januar 1997, am 30. Januar 1997 und am 3. Februar 1997 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung von Artikel 20 des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Juni 1996 über die Abfälle (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. August 1996), wegen Verstoßes gegen die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung :

a) P. Beniést, wohnhaft in 1435 Mont-Saint-Guibert, rue des Trois Burettes 55, und M. Beniést, wohnhaft in 1150 Brüssel, avenue de Tervueren 262,

b) die Pol Laurent GmbH, mit Gesellschaftssitz in 7011 Ghlin, Résidence « La Prairie 17 »,

c) die Cecosy AG, mit Gesellschaftssitz in 7860 Lessines, rue René Magritte 35, und

d) die Carrières unies de porphyre AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, rue Belle-Vue 64.

II. Verfahren

Durch Anordnungen vom 29. und 30. Januar 1997 und 3. Februar 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Durch Anordnung vom 12. Februar 1997 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klagen wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 4. März 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; mit denselben Briefen wurde die Verbindungsanordnung notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. März 1997.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, mit am 21. April 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, rue de la Loi, 1000 Brüssel, mit am 21. April 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 29. April 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— P. Beniést und M. Beniést, mit am 28. Mai 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Pol Laurent GmbH, mit am 28. Mai 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Cecosy AG, mit am 29. Mai 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Carrières unies de porphyre AG, mit am 29. Mai 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Wallonischen Regierung, mit am 30. Mai 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— vom Ministerrat, mit am 30. Mai 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 25. Juni 1997 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 28. Januar 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 9. Juli 1997 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 14. Oktober 1997 anberaumt, nachdem

« a) die Parteien [aufgefordert wurden], spätestens bis zum 15. September 1997 einen Ergänzungsschriftsatz einzureichen über die Frage, ob die neuen, vom Ministerrat vorgebrachten Klagegründe nicht zur Folge hätten, daß die Klage auf die Bestimmungen ausgedehnt wird, die nicht von den Klägern angefochten wurden, dies im Lichte von Artikel 85 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, der den Ministerrat ermächtigt, neue Klagegründe vorzubringen, wobei jedoch der Hof bereits geurteilt hat, daß sein Eingreifen die Klage weder ändern noch erweitern kann;

b) — die Wallonische Regierung [aufgefordert wurde], in einem spätestens bis zum 15. September 1997 einzureichenden Ergänzungsschriftsatz zu erklären, ob ihre Auslegung von Artikel 20 § 5 des angefochtenen Dekrets in ihrem Schriftsatz sich der Argumentation anschließt, die von den besagten klagenden Parteien in deren letztem Schriftsatz dargelegt wurde, und bejahendenfalls ihren Standpunkt zu der Anregung abzugeben, die die klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1042 im letzten Absatz auf Seite 8 ihres Erwiderungsschriftsatzes dargelegt haben;

— die klagenden Parteien in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1042 und 1046 [aufgefordert wurden], in einem spätestens bis zum 30. September 1997 einzureichenden Ergänzungsschriftsatz auf den Ergänzungsschriftsatz der Wallonischen Regierung zu antworten ».

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 10. Juli 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Ergänzungsschriftsätze wurden eingereicht von

— P. Beniést und M. Beniést, mit am 28. August 1997 und 29. September 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen,

— der Carrières unies de porphyre AG, mit am 5. und 29. September 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen,

— der Cecosy AG, mit am 5. September 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Wallonischen Regierung, mit am 15. September 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, mit am 15. September 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 14. Oktober 1997

— erschienen

• RA E. Balate, in Mons zugelassen, für die Pol Laurent GmbH,

RA F. Haumont und RA M. Scholasse, in Brüssel zugelassen, und RA B. Paques, in Nivelles zugelassen, für die Cecosy AG und die Carrières unies de porphyre AG,

• RA A. Haelterman, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

• RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,

— wurde der Sitzungstermin auf Antrag von RA V. Thiry auf den 28. Oktober 1997 vertagt.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 28. Oktober 1997

— erschienen

RA J. Cruyplants, in Brüssel zugelassen, für B. Beniést und M. Beniést,

RA E. Balate, in Mons zugelassen, für die Pol Laurent GmbH,

RAin D. Deom loco RA F. Haumont und RA M. Scholasse, in Brüssel zugelassen, und RA B. Paques, in Nivelles zugelassen, für die Cecosy AG und die Carrières unies de porphyre AG,

RA A. Haelterman, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

RAin I. Mertens loco RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,

— haben die referierenden Richter P. Martens und G. De Baets Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

— A —

Hinsichtlich der Zulässigkeit

Klageschrift in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1042

Zulässigkeit

A.1. Pierre Beniést, erster Kläger, handele in seiner Eigenschaft als Inhaber eines Erbpachtrechtes an ausgedehnten, in Mont-Saint-Guibert gelegenen Parzellen. Michel Beniést, zweiter Kläger, sei - unter anderem mit dem ersten Kläger - Grundeigentümer der gleichen Parzellen in ungeteilter Gemeinschaft infolge der Erbschaft von der Großmutter der Kläger.

Die unter Erbpacht stehenden Parzellen würden auf doppelte Weise genutzt : Sandabbauverträge mit dem Recht, den im Untergrund der Parzellen befindlichen Sand abzubauen; Verbringungsverträge mit dem Recht, nach dem Abbau ungefährliche Abfälle in den betreffenden Parzellen zu deponieren.

Die Lage der Kläger werde durch die angefochtene Norm unmittelbar und nachteilig beeinflusst, insofern diese es der Wallonischen Regierung ermögliche, einer juristischen Person des öffentlichen Rechts die Enteignung von Immobilien, unter anderem der Grundstücke, an denen die Kläger dingliche Rechte besäßen und die als Standort für technische Vergrabungszentren erforderlich seien, zum Nutzen der Allgemeinheit zu gestatten, wobei der Enteigner davon befreit werde, den Enteigneten eine Entschädigung gemäß Artikel 16 der Verfassung zu zahlen.

Erster Klagegrund

A.2. Der Klagegrund wird abgeleitet aus der Verletzung von Artikel 39 der Verfassung sowie der Artikel 78 und 79 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, indem vorgebracht wird, daß diese Bestimmungen es den Regionalregierungen nur unter Einhaltung der gesetzlich festgelegten Verfahren und des in Artikel 16 der Verfassung vorgesehenen Prinzips der gerechten und vorherigen Entschädigung gestatten würden, Enteignungen zum Nutzen der Allgemeinheit vorzunehmen.

A.3. Insofern die angefochtene Bestimmung vorsehe, daß der Wert der Enteignungsschädigung ohne irgendeinen Bezug auf die künftige Nutzung als technisches Vergrabungszentrum festgesetzt werde, berücksichtige sie nicht den zukünftigen Wert eines Gutes, das bereits vor der Enteignungsentscheidung zu diesem Zweck gedient habe, während der Regionalgesetzgeber gegebenenfalls bei der Berechnung der Entschädigung nur die Wertsteigerung außer acht lassen dürfen, die eventuell durch die zukünftige Nutzung des Grundstücks als technisches Vergrabungszentrum entstehen würde, eine Nutzung, die gerade durch die Enteignung ermöglicht würde.

Zweiter Klagegrund

A.4. Der Klagegrund wird abgeleitet aus der Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 1 des Ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention, indem vorgebracht wird, daß die angefochtene Bestimmung eine echte Diskriminierung zwischen enteigneten Personen schaffe, für die es keinerlei objektive Rechtfertigung gebe, die einen vernünftigen Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen den angewandten Mitteln und dem angestrebten Ziel aufweise.

Der Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem im Rahmen der Ansiedlung eines technischen Vergrabungszentrums enteigneten Immobiliargut erfahre in der Tat einen Behandlungsunterschied, der nicht objektiv und vernünftig zu rechtfertigen sei, im Vergleich zum Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem aus anderen Gründen enteigneten Immobiliargut.

Klageschrift in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1043

Zulässigkeit

A.5. Die Klägerin, eine juristische Person des Privatrechts, könnte direkt und nachteilig von Artikel 20 des angefochtenen Dekrets betroffen sein, insofern sie am 28. August 1992 von der Permanentdeputation des Hennegaus eine Genehmigung zum Betrieb einer Deponie der Klasse III in Mons, am Orte « La Morette - Le Ballon » erhalten habe und sie deren Verlängerung über die festgesetzte Zeitspanne hinaus erreichen möchte. Artikel 20 des angefochtenen Dekrets führe jedoch dazu, daß die Enteignungsbefugnis über die Zuteilung der Ressourcen, die im Betrieb einer Deponie des Privatsektors bestehe, zum öffentlichen Sektor übertragen würde. Auch wenn Änderungen an Gesetzen oder Dekreten sich auf die Situation der Klägerin auswirken könnten, müßte unter Beachtung des Grundsatzes der Unternehmensfreiheit gewährleistet sein, daß sie nicht zur Folge hätten, daß ihre Lage notwendigerweise nachteilig betroffen sei, indem die Abfallwirtschaft für Haushaltsmüll und Inertabfälle ausschließlich auf die öffentliche Hand übertragen werde. Die durch Artikel 20 eingeführte Grundsatzentscheidung sei um so nachteiliger, als sie eine Form des Verrufs für die Fähigkeit der Klägerin zur Bewirtschaftung von Abfällen darstelle.

Erster Klagegrund

A.6. Der Klagegrund ist abgeleitet von der Verletzung von Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 durch Artikel 20, der den freien Verkehr der Produktionsfaktoren einschränke, insofern er der öffentlichen Hand das Monopol für die Ansiedlung und den Betrieb der technischen Vergrabungszentren für Haushaltsmüll und Inertabfälle vorbehalte. Die während der Vorarbeiten angeführten Möglichkeiten seien in keiner Weise Ausdruck der Aufrechterhaltung eines freien Zugangs des Privatsektors zum offenen Markt, gleich, ob es sich um die Möglichkeit der Konzession, der Interkommunalen, der gemischtwirtschaftlichen Gesellschaft oder der in Artikel 20 § 3 ins Auge gefaßten spezifischen Möglichkeit, die der öffentlichen Hand die Mehrheit vorbehalte, handele.

A.7. Es bestehe keine Notwendigkeit, auf diese Weise die Freiheit einzuschränken, die durch die im Klagegrund angeführte Bestimmung geregelt werde. Die vorgebrachten Ziele seien lobenswert, machten die Übertragung der Bewirtschaftung ausschließlich auf den öffentlichen Dienst unter den angeführten Bedingungen jedoch nicht notwendig.

A.8. Die Inkohärenz zwischen den Zielsetzungen und den Bestimmungen, durch die sie geregelt würden, bewiesen, daß die angefochtene Übertragung in keiner Weise notwendig sei.

A.9. Hilfsweise, selbst in der Annahme, eine solche Notwendigkeit sei gegeben, ständen die angewandten Mittel nicht im Verhältnis zur Zielsetzung. Ohne daß irgendeine wirklich überzeugende Bewertung vorgenommen worden wäre, werde der durch das Dekret vom 5. Juli 1985 geregelte doppelte Kontrollmechanismus aufgehoben.

A.10. Die zahlreichen im Dekret vom 5. Juli 1985 enthaltenen Polizeimaßnahmen erlaubten es nicht, sobald eine Gefahr für die Umwelt bestehe, dieser vorzubeugen, vorausgesetzt, die Verwaltungspolizei werde effizient eingesetzt.

A.11. Ebenfalls könnte der Grundsatz des gleichen Zugangs der Benutzer durch drastische Kontrollmaßnahmen angesichts des Privatsektors die geeignete Lösung erfahren, ohne daß der öffentliche Dienst notwendigerweise künftig ein Monopol auf diesem Gebiet ausüben würde. Es sei jedoch keine Bewertung von Alternativmaßnahmen vorgenommen worden.

Zweiter Klagegrund

A.12. Artikel 20 verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit der durch Artikel 52 des EG-Vertrags gewährleisteten Niederlassungsfreiheit. Diesbezüglich gelte die gleiche Kritik, wie sie im ersten Klagegrund dargelegt worden sei.

Dritter Klagegrund

A.13. Artikel 20 verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er ohne vernünftige Rechtfertigung die juristischen Personen des Privatrechts und die juristischen Personen des öffentlichen Rechts unterschiedlich behandle.

Erster Teil

A.14. Aus der Begründung seien Zielsetzungen ersichtlich, die der Dekretgeber festlege, die aber nicht die vorgesehene Lösung rechtfertigten. Ob es nämlich die Abschaffung des vorrangigen Gewinnziels, die Notwendigkeit der Einführung des gleichen Zugangs der Benutzer durch die Abschaffung der Vorzugstarife, der Wille zur Unterbindung der Immobilienspekulation und die Antwort auf einen Bedarf der Bürger an Sicherheit durch die Garantie des öffentlichen Sektors sei - all diese Zielsetzungen könnten rechtmäßig eine ausreichende Antwort finden durch eine stärkere Kontrolle angesichts des Privatsektors und durch Techniken, insbesondere die Anerkennung und Genehmigung, so wie sie im Dekret vom 5. Juli 1985 vorgesehen seien.

A.15. Die einzige reelle Erwägung, die in der Begründungsschrift auftauche, sei eindeutig die Zusammenlegung der Schwierigkeiten einiger privater Mitwirkender mit der radikalen Verurteilung dieses Sektors, um die vorher festgelegten Ziele erreichen zu können.

Doch dieses Argument sei nicht sachdienlich, da es dem Privatsektor für Industrieabfälle gestattet sei, in den Rang als technisches Vergrabungszentrum erhoben zu werden, obwohl diese Abfälle für den Bürger eine größere Gefährdung darstellten, obwohl sie die Möglichkeit eines stärkeren Wettbewerbs zwischen den privaten Betreibern bieten könnten, wobei dieser Wettbewerb nach der These des wallonischen Regionalgesetzgebers zu Gewinnzielen oder zu Immobilienspekulation führen könnte.

A.16. In der Nebensache habe der Gesetzgeber eindeutig darauf verzichtet, die Alternativlösungen zu prüfen, die es ermöglichen würden, die Zielsetzung auf gerechte und vernünftige Weise zu verwirklichen.

Zweiter Teil

A.17. Artikel 20 § 5 werde durch keinerlei Argument begründet, das den entschiedenen Willen des Dekretgebers, den Zukunftswert nicht zu berücksichtigen, rechtfertigen würde. Diese Diskriminierung im Begriff der gerechten und vorherigen Entschädigung sei unvereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung.

Vierter Klagegrund

A.18. Artikel 20 § 3 verstoße gegen Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in seiner durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung, insofern er Änderungen, die nicht marginal seien, am Gesellschaftsrecht einführe, obschon dieser Sachbereich dem föderalen Gesetzgeber vorbehalten sei.

*Klageschrift in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1046**Zulässigkeit*

A.19. Die Klägerin sei eine Gesellschaft, deren Gesellschaftszweck insbesondere darin bestehe, kontrollierte Deponien anzusiedeln und zu betreiben. Sie besitze somit ein direktes und gesichertes Interesse an der Nichtigerklärung des Dekrets vom 27. Juni 1996.

Einzigiger Klagegrund

A.20. Artikel 20 §§ 1 und 2 des Dekrets verstoße gegen Artikel 6 § 1 VI des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, wonach einerseits die Regionen ihre Zuständigkeit unter Wahrung des Grundsatzes der Handels- und Gewerbefreiheit ausüben und andererseits die Föderalbehörde für die Organisation der Wirtschaft und des Wettbewerbsrechts zuständig bleibe.

A.21. Die angefochtenen Bestimmungen hätten zur Folge, daß die Ausübung der Betriebstätigkeit der technischen Vergrabungszentren materiell unmöglich gemacht werde, es sei denn durch einen Subunternehmervertrag mit einem der durch Artikel 20 § 2 bevorrechtigten öffentlich-rechtlichen Partner.

A.22. Es werde der Klägerin unmöglich sein, ihre Tätigkeit über ihre bereits bestehende Genehmigung hinaus fortzusetzen, was das Ende ihrer Existenz bedeuten würde.

*Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1047**Zulässigkeit*

A.23. Die Klägerin sei Eigentümerin von Grundstücken, die gemäß dem in Artikel 20 § 5 des Dekrets vom 27. Juni 1996 vorgesehenen Verfahren enteignet werden könnten. Sie besitze also ein Interesse an ihrer Klage.

Erster Klagegrund

A.24. Artikel 20 § 5 des angefochtenen Dekrets verstoße gegen Artikel 79 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insofern die angefochtene Bestimmung dadurch, daß bei der Berechnung der Enteignungsentschädigung jeglicher Bezug auf die künftige Nutzung als technisches Vergrabungszentrum ausgeschlossen werde, von dem in Artikel 16 der Verfassung festgelegten Grundsatz der gerechten Entschädigung abweiche, während die vorerwähnte Bestimmung es den Gemeinschafts- und Regionalregierungen vorschreibe, die zum Nutzen der Allgemeinheit durchgeführten Enteignungen unter Einhaltung des in Artikel 16 der Verfassung vorgesehenen Grundsatzes der gerechten und vorherigen Entschädigung vorzunehmen.

A.25. Ein Grubengelände könne zweimal genutzt werden : als Loch, in dem die Abfälle deponiert werden könnten, und sodann als aufgeschüttetes Grundstück, da es entsprechend der Zweckbestimmung des Gebietes genutzt werden könne. Die angefochtene Bestimmung bezwecke jedoch, es der Enteignungsbehörde zu ermöglichen, eine dieser beiden Dimensionen unberücksichtigt zu lassen : die Tiefe, da das Dekret, indem es jeden Bezug auf die zukünftige Nutzung als technisches Vergrabungszentrum ausschließe, der Behörde die Möglichkeit gebe, das enteignete Gelände nur auf der Grundlage seiner Fläche zu bezahlen. Die Entschädigung könne somit nicht gerecht sein im Sinne von Artikel 16 der Verfassung.

Zweiter Klagegrund

A.26. Die angefochtene Bestimmung verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern sie dadurch, daß sie bei der Berechnung der Enteignungsentschädigung jeglichen Bezug auf die künftige Nutzung als technisches Vergrabungszentrum ausschließe, zur Folge habe, objektiv unterschiedliche Situationen auf ähnliche Weise und ähnliche Situationen auf unterschiedliche Weise zu behandeln, während die Grundsätze der Gleichheit der Belgier vor dem Gesetz und der Nichtdiskriminierung, die in den im Klagegrund angeführten Bestimmungen verankert seien, nicht nur verbieten würden, daß Personen, die sich in objektiv ähnlichen Situationen befänden, unterschiedlich behandelt würden, sondern auch, daß Personen, die sich in objektiv unterschiedlichen Situationen befänden, ähnlich behandelt würden.

A.27. Ein ausgehöhltes Grundstück könne im übrigen nicht zwei verschiedene Werte aufweisen, je nach der Art und Weise seines Erwerbs. Ein ausgehöhlter Standort werde nämlich einen anderen Wert haben, je nachdem, ob er dazu bestimmt sei, ein technisches Vergrabungszentrum für die alleinige Nutzung durch einen Abfallerzeuger zu werden, oder ob er dazu bestimmt sei, zum Nutzen der Allgemeinheit enteignet zu werden. Im Falle der Abtretung eines Standortes, der dazu bestimmt sei, ein technisches Vergrabungszentrum für die alleinige Nutzung durch einen Abfallerzeuger zu werden, und somit nicht enteignet werden könne, da er keinen öffentlichen Dienst im Sinne von Artikel 20 § 1 des Dekrets darstelle, werde darin der Zukunftswert des Gutes aufgenommen, während dieser im Falle einer Enteignung ausgeschlossen sei.

Folglich werde eine identische Situation ein unterschiedliches Schicksal erfahren, je nachdem, ob das Gut einem Abfallerzeuger übertragen werde, damit dieser dort seine eigenen Abfälle entsorgen könne, oder ob das Gut enteignet werde, um als technisches Vergrabungszentrum zu dienen, so wie es in Artikel 20 § 2 des Dekrets vorgesehen sei.

*Schriftsatz der Wallonischen Regierung**Zulässigkeit*

A.28. Die Pol Laurent GmbH habe am 28. August 1992 die Genehmigung zum Betrieb einer Deponie der Klasse III für eine Dauer von zehn Jahren erhalten. Artikel 68 des angefochtenen Dekrets besage, daß die in Anwendung der Ausführungserlasse des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle oder der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung erteilten Genehmigungen weiterhin wirksam blieben bis zum Ablauf der Frist, für die sie erteilt worden seien. Die Genehmigung, die der Klägerin erteilt worden sei, bleibe also mindestens bis 2002 wirksam.

A.29. Andererseits sehe Artikel 19 § 3 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets vor, daß es spätestens am 1. Januar 2010, außer im Falle höherer Gewalt, verboten sein werde, biologisch abbaubare Abfälle in technischen Vergrabungszentren zu deponieren. Artikel 70 schließlich gestatte Verlängerungen der erteilten Genehmigungen.

A.30. Gemäß der Rechtsprechung des Staatsrates habe der Inhaber einer Genehmigung keine Garantie, daß nicht irgendeine anderslautende Entscheidung getroffen werde.

A.31. Die Klägerin weise weder nach, daß sie in jedem Fall Anspruch auf eine neue Genehmigung oder auf eine Verlängerung nach dem Jahr 2002 haben werde, noch daß sie nicht in den Genuß von Artikel 70 des Dekrets gelangen könne. Sie weise nicht das erforderliche Interesse nach, um die Nichtigerklärung der von ihr angefochtenen Bestimmungen zu fordern.

A.32. Die Cecosy AG behaupte nicht und weise nicht nach, daß sie über eine Anerkennung als Deponiebetreiber verfüge. Sie ermögliche es nicht zu beurteilen, ob sie eventuell in den Genuß der in Artikel 70 vorgesehenen Abweichung gelangen könne. Ihre Klage sei unzulässig.

A.33. Die Klageschrift von Pierre und Michel Beniést ermögliche es nicht festzustellen, ob sie die Eigenschaft als Eigentümer aufwiesen, um den Vorteil der gerechten und vorherigen Entschädigung, die in Artikel 16 der Verfassung vorgesehen sei, zu beanspruchen. Ihre Klage sei unzulässig, insofern sie sich auf Artikel 20 § 5 Absatz 2 des Dekrets beschränke.

Zur Hauptsache

Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1043

Erster Klagegrund

A.34. Die Klägerin bemängle vor allem, daß die Tätigkeit zum Betrieb der technischen Vergrabungszentren zu einem funktionalen öffentlichen Dienst erhoben werde. Eine solche Entscheidung obliege dem Gesetzgeber. Der Hof könne sie nur beanstanden, wenn die Dekretsbestimmung eindeutig den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit verletze, was jedoch nicht im Klagegrund bezweckt werde.

A.35. Im übrigen lehre die Rechtsprechung des Hofes, daß die Handels- und Gewerbefreiheit Einschränkungen erfahren dürfe. Im vorliegenden Fall seien sie gerechtfertigt, um den Schutz der Umwelt in angemessener Weise zu gewährleisten und die Zuständigkeit des Dekretgebers in bezug auf die Abfallpolitik wirksam anzuwenden. Diese Entscheidung sei notwendig gewesen, um den gleichen Zugang der Benutzer zu gewährleisten und die Durchführung einer effizienten Abfallpolitik, die der Vermeidung und der Verwertung den Vorzug gebe, zu ermöglichen. Der Dekretgeber habe zu Recht die Auffassung vertreten können, daß der Privatsektor vorrangig die Verteidigung privater Interessen und nicht des Gemeinwohls anstrebe.

A.36. Es gebe eine « ökologische öffentliche Ordnung », die im ersten Grundsatz der Erklärung von Stockholm verankert sei. Die Notwendigkeit, die Ansiedlung und den Betrieb der technischen Vergrabungszentren zum öffentlichen Dienst zu erheben, sei somit vorhanden, und sie rechtfertige es, von der Handels- und Gewerbefreiheit abzuweichen.

A.37. Ein öffentlicher Dienst setze eine öffentliche Kontrolle voraus. Im vorliegenden Fall entspreche die Bewirtschaftung als öffentlicher Dienst dem Bedürfnis des Bürgers nach Sicherheit und gewährleiste sie den Benutzern den gleichen Zugang, indem sie das vorrangige Ziel des Gewinnstrebens durch die Einführung von Tarifgrundsätzen abschaffe. Das Dekret schließe nicht aus, daß der öffentliche Dienst effektiv durch Privatpersonen wahrgenommen werde (Artikel 20 § 3). Der Zugang zum Markt sei offen. Geschlossen hingegen sei das Eigentum der Ansiedlung.

A.38. Die Klägerin wundere sich, daß die Übertragung der Bewirtschaftung in den öffentlichen Dienst nicht auch für die Industrieabfälle erforderlich sei. Dieser Unterschied sei in den Vorarbeiten dadurch gerechtfertigt worden, daß für die Industrieabfälle Privatinitiativen ergriffen worden seien, während die Haushaltsabfälle eher Sache der Gemeinden seien.

A.39. Da die Bewirtschaftung als öffentlicher Dienst die einzig angemessene sei, könne es keine Unverhältnismäßigkeit zum angestrebten Ziel geben.

Zweiter Klagegrund

A.40. Artikel 52 des EG-Vertrags ziele darauf ab, die Zulassung von Angehörigen eines Mitgliedsstaates in einem anderen Mitgliedsstaat sowie deren Ausübung von Berufstätigkeiten zu schützen. Er solle jede Diskriminierung von Angehörigen eines anderen Mitgliedsstaates gegenüber den Ansässigen verhindern. Tätigkeiten, die unter ein Monopol fielen, seien den Angehörigen anderer Mitgliedstaaten nicht zugänglich, da dieser Zugang zum Vorteil der eigenen Staatsangehörigen nicht bestehe.

Dritter Klagegrund

Erster Teil

A.41.1. Die grundsätzliche Entscheidung, die Haushaltsabfälle und die Inertabfälle als öffentlichen Dienst zu bewirtschaften, beruhe auf folgenden Faktoren :

— Die Aufhebung des vorrangigen Ziels des Gewinnstrebens, das ein Hindernis darstellen würde für die Durchführung einer effizienten Abfallpolitik, die der Vermeidung und der Verwertung den Vorzug gebe.

— Die Notwendigkeit, den gleichen Zugang für die Benutzer zu gewährleisten, insbesondere durch die Abschaffung der Vorzugstarife.

— Der Wille zur Unterbindung jeglicher Immobilienspekulation, indem nicht mehr die Möglichkeit bestehe, die Grundstücke gemäß dem vorhandenen, direkt mit der Rentabilität verbundenen Volumen zu bewerten, sondern lediglich entsprechend der Gemeinnützigkeit des Standortes, das heißt ausschließlich nach dem eigentlichen Wert des Grundstücks.

— Die Antwort auf einen Bedarf der Bürger an Sicherheit, indem eine Wirtschaftstätigkeit, die als risikoreich gelte, durch den öffentlichen Dienst gewährleistet werde (siehe Begründungsschrift zum angefochtenen Dekret, *Dok.*, Wallonischer Regionalrat, 1994-1995, Nr. 344/1, S. 4).

Die gewählte Lösung sei gerechtfertigt angesichts der angestrebten Zielsetzungen.

A.41.2. In bezug auf die Industrieabfälle sei auf die vorstehend dargelegte Argumentation zu verweisen.

Zweiter Teil

A.42. Der Dekretgeber habe keineswegs den Zukunftswert des Gutes ausschließen wollen, sondern die Erzielung einer Wertsteigerung der enteigneten Grundstücke, die sich daraus ergeben würde, daß die Behörde den Grundstücken den Verwendungszweck als technisches Vergrabungszentrum verleihe.

Diese Vorgehensweise sei vollkommen zulässig und werde im übrigen vom Kassationshof selbst angenommen, da dieser präzisiert habe, einschränkende Bestimmungen seien nur anwendbar, wenn die Enteignung dazu diene, die Vorschriften des Raumordnungsplans zu verwirklichen (siehe Kass., 7. Juni 1990, *Pas.*, 1990, I, 1135).

Mutatis mutandis könne die gleiche Regel in diesem Falle Anwendung finden.

Vierter Klagegrund

A.43. Das Gutachten des Staatsrates vom 20. März 1995 habe Kritik an einer Bestimmung geübt, die weggelassen worden sei.

A.44. Artikel 20 § 3 des angefochtenen Dekrets finde eine ausreichende Grundlage in Artikel 6 § 1 II Nr. 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der den Regionen in einem besonders weit gefaßten Wortlaut die vollständige Zuständigkeit der Abfallwirtschaft anvertraue.

Diese Zuständigkeit umfasse die Befugnis zur Festlegung der Rechtsform der juristischen Personen des öffentlichen Rechts, denen es gestattet sei, technische Vergrabungszentren anzusiedeln und zu betreiben, sowie die Befugnis, durch die Wallonische Regierung eine Kontrolle über die Satzung dieser juristischen Personen des öffentlichen Rechts auszuüben, ohne daß es erforderlich sei, auf Artikel 10 dieses Sondergesetzes zurückzugreifen.

Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1046

A.45. Der einzige Klagegrund verschmelze mit dem ersten Klagegrund, der in der Klage mit Geschäftsverzeichnisnummer 1043 angeführt werde, und sei auf die gleiche Weise zu beantworten.

Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1047

Erster Klagegrund

A.46. Der Klagegrund sei nicht zulässig. Die Wallonische Regierung erkenne nicht, inwiefern Artikel 79 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, getrennt betrachtet, verletzt würde.

A.47. Nebensächlich verschmelze der Klagegrund, indem er dem Dekret vorwerfe, jeglichen Bezug auf die zukünftige Nutzung auszuschließen, mit dem dritten Klagegrund der Klage mit Geschäftsverzeichnisnummer 1043 und sei auf die gleiche Weise zu beantworten.

A.48. Andere Gesetzgebungen führten Fakten an, die deutlich ausgeschlossen seien. Einschränkende Bestimmungen seien möglich, wie der Kassationshof dies in seinem Urteil vom 7. Juni 1990 anerkenne.

Zweiter Klagegrund

A.49. Die Klägerin erhebe den Vorwurf, den Eigentümern von ausgehöhlten Standorten würde der Teil der Enteignungsschädigung vorenthalten, der der Nutzung dieser Tiefe entsprechen würde, so daß die Eigentümer von nicht ausgehöhlten Grundstücken auf die gleiche Weise behandelt würden wie die Eigentümer von ausgehöhlten Grundstücken, wobei letztere im Fall einer Enteignung keine höhere Entschädigung erhielten als erstere.

Das angestrebte Ziel bestehe darin, Immobilienspekulationen zu vermeiden.

Andererseits sei nicht einzusehen, warum der Eigentümer eines « ausgehöhlten » Grundstücks im Vergleich zu dem Eigentümer eines « nicht ausgehöhlten » Grundstücks bevorzugt werden solle.

In jedem Fall sähen die Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret vor, daß « die Bewertung nur den Wert der Oberfläche des Grundstücks berücksichtigen sollte, außer wenn beim vorherigen Erwerb dieses Grundstücks der Wert des Vorkommens berücksichtigt wurde ».

Es sei also deutlich, daß bei der Anwendung von Artikel 20 § 5 des Dekrets dem tatsächlichen Wert des « ausgehöhlten » Grundstücks Rechnung getragen werde, wenn diese Möglichkeit vorher berücksichtigt worden sei.

Die von der Klägerin angeführte angebliche Diskriminierung sei also nicht vorhanden. Der Klagegrund sei nicht begründet.

Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1042

A.50. Die Wallonische Regierung verweist auf die vorstehend in bezug auf die anderen Klagen dargelegten Argumente, die auf den gleichen Klagegründen beruhen.

Insofern der Klagegrund aus Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention vom 4. November 1950 und aus Artikel 1 des Ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention abgeleitet sei, seien darin keine anderen Beschwerden enthalten.

Schriftsatz des Ministerrates

Zulässigkeit

A.51. Die Nichtigkeitsklageschriften seien zulässig. Dies gelte auch für den Schriftsatz des Ministerrates, in dem dieser neue Klagegründe gegen die angefochtenen Bestimmungen anführt. Diese neuen Klagegründe seien zulässig in Anwendung von Artikel 85 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof.

Zur Hauptsache

Erster neuer Klagegrund

A.52. Artikel 20 des angefochtenen Dekrets greife in die föderale Zuständigkeit in Sachen Niederlassungsbedingungen ein. Er verstoße somit gegen Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, da diesbezüglich die Föderalbehörde alleine zuständig sei.

A.53. Es sei allgemein angenommen, daß die Regionen den Inhalt dieser Bestimmung nicht nur in Wirtschaftsangelegenheiten einhalten müßten, sondern auch im Rahmen der Ausübung aller Zuständigkeiten, über die sie verfügten. Die in diesen Bestimmungen enthaltenen Einschränkungen seien also auch in diesem Fall anwendbar.

A.54. Die der Föderalbehörde diesbezüglich zuerkannte Zuständigkeit sei eine ausschließliche Zuständigkeit; dies ergebe sich aus dem Wortlaut der vorstehend erwähnten Bestimmung, wenn man sie mit Absatz 4 desselben Artikels vergleiche, in dem nicht der Wortlaut verwendet werde, wonach die Föderalbehörde « alleine zuständig » sei.

Es handele sich im übrigen um eine Zuständigkeit von grundlegender Bedeutung, insofern sie im Zusammenhang mit der Wirtschaftsunion und den wesentlichen Grundsätzen bezüglich der Wirtschaftsangelegenheiten stehe.

A.55. Der Schiedshof habe in verschiedenen Urteilen die Gelegenheit gehabt, in einer nicht erschöpfenden Aufzählung anzugeben, was in den Bereich der Niederlassungsbedingungen falle (Urteile Nrn. 55/92, 66/92, 88/95 und Nr. 36).

A.56. Indem der wallonische Dekretgeber anführe, die Genehmigung zur Ansiedlung und zum Betrieb eines technischen Vergrabungszentrums werde, vorbehaltlich einer Ausnahme, den Antragstellern vorbehalten, die eine gewisse besondere Rechtsform aufwiesen, nämlich hauptsächlich die Form einer juristischen Person des öffentlichen Rechts, habe er nichts anderes getan, als Bedingungen für die Ausübung einer bestimmten Wirtschaftstätigkeit festzulegen, die vom Erhalt einer erforderlichen vorherigen Genehmigung abhängig gemacht werde.

A.57. Man könne nicht behaupten, die Vorschriften der Niederlassungsbedingungen eigneten sich für eine unterschiedliche Regelung, dies unter der Gefahr, das Risiko von Ungleichheiten und Inkohärenzen herbeizuführen, die der Sondergesetzgeber gerade habe vermeiden wollen, indem er dem Staat diesen Sachbereich anvertraut habe.

In jedem Fall sei der Verstoß gegen diese vorbehaltene Zuständigkeit nicht marginal. Die Anwendung von Artikel 10 des Sondergesetzes könne also nicht angenommen werden.

Zweiter neuer Klagegrund

A.58. Artikel 20 des angefochtenen Dekrets greife in die föderale Zuständigkeit für die Preis- und Einkommenspolitik ein und verletze somit Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

A.59. Der Hof habe in seinem Urteil Nr. 55/96 die Verfassungsmäßigkeit einer Dekretsbestimmung angenommen, die sich darauf beschränkt habe, der Regionalregierung zu gestatten, lediglich Mindestpreise festzulegen.

Der angefochtene Text beschränke sich nicht auf eine solche Genehmigung. Die Wallonische Regierung erhalte auf äußerst umfassende Weise und ohne Einschränkung die Befugnis, die Tarifregeln festzulegen, die beim Deponieren in einem technischen Vergrabungszentrum anwendbar seien.

A.60. Gemäß Artikel 1 des Gesetzeserlasses vom 22. Januar 1945 könnten alle Produkte, Stoffe und Lebensmittel der nationalen Preispolitik unterliegen; andererseits könnten die Unternehmen für die Abfallaufbereitung gemäß Artikel 3 des ministeriellen Erlasses vom 20. April 1993 zur Festlegung von Sonderbestimmungen für Preise keine Preiserhöhungen anwenden ohne vorherige Genehmigung der allgemeinen Inspektion für Preise und Wettbewerb. Es gebe also tatsächlich eine föderale Preispolitik in Sachen Abfallaufbereitung, gegen die durch die angefochtene Bestimmung verstoßen werde.

Da das Dekret sich nicht darauf beschränke, die Erteilung einer Befugnis auf einen Mindestpreis zu begrenzen, könne Artikel 10 des Sondergesetzes nicht Anwendung finden.

Dritter neuer Klagegrund

A.61. Artikel 20 des angefochtenen Dekrets könnte in die föderale Zuständigkeit in Sachen Handelsrecht und Gesellschaftsrecht eingreifen und somit gegen Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen verstoßen.

A.62. In Ermangelung einer besonderen Debatte während der Vorarbeiten habe der Sondergesetzgeber bei der Inanspruchnahme der Begriffe « Handelsrecht und Gesellschaftsrecht » notwendigerweise ihre gebräuchliche juristische Bedeutung berücksichtigen wollen. Das Handelsrecht und das Gesellschaftsrecht umfaßten die Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen, die sich insbesondere auf die Form der Handelsgesellschaften, auf ihren Erwerb der Rechtspersönlichkeit, auf ihre Arbeitsweise und auf ihr Statut, auf ihre Buchführung, auf ihre interne und externe Kontrolle, auf ihre Auflösung sowie auf die Bestimmungen bezögen, die den Schutz des Gesellschaftsvermögens und den Schutz von Drittpersonen beträfen.

A.63. Insofern Artikel 20 § 4 des Dekrets vorsehe, daß die juristischen Personen des Privatrechts, die ein technisches Vergrabungszentrum für Industrieabfälle betrieben, der Kontrollbefugnis der Wallonischen Regierung unterlägen, greife er in die vorstehend in Erinnerung gebrachte föderale Zuständigkeit ein.

A.64. Die Kontrolle über die Gesellschaften falle nämlich deutlich in den Bereich des Gesellschaftsrechts, wie die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates dies in ihrem Gutachten über den Vorentwurf des wallonischen Abfalldekretes in Erinnerung gerufen habe (*Dok.*, Wallonischer Regionalrat, 1995, Nr. 49/1, S. 57).

A.65. Die gleiche Schlußfolgerung gelte für § 3 Absatz 3 von Artikel 20, der die Zustimmung der Wallonischen Regierung zur Satzung und zu deren Änderung vorsehe.

A.66. Dies gelte auch für den letzten Satz von Absatz 2 von § 3 von Artikel 20, insofern er für den Zusammenschluß zwischen einer juristischen Person des öffentlichen Rechts und einer juristischen Person des Privatrechts die Annahme einer bestimmten Gesellschaftsform vorschreibe, nämlich entweder eine Aktiengesellschaft oder eine Genossenschaft. Die Festlegung der verschiedenen Gesellschaftsformen falle deutlich in den Bereich der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften.

A.67. Der erste Satz von § 3 Absatz 3 von Artikel 20, wonach « für alles, was durch das vorliegende Dekret oder die Satzungen der Gesellschaft nicht geregelt ist, [...] die Bestimmungen bezüglich der Handelsgesellschaften anzuwenden » sind, verstoße ebenfalls gegen die vorerwähnte Bestimmung. Es stehe den Gesetzgebern der Gemeinschaften oder Regionen nicht zu, den Anwendungsbereich der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen, die der föderalen Zuständigkeit unterlägen, festzulegen.

Ein Dekretgeber sei nicht zuständig, um daran zu erinnern, daß föderale Bestimmungen anwendbar seien (siehe Urteil Nr. 88/95).

Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates habe in ihrem Gutachten zum Entwurf einer Ordonnanz zur Organisation der Planung und des Städtebaus darauf verwiesen, es stehe dem Dekretgeber nicht zu, Bestimmungen wiederzugeben, die der föderalen Zuständigkeit unterlägen, selbst wenn er diese in keiner Weise abändere (*Dok.*, Rat der Region Brüssel-Hauptstadt, 1990-1991, Nr. 108/1, S. 101).

A.68. Artikel 20 § 3 Absatz 3, der die Modalitäten für die Kontrolle der Buchführung des Zusammenschlusses festlegen solle, und Artikel 20 § 6, der eine getrennte Buchführung für jedes technische Vergrabungszentrum vorschreibe, griffen offensichtlich in die föderale Zuständigkeit in Sachen Buchführung und Jahresabschluß der Unternehmen ein. Da dieser Sachbereich insbesondere durch das Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluß der Unternehmen geregelt werde, unterliege er eindeutig dem Handelsrecht und dem Gesellschaftsrecht.

A.69. Da dieser Sachbereich sich nicht für eine differenzierte Regelung eigne, sei Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 nicht anwendbar.

Erwiderungsschriftsatz der Kläger Pierre und Michel Beniest

Zulässigkeit

A.70. Die Wallonische Regierung bestreite zu Unrecht die Zulässigkeit der Klage mit der Begründung, die Kläger wiesen nicht nach, daß sie die Eigenschaft als Eigentümer hätten, um Anspruch auf die in Artikel 16 der Verfassung vorgesehene gerechte und vorherige Entschädigung zu erheben.

A.71. Der in Artikel 16 der Verfassung enthaltene Wortlaut « sein Eigentum » sei nicht mit dem in Artikel 544 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen dinglichen Eigentumsrecht zu verwechseln.

Die Enteignung sei die Rechtshandlung der erzwungenen Übereignung, nicht nur einer Sache oder eines dinglichen Rechtes, sondern eines jeden Gutes, das heißt eines jeden subjektiven Vermögensrechts, da das Gesetz überdies die Verpflichtung vorsehe, die Dritten, die ein Interesse haben, einzubeziehen, das heißt diejenigen, die in Artikel 6 des Gesetzes vom 26. Juli 1962 erwähnt seien, sowie die Inhaber von dinglichen Forderungen und hypothekarischen Sicherheiten (Artikel 18 des Gesetzes), wobei diese Aufzählung nicht einschränkend sei. Das Recht auf Entschädigung stehe also jedem Inhaber eines dinglichen oder persönlichen Rechtes an dem von der Enteignung betroffenen Immobiliargut zu.

A.72. Die Kläger hätten also nicht das Recht, die Klage einzureichen in ihrer Eigenschaft als Erbpächter oder als gemeinschaftliche Grundeigentümer von ausgedehnten, in Wallonisch-Brabant gelegenen Parzellen, die bereits als Deponien für Industrieabfälle und für Haushaltsabfälle genutzt würden.

A.73. In jedem Fall seien die Kläger, in ihrer Eigenschaft als Erben von Frau Jacqmotte in Vertretung ihrer Mutter, gemeinschaftliche Grundeigentümer dieser gleichen Parzellen und sie behielten es sich vor, die endgültige Teilungsurkunde vorzulegen, durch die ihnen das Eigentum dieser Parzellen zuerkannt werde.

Zur Hauptsache

Erster Klagegrund

A.74. Im Gegensatz zum Standpunkt der Wallonischen Regierung schließe die angefochtene Bestimmung von der Berechnung der Enteignungsentschädigung jede sich aus der zukünftigen Bewirtschaftung des enteigneten Grundstücks ergebende Wertsteigerung aus, ohne die geringste Unterscheidung zu machen zwischen der Wertsteigerung, die sich aus der Bestimmung des Grundstücks als technisches Vergrabungszentrum durch die Behörde ergebe, und der Wertsteigerung, die sich aus dem Zukunftswert des bereits vor der Enteignungsentscheidung als Abfallbeseitigungsanlage genutzten Gutes ergebe. Die von der Wallonischen Regierung zum Ausdruck gebrachte Zielsetzung dürfe nicht dem deutlichen Text der angefochtenen Bestimmung widersprechen.

A.75. Aus den Vorarbeiten werde deutlich, daß der Dekretgeber tatsächlich jede Bezugnahme auf die künftige Nutzung des enteigneten Grundstücks als technisches Vergrabungszentrum habe ausschließen wollen, da er das Gutachten des Staatsrates nicht berücksichtigt habe und mehrere Abänderungsanträge zwecks Aufhebung der Doppeldeutigkeit des Textes abgewiesen worden seien.

A.76. Falls der von der Regierung ausgedrückte Standpunkt jedoch berücksichtigt werden sollte, so müßte der Hof gemäß der Technik des doppelten Urteilstenors präzisieren, daß Artikel 20 § 5 Absatz 2 in der Auslegung durch die Kläger die Artikel 10 und 11 der Verfassung verletze, diese Bestimmungen jedoch nicht verletze, wenn er in dem Sinne ausgelegt würde, daß er bei der Berechnung der Enteignungsentschädigung die Wertsteigerung ausschließen würde, die sich aus der Bestimmung des enteigneten Grundstücks durch die zuständige Behörde zum Zeitpunkt des Enteignungsverfahrens als technisches Vergrabungszentrum ergeben würde.

Zweiter Klagegrund

A.77. Aus den gleichen Gründen, wie sie soeben erwähnt worden seien, könne man der Wallonischen Regierung nicht folgen, wenn sie der Ansicht sei, die angefochtene Bestimmung ziele nicht darauf ab, den Zukunftswert des enteigneten Gutes auszuschließen.

A.78. Bei einer Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit sei die Notwendigkeit einer gerechten und vorherigen Entschädigung nicht nur im Hinblick auf Artikel 16 der Verfassung, sondern auch unter Berücksichtigung von Artikel 1 des Ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention zu beurteilen.

Die angefochtene Bestimmung sei nicht vereinbar mit diesen Bestimmungen, insofern sie verhindere, daß der Enteignete Enteignungsentschädigungen erhalte unter Berücksichtigung des Zukunftswertes des Gutes, dessen zukünftige Bewirtschaftung als technisches Vergrabungszentrum lediglich die Fortsetzung der gleichen, bereits vor der Enteignungsentscheidung bestehenden Bewirtschaftung darstelle.

Indem die angefochtene Bestimmung vorsehe, daß die Wallonische Regierung juristischen Personen des öffentlichen Rechts gestatten könne, eine Enteignung vorzunehmen, ohne dem Enteigneten eine Entschädigung unter Berücksichtigung des Zukunftswertes des Gutes zu gewähren, sei sie als eine Eigentumsentziehung im Sinne des zweiten Satzes von Artikel 1 des Ersten Zusatzprotokolls zu betrachten.

Diese Einmischung entspreche nicht einem angemessenen Gleichgewicht zwischen den Erfordernissen der Gemeinnützigkeit und dem Gebot der Wahrung der Grundrechte des Einzelnen (siehe die Urteile des Europäischen Gerichtshofes « Raffineries grecques » vom 9. Dezember 1994, Punkt 69, und Lithgow vom 8. Juli 1986, Serie A, Nr. 102, S. 50).

A.79. Im vorliegenden Fall müsse der Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem im Rahmen der Niederlassung eines technischen Vergrabungszentrum enteigneten Immobiliargut eine unterschiedliche Behandlung über sich ergehen lassen, für die es keine objektive und vernünftige Rechtfertigung gebe, im Vergleich zu dem Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliargut, das aus anderen Gründen und/oder in einem anderen Zusammenhang enteignet werde.

Erwiderungsschriftsatz der Pol Laurent GmbH

Zulässigkeit

A.80. Die Wallonische Regierung streite nicht ab, daß die Klägerin bis zum Ende des Jahres 2002 ihr wirtschaftliches Projekt nicht vollenden können.

A.81. In bezug auf Artikel 70 des Dekrets sei klar, daß die Frist für das Inkrafttreten des Plans der technischen Vergrabungszentren die Einführung einer neuen Logik der Abfallbewirtschaftung für die Wallonische Region bedeute, die unvereinbar sein würde mit der Möglichkeit, zu einem späteren Zeitpunkt Genehmigungen auf der Grundlage der vorherigen Gesetzgebung oder Verlängerungen erteilen zu können.

Man könne nicht argumentieren, die Verlängerungen könnten erteilt werden, nachdem der Plan der technischen Vergrabungszentren angenommen worden sei, da dies im Widerspruch zur *ratio legis* des Textes stehen würde, außer wenn die Wallonische Region diesbezüglich deutlich Stellung beziehe, was sie unterlasse.

A.82. Die Unterscheidung, die die Wallonische Regierung zwischen dem Nichtigkeitsstreitfall vor dem Staatsrat und dem Nichtigkeitsstreitfall vor dem Schiedshof vornehme, sei unerheblich. Durch das Dekret werde das rechtliche Umfeld, in dem eine Handelsgesellschaft Anspruch auf die freie Ausübung einer Wirtschaftstätigkeit erheben könne, geändert.

A.83. Die Klägerin habe also ihr Interesse an der Klage nachgewiesen.

Zur Hauptsache

Erster Klagegrund

A.84.1. Die Vorarbeiten enthielten keinen ausreichenden Beweis für das Erfordernis, die Abfallwirtschaft in den Rang eines funktionalen öffentlichen Dienstes zu erheben, und dieser Mangel an Rechtfertigung könnte nicht später nachgeholt werden. Die Regel des gleichen Zugangs aller Benutzer könne nicht alleine die Entscheidung des Dekretgebers rechtfertigen. Die Vorschriften ermöglichten es auf genauso wirksame Weise, das angestrebte Ziel zu erreichen. Die Vorbeugung und die Verwertung seien zwei Ziele, die auf andere Weise erreicht werden könnten, insbesondere durch verstärkte Kontrollen.

A.84.2. Das Bestehen einer ökologischen öffentlichen Ordnung, auf die sich eine Erklärung beziehe, die im übrigen nicht Gegenstand eines Gesetzes zur Einführung dieses internationalen Textes in die belgische Rechtsordnung gewesen sei, rechtfertige nicht automatisch, daß die öffentliche Hand sich die Abfallwirtschaft aneigne.

Die hohe Pflicht zum Schutz und zur Verbesserung der Umwelt könne mit anderen Formeln verbunden werden, da die Wallonische Regierung nicht nachweise, daß ihre Wahl die einzig mögliche sei.

A.85. Die Vergleiche mit dem Telekommunikationssystem oder mit dem Universaldienst seien nicht sachdienlich.

A.86. Die Wallonische Region rechtfertige in keiner Weise die unterschiedliche Behandlung der Bewirtschaftung der Industrieabfälle und der Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle.

Zweiter Klagegrund

A.87. Die Klägerin verweist auf ihre Klageschrift.

Dritter Klagegrund

Erster Teil

A.88.1. Es sei nicht richtig zu behaupten, die Zielsetzungen könnten nicht durch eine verstärkte Kontrolle angesichts des Privatsektors erreicht werden. Die Rentabilität hänge mit jeder wirtschaftlichen Tätigkeit zusammen. Die traditionelle Unterscheidung zwischen einem öffentlichen Dienst und einem privaten Dienst, wonach der eine möglicherweise seine Tätigkeit nicht auf rentable Weise führen könne, sei veraltet.

Das unbegründete Urteil über den Privatsektor beruhe nicht auf der Beurteilung der in der Vergangenheit begangenen Fehler, sondern auf der Unfähigkeit der vollziehenden Gewalt, die Vorschriften der Dekrete auszuführen.

Die Behauptung, nur die Kontrolle anhand der Ermächtigungen, die der öffentlichen Hand verliehen würden, ermögliche es, die angestrebten Zielsetzungen zu erreichen, entbehre jeglichen sachdienlichen Beweises.

Zweiter Teil

A.88.2. Die Wallonische Region leite zu Unrecht ein Argument aus dem Urteil des Kassationshofes vom 7. Juli 1990 ab. Nichts erlaube die Behauptung, eine Auslegung des Urteils im weiten Sinne lasse daraus auf eine Gleichstellung der Sektorenpläne mit den Plänen der technischen Vergrabungszentren schließen, woraus man unbeschadet der Spezifität der durch die Enteignungen verfolgten Zielsetzungen schlußfolgern könnte, in diesem Fall könne die Wertsteigerung oder die Wertminderung nicht berücksichtigt werden. Eine Auslegung durch Analogieschluß sei nicht annehmbar, um den in Artikel 11 der Verfassung enthaltenen wesentlichen Grundsatz zu mißachten.

Vierter Klagegrund

A.89. Die Klägerin verweist auf die Argumente, die der Ministerrat in seinem Schriftsatz angeführt hat.

Erwiderungsschriftsatz der Cecosy AG

Zulässigkeit

A.90. Die Klägerin sei 1992 gegründet worden, und ihr Gesellschaftszweck umfasse den Betrieb und die Niederlassung von kontrollierten Deponien. Sie verfüge über einen Erbpachtvertrag vom 30. November 1992 für Grundstücke, die in Lessines gelegen seien und sich vortrefflich für eine Nutzung als kontrollierte Deponie eigneten. Auch wenn sie derzeit nicht die Tätigkeit als Deponiebetreiber ausübe, so könnte das angefochtene Dekret doch eine direkte Beeinträchtigung für sie darstellen, insofern diese Bestimmungen zweifellos die normale Entwicklung der zu ihrem satzungsmäßigen Zweck gehörenden Tätigkeiten beeinträchtigen würden. Diese Gefahr habe im übrigen bereits Gestalt angenommen, wie aus einem Briefwechsel mit der « Société publique d'aide à la qualité de l'environnement » (SPAQUE) hervorgehe.

So sei hinreichend bewiesen, daß die Verwaltung die angefochtene Bestimmung bereits gegen die Projekte der Klägerin geltend gemacht habe, so daß deren Interesse an der Nichtigerklärung aktuell und persönlich sei.

Zur Hauptsache

A.91. Im Gegensatz zu der Darstellung der Wallonischen Region beziehe sich der Vorwurf der Klägerin nicht auf die Einstufung der Tätigkeit der technischen Vergrabungszentren als funktionale öffentliche Dienste, sondern auf die Bestimmungen, die den Zugang der juristischen Personen des Privatrechts zu der Ausübung dieser Tätigkeit einschränkten.

A.92. Der Regionalgesetzgeber sei zwar dafür zuständig, eine Tätigkeit zu einem öffentlichen Dienst zu erheben, was unter seine politische Beurteilung falle, doch er müsse die Grenzen dieser Zuständigkeit beachten und insbesondere die Grundregeln einhalten, die gemäß Artikel 6 § 1 VI des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zu Regeln der Zuständigkeitsverteilung erhoben worden seien.

A.93. Die angefochtenen Bestimmungen beeinträchtigten den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit auf viel schwerwiegenderer Weise als die Dekrete, die dem Hof vorher vorgelegt worden seien und in bezug auf die der Hof angenommen habe, der Regionalgesetzgeber dürfe diese Freiheit in dem Maße einschränken, wie er der Ansicht sei, die Ausübung einer Wirtschaftstätigkeit regeln zu müssen.

A.94. In diesem Fall führten die angefochtenen Bestimmungen ein neues öffentliches Monopol ein. Der Umstand, daß die juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die Inhaber der Genehmigungen seien, die Bewirtschaftung der Zentren Privatunternehmen anvertrauen könnten, könne diese Feststellung in keiner Weise entkräften. Die meisten Monopole, die traditionell der öffentlichen Hand zuerkannt würden, gingen einher mit Konzessionsmöglichkeiten, ohne daß man deshalb das Vorhandensein eines echten Monopols abstreiten könnte.

A.95. Die Einführung eines öffentlichen Monopols sei nicht nur eine Verletzung oder eine Einschränkung der Handels- und Gewerbefreiheit; sie bedeute deren einfache Abschaffung im betreffenden Sektor. Der Regionalgesetzgeber sei somit nicht dafür zuständig, ein öffentliches Monopol einzuführen, was die eigentliche Verneinung des Grundsatzes darstelle, dessen Einhaltung ihm durch das Sondergesetz auferlegt werde.

A.96. Selbst in der Annahme, daß der Regionalgesetzgeber ein öffentliches Monopol einführen dürfte, müsse noch geprüft werden, ob dieses Monopol in bezug auf die Verhältnismäßigkeit gerechtfertigt sei.

Doch weder die Argumente der Wallonischen Region noch die Vorarbeiten reichten aus, um eine Rechtfertigung zu liefern.

Insbesondere sei nicht ersichtlich, warum das Monopol für die Haushalts- oder die Inertabfälle eher gerechtfertigt sei als für die Industrieabfälle, die *a priori* eher eine Gefahr für die Umwelt darstellten. Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates habe in ihrem Gutachten selbst Zweifel geäußert am Wert der von der Wallonischen Regierung geltend gemachten Rechtfertigungen (*Dok.*, Wallonischer Regionalrat, 1994-1995, Nr. 344/1, Anlage I, S. 57).

A.97. Die angefochtene Bestimmung verstoße ebenfalls gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung, indem sie die Grundregeln des EG-Vertrags verletze, deren Einhaltung die regionale Zuständigkeit aufgrund von Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 eingrenze.

Aus der Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften sei ersichtlich, daß das Gemeinschaftsrecht nur in sehr beschränktem Maße die Aufrechterhaltung oder die Einführung von öffentlichen Monopolen gestatte (siehe Urteil R.T.T., Sache C-18/88 vom 17. Dezember 1991, *EuGH Slg.*, S. 5973; Urteil Corbeau, Sache C-320/91, *J.T.D.E.* 1993, S. 14; Urteil Gemeinde Almelo, Sache C-399/92, 27. April 1994).

Im vorliegenden Fall erkläre die Wallonische Region nicht, inwiefern das durch die angefochtenen Bestimmungen geschaffene Monopol unentbehrlich sei für die Ausübung einer besonderen Aufgabe, die mit der Arbeitsweise eines Dienstes von regionalem wirtschaftlichem Interesse in Verbindung stehe.

Schriftsatz der Carrières unies de porphyre AG

Erster Klagegrund

A.98. Artikel 79 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 präzisiere deutlich den Zuständigkeitsbereich der Behörden der Teilentitäten. Sie könnten Enteignungen zum Nutzen der Allgemeinheit vornehmen, unterlägen jedoch Artikel 16 der Verfassung: die Regierungen dürften nicht vom Grundsatz der gerechten Entschädigung abweichen. Da Artikel 79 auf Artikel 16 der Verfassung verweise, sei nicht einzusehen, warum der Klagegrund unzulässig sein solle, wie es die Wallonische Regierung anführe, insofern er nur auf diesen Artikel 79 abziele.

A.99. Aus der Rechtsprechung der Gerichte habe sich der Begriff der gerechten Entschädigung ergeben. Um gerecht zu sein, müsse die Entschädigung vollständig sein. Die Grundregel sei die Ermittlung des Verkaufswertes. Der Wert des Gutes werde zum Zeitpunkt der Eigentumsübertragung veranschlagt, und er werde am Tag der Entscheidung durch den Richter beziffert. Die Enteignung oder die vorherigen Maßnahmen könnten die Festlegung des Wertes des betreffenden Gutes nicht beeinflussen.

A.100. Was die Enteignungen von Gruben betreffe, sei zwischen offenen Gruben und noch nicht im Abbau befindlichen Gruben zu unterscheiden.

Für die im Abbau befindlichen Gruben werde die Entschädigung als Betriebsverlust veranschlagt, und nach dem Beispiel der von einer Enteignung betroffenen Industrien müsse die Entschädigung den entgangenen Verlust abdecken.

Für die nicht offenen Gruben werde heute nicht mehr bestritten, daß das Potential des Untergrundes entschädigt werden müsse, wobei nur der sichere Nachteil entschädigt werden könne.

A.101. Um vollständig zu sein, müsse die gerechte Entschädigung also dem Verkaufswert des betreffenden Gutes entsprechen. Die finanzielle Entschädigung müsse im Vermögen des Enteigneten den Wert ersetzen, den das Gut mit seinen gesamten heutigen und zukünftigen Rechten und Vorteilen dargestellt habe. Dieser Wert entspreche dem, was er im Falle des Verkaufs des Gutes unter normalen Öffentlichkeitsbedingungen hätte erhalten können. Gemäß diesem Grundsatz seien die Bewirtschaftungsmöglichkeiten des Bodens und des Untergrundes zu berücksichtigen. Andernfalls sei die Entschädigung nicht mehr vollständig, da sie einen Vorteil des Gutes unberücksichtigt lasse, der im Fall des Verkaufs seinen Preis sicherlich beeinflusst hätte.

Aus einer Analyse der Vorarbeiten zu Artikel 20 des angefochtenen Dekrets gehe hervor, daß eine gewisse Kluft zwischen dem deutlichen Wortlaut des Textes und bestimmten Angaben in den Vorarbeiten bestehe.

Artikel 20 § 5 betreffe in Wirklichkeit zwei Fälle.

Wenn ein Plan für technische Vergrabungszentren angenommen worden sei, könne die Entschädigung nicht nur die Wertsteigerung aufgrund dieses Plans nicht mehr berücksichtigen, sondern vor allem könne keinesfalls mehr die Höhe der Entschädigung der zukünftigen Bewirtschaftung als technisches Vergrabungszentrum Rechnung tragen.

Wenn kein Plan für technische Vergrabungszentren angenommen worden sei, berücksichtige man den Wert des Gutes am Vortag der Enteignungsentscheidung, wobei man jegliche Bezugnahme auf die künftige Nutzung als technisches Vergrabungszentrum ausschließe.

A.102. Aus diesen Erwägungen werde deutlich, daß die ausdrückliche Zielsetzung der Regierung, nämlich zu vermeiden, daß eine durch den Plan hervorgerufene Wertsteigerung entschädigt werden müsse, nicht aufgehe. Falls kein Plan vorliege, entbehre dieses Argument nämlich einer Begründung.

Falls ein Plan angenommen worden sei, werde die vor seiner Annahme bestehende Wertsteigerung, die durch die normale zukünftige Bestimmung des Gutes oder seine derzeitige Bestimmung in faktischer oder rechtlicher Hinsicht zustande gekommen sei, ebenfalls nicht berücksichtigt.

In Wirklichkeit hänge der Ausschluß jeglicher Bezugnahme auf die Bewirtschaftung als technisches Vergrabungszentrum nicht zusammen mit der Auswirkung des Plans, und die verfolgte Zielsetzung bestehe eindeutig darin, Enteignungen zu niedrigen Preisen und unter Zurückweisung jeglicher Bezugnahme auf die derzeitige oder zukünftige Bewirtschaftung vornehmen zu können.

Diese Zielsetzung verstoße gegen Artikel 16 der Verfassung, insofern der Betrag der Entschädigung in keiner Weise dem Verkaufswert des Gutes entspreche.

A.103. Die Bezugnahme der Wallonischen Regierung auf die Bestimmungen der städtebaulichen Gesetzgebungen der drei Regionen sei nicht passend. Im Rahmen dieser Gesetzgebungen habe der Gesetzgeber vermeiden wollen, daß eine durch die Regierung angenommene Maßnahme zu einer Wertsteigerung eines zu enteignenden Gutes führen würde. Wenn beispielsweise ein Sektorenplan ein landwirtschaftliches Gebiet als Bauzone ausweise, sei die Wertsteigerung lediglich aus der durch die Regierung angenommenen Maßnahme entstanden. Weise das Gut hingegen alle Merkmale eines Baugrundstückes auf, da die Auswirkung des Plans ausgeklammert werde, so berücksichtige man den tatsächlichen Wert des Gutes.

A.104. Dies gelte nicht in bezug auf Artikel 20 § 5. Selbst wenn kein Plan vorliege, werde die künftige Nutzung als technisches Vergrabungszentrum nicht berücksichtigt.

A.105. Die angefochtene Bestimmung verstoße somit gegen Artikel 79 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, indem sie Artikel 16 der Verfassung verletze.

Zweiter Klagegrund

A.106.1. Die von der Klägerin geltend gemachte unterschiedliche Behandlung sei nicht zu rechtfertigen.

Die Forderung, eine Entschädigung unter Berücksichtigung des objektiven Wertes des Gutes zu erhalten, könne alleine nicht als eine spekulative Handlung angesehen werden.

Die Zielsetzung von Artikel 20 § 5 sei tatsächlich, Enteignungen unter Ausklammerung jeglichen Wertes, der sich aus der Bewirtschaftung als technisches Vergrabungszentrum ergeben würde, zu ermöglichen.

Sollte die Wallonische Regierung den Standpunkt vertreten, die Zielsetzung bestehe in der Vermeidung der Spekulation, so müßte sie in Wirklichkeit eher sagen, sie versuche zu vermeiden, daß ein Eigentümer eine - natürlich höhere - Entschädigung verlange, die den Wert der derzeitigen oder geplanten Bewirtschaftung berücksichtige.

A.106.2. Eine solche Zielsetzung entspreche nicht den vorstehend angeführten Anforderungen in bezug auf die Unterscheidungskriterien, die eine Diskriminierung zwischen den in der angefochtenen Bestimmung vorgesehenen Personen einführen.

A.107. Schlußfolgernd gründe das eingeführte Unterscheidungskriterium allein auf dem Bemühen um eine Enteignung zu einem geringeren Preis, indem jegliche Bezugnahme auf die zukünftige Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums ausgeschlossen werde. Diese rein haushaltsmäßige Zielsetzung stehe nicht im Zusammenhang mit der Zielsetzung des Gesetzes oder der Enteignung, die darin bestehe, zu gewährleisten, daß die Behörden das Weisungsrecht über die Bewirtschaftung der technischen Vergrabungszentren hätten.

Erwiderungsschriftsatz der Wallonischen Regierung

In bezug auf die neuen Klagegründe des Ministerrates

Erster Klagegrund

A.108.1. Die den Regionen im Bereich der Abfallwirtschaft zuerkannte Zuständigkeit, die in besonders weiten Begriffen ausgedrückt sei, schließe insbesondere die Zuständigkeit ein, die Bedingungen für die Bewirtschaftung oder Entsorgung der Abfälle festzulegen.

A.108.2. In diesem Fall habe die Wallonische Region sich dafür entschieden, die Bewirtschaftung, die Niederlassung und den Betrieb der technischen Vergrabungszentren für Abfälle zu einem funktionalen öffentlichen Dienst zu erheben. Diese Entscheidung sei nicht deutlich unverhältnismäßig zum angestrebten Ziel.

A.109. In diesem Rahmen habe die Region rechtmäßig die in Artikel 20 § 2 enthaltenden Bestimmungen annehmen können.

A.110. Hierdurch habe die Wallonische Region in keiner Weise in die der Föderalbehörde vorbehaltene Zuständigkeit für die Niederlassungsbedingungen eingegriffen.

A.111. Einerseits sei es unrichtig zu behaupten, Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 6 werde den Regionen und den Gemeinschaften für alle ihnen zugestandenen Sachbereiche auferlegt, da die Bestimmung selbst die Ausnahme des Sachbereiches des Fremdenverkehrs vorsehe.

A.112. Andererseits ziele diese Bestimmung lediglich auf Niederlassungsbedingungen ab, während der angefochtene Text Ausübungsbedingungen bezüglich einer bestimmten Wirtschaftstätigkeit betreffe. So wie der Klagegrund formuliert sei, entbehre er der rechtlichen Grundlage.

A.113. Würde man davon ausgehen, daß das Sondergesetz es den Regionen verbiete, die mit einer bestimmten Wirtschaftstätigkeit verbundenen Ausübungsbedingungen festzulegen und diese Ausübung von bestimmten Genehmigungen abhängig zu machen, sei nicht ersichtlich, wie die Regionen ihre Zuständigkeit auf gültige Weise ausüben könnten, insbesondere im Bereich der Wirtschaftspolitik oder im Bereich der Abfallpolitik.

A.114. Auf grundsätzlichere Weise ziele die vorerwähnte Bestimmung des Sondergesetzes ausschließlich auf die Niederlassungsbedingungen ab. Diese Bestimmung sei in engem Sinne auszulegen. Sie sei weder anwendbar auf die in den öffentlichen Diensten im organisationsbezogenen Sinne ausgeübten Funktionen noch auf die Funktionen von Personen, die beruflich und üblicherweise, ungeachtet der Art ihrer Rechtsbeziehungen zu der Verwaltung, eine Aufgabe des Gemeinwohls und somit einen öffentlichen Dienst im funktionalen Sinne wahrnehmen würden (Urteil Nr. 2/97, B.9.1).

A.115. Artikel 20 des Dekrets habe zum Ziel, nicht den Zugang zu einem bestimmten Beruf, sondern eine Tätigkeit des Gemeinwohls im Rahmen eines funktionalen öffentlichen Dienstes zu regeln. Der Klagegrund sei unbegründet.

Zweiter Klagegrund

A.116. Gemäß Artikel 6 § 1 II Nr. 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 seien die Regionen für die Abfallpolitik zuständig. Diese Zuständigkeit umfasse ebenfalls die Zuständigkeit zur Festlegung der beim Deponieren in einem technischen Vergrabungszentrum anwendbaren Tarifregeln, ohne daß dies ein Eingreifen in die Zuständigkeit bedeute, die der Föderalbehörde im Bereich der Preis- und der Einkommenspolitik zuerkannt worden sei (siehe Urteil Nr. 56/96, B.21).

A.117. Die der Wallonischen Regierung durch Artikel 20 § 1 Absatz 2 erteilte Ermächtigung könne alleine nicht gegen die Erfordernisse der Verfassung oder die Regeln der Zuständigkeitsverteilung verstoßen. Es würde den Verwaltungsrichtern und den Richtern der ordentlichen Gerichtsbarkeit obliegen, eine Kontrolle über die Art und Weise, in der diese Ermächtigung umgesetzt werde, auszuüben (siehe Urteile Nrn. 10/92, 13/92, 55/92, 13/93, 14/93, 43/93, 47/93, 75/93 und 88/93).

Dritter Klagegrund

A.118. Artikel 20 § 3 des Dekrets lege die Bedingungen fest, unter denen eine juristische Person des öffentlichen Rechts Drittpersonen die Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums anvertrauen könne, und regele insbesondere die Form, die das zwischen der juristischen Person des öffentlichen Rechts und der juristischen Person des Privatrechts abgeschlossene Abkommen aufweisen müsse, wobei er vorsehe, daß das auf diese Weise geschaffene Gebilde mehrheitlich in der öffentlichen Hand liegen müsse.

Diese Bestimmung greife in keiner Weise in den Sachbereich des Gesellschaftsrechts ein. Sie betreffe ausschließlich Zusammenschlüsse des öffentlichen Rechts. Sie regle weder die Form noch die Kontrolle über juristische Personen des Privatrechts. Sie habe nicht zum Ziel, in bezug auf eine juristische Person des Privatrechts den Anwendungsbereich der Gesetze über die Handelsgesellschaften oder der Gesetze über die Buchhaltung und den Jahresabschluß der Unternehmen festzulegen.

A.119. Diese Bestimmung finde eine Grundlage in Artikel 6 § 1 II Nr. 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

A.120. Gemäß Artikel 8 des Sondergesetzes umfaßten die Zuständigkeiten des Regionalrates für die in Artikel 6 aufgezählten Sachbereiche die Befugnis, die Bestimmungen und anderen Maßnahmen bezüglich der für die Ausübung dieser Zuständigkeiten erforderlichen Infrastrukturen zu beschließen.

Insofern der Klagegrund auf Artikel 20 § 3 des Dekrets abziele, entbehre er somit in all seinen Teilen der rechtlichen Grundlage.

A.121.1. Die den Regionen im Bereich der Abfallpolitik zugewiesene Zuständigkeit umfasse notwendigerweise die Zuständigkeit, die Bewirtschaftung der technischen Vergrabungszentren zu kontrollieren. Es handele sich um eine verwaltungspolizeiliche Regel, die nicht in die der Föderalbehörde im Bereich des Gesellschaftsrechts zuerkannte Zuständigkeit eingreife. Eine wirksame Umweltpolitik schließe notwendigerweise ein, daß die Tätigkeiten, die der Umwelt schaden könnten, kontrolliert würden (Urteil Nr. 55/92).

A.121.2. Die in Artikel 26 § 6 vorgesehene Maßnahme der getrennten Buchführung für jedes technische Vergrabungszentrum sei notwendig, damit die Wallonische Regierung die Kontrolle über die technischen Vergrabungszentren gewährleisten könne.

Die Bestimmung greife nicht in die Zuständigkeit der Föderalbehörde im Bereich des Gesellschaftsrechts ein, selbst wenn das Zentrum durch eine privatrechtliche Person betrieben werde.

Erwiderungsschriftsatz des Ministerrates

Zulässigkeit

A.122. Aus den Erwägungsgründen der Klageschriften gehe hervor, daß die Kläger das für ihre Klage erforderliche Interesse aufweisen, entweder in ihrer Eigenschaft als Inhaber von dinglichen Rechten an bewirtschafteten Parzellen oder in ihrer Eigenschaft als Betreiber einer Deponie.

Zur Hauptsache

A.123. Zuzüglich zu den Anmerkungen in seinem Schriftsatz möchte der Ministerrat folgendes bemerken.

A.124. Auch wenn die Regionen uneingeschränkt für die Abfallpolitik zuständig seien, obliege es ihnen dennoch nicht, bei der Ausführung dieser Politik in Zuständigkeiten des föderalen Gesetzgebers einzugreifen, insbesondere wenn es sich um Zuständigkeiten handele, die diesem ausdrücklich durch Artikel 6 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vorbehalten seien.

A.125. Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates habe in ihrem vor der Annahme des angefochtenen Dekrets abgegebenen Gutachten insbesondere den Standpunkt vertreten, die - zu diesem Zeitpunkt im Entwurf befindliche - angefochtene Bestimmung regle eine zum Gesellschaftsrecht gehörende Frage, einen föderalen Sachbereich, in dem sie vorgesehen habe, daß juristische Personen des Privatrechts, die ein technisches Vergrabungszentrum für Industrieabfälle betrieben, der Kontrollbefugnis der Regierung unterlägen.

Der Dekretgeber habe den wesentlichen Inhalt der vom Staatsrat formulierten Anmerkung außer acht gelassen.

A.126. Die angefochtene Bestimmung führe eine Kontrolle der Wallonischen Regierung über die Gesellschaften, ihre Rechtsform, ihre Buchführung und ihre Satzung ein.

Der Hof habe nur angenommen, daß ein Regionalgesetzgeber Gesellschaften Verpflichtungen auferlege und sie einer Kontrolle unterwerfe, insofern dieser Gesetzgeber den Gesellschaften einen Auftrag des öffentlichen Dienstes habe anvertrauen wollen (Urteil Nr. 36/95). Im vorliegenden Fall habe die angefochtene Bestimmung nicht zum Ziel, privaten Gesellschaften einen Auftrag des öffentlichen Dienstes anzuvertrauen, insofern dieser Auftrag in erster Linie dem öffentlichen Sektor vorbehalten sei.

A.127. In der Annahme, die angefochtene Bestimmung und die im Urteil Nr. 36/95 erwähnte Bestimmung zielten auf eine objektiv gleiche Situation ab, habe der Hof in diesem erwähnten Urteil die Einführung einer Kontrolle über die Gesellschaften nur angenommen im Rahmen des Auftrags, den der Regionalgesetzgeber ihnen anvertrauen wolle, und nur insofern dieser Auftrag unter seine Zuständigkeit falle. Der Hof habe die Auferlegung von Verpflichtungen nur angenommen, wenn deren Gegenstand äußerst begrenzt sei und sich auf eine Politik von regionaler Zuständigkeit beziehe.

Im vorliegenden Fall überschritten die den Gesellschaften durch die angefochtene Bestimmung auferlegten Verpflichtungen und Kontrollen eindeutig die vom Hof festgelegten Grenzen.

A.128. Die Kontrolle der Satzung und diejenige der Buchführung ließen sich keinesfalls durch eine Sorge im Zusammenhang mit der Abfallpolitik rechtfertigen, insofern sie in einem sehr weiten Wortlaut gefaßt seien.

A.129. Es wäre unvernünftig, den Standpunkt zu vertreten, der Sachbereich des Handelsrechts und des Gesellschaftsrechts könne Gegenstand einer differenzierten Regelung sein. Die verschiedenen Bestimmungen von Artikel 20 bezögen sich auf wesentliche Bestandteile dieses Sachbereiches. Ihre Auswirkungen könne man nicht als marginal bezeichnen.

A.130. Schließlich hätte die vom wallonischen Gesetzgeber angestrebte Zielsetzung, die sich auf eine gute Abfallwirtschaft beziehe, durch andere Mittel erreicht werden können, die seiner Zuständigkeit unterliegen würden. Die Inanspruchnahme von Artikel 10 des Sondergesetzes sei somit nicht zulässig.

A.131. Es könne nicht angenommen werden, daß die Abfallpolitik auch die Festlegung der hier angefochtenen Maßnahmen beinhalte.

A.132. Die Bezugnahme auf Artikel 8 des Sondergesetzes sei nicht sachdienlich. Das in dieser Bestimmung angeführte Konzept der Infrastruktur sei offensichtlich in den Vorarbeiten nicht wirklich definiert worden, da der Premierminister sich auf den Vermerk beschränkt habe, daß « darin [...] alles einbegriffen [ist], was zu einer angemessenen Infrastruktur gehört » (Bericht an den Senat, *Pasin.*, 1980, S. 919).

Dieser Begriff sei also in seiner üblichen Bedeutung auszulegen, nämlich so, daß er die Gesamtheit der Anlagen und Dienste betreffe, die es ermöglichen, eine wirtschaftliche oder technische Tätigkeit auszuüben (Dictionnaire usuel français Hachette : « l'ensemble des installations et des services permettant d'exercer une activité économique ou technique »).

A.133. Der Ministerrat sehe nicht ein, inwiefern die Einführung einer Kontrolle der Regierung über die Gesellschaften, ihre Buchführung und ihre Satzung sowie die Verpflichtung, besondere Gesellschaftsformen anzuwenden, in den Bereich der Schaffung von Diensten oder sogar von Anlagen fallen könnte. Dies gelte *a fortiori* für den hilfsweise angeführten Hinweis auf « Bestimmungen bezüglich der Handelsgesellschaften ».

Vom Hof gestellte Fragen

A.134. In der Verhandlungsreifeklärungsanordnung vom 9. Juli 1997 hat der Hof :

« a) die Parteien [aufgefordert], spätestens bis zum 15. September 1997 einen Ergänzungsschriftsatz einzureichen über die Frage, ob die neuen, vom Ministerrat vorgebrachten Klagegründe nicht zur Folge hätten, daß die Klage auf die Bestimmungen ausgedehnt wird, die nicht von den Klägern angefochten wurden, dies im Lichte von Artikel 85 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, der den Ministerrat ermächtigt, neue Klagegründe vorzubringen, wobei jedoch der Hof bereits geurteilt hat, daß sein Eingreifen die Klage weder ändern noch erweitern kann;

b) - die Wallonische Regierung [aufgefordert], in einem spätestens bis zum 15. September 1997 einzureichenden Ergänzungsschriftsatz zu erklären, ob ihre Auslegung von Artikel 20 § 5 des angefochtenen Dekrets in ihrem Schriftsatz sich der Argumentation anschließt, die von den besagten klagenden Parteien in deren letztem Schriftsatz dargelegt wurde, und bejahendenfalls ihren Standpunkt zu der Anregung abzugeben, die die klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1042 im letzten Absatz auf Seite 8 ihres Erwidierungsschriftsatzes dargelegt haben;

— die klagenden Parteien in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1042 und 1046 [aufgefordert], in einem spätestens bis zum 30. September 1997 einzureichenden Ergänzungsschriftsatz auf den Ergänzungsschriftsatz der Wallonischen Regierung zu antworten ».

Ergänzungsschriftsatz des Ministerrates

Erster Klagegrund

A.135. Insbesondere ziele der Ministerrat in Artikel 20 auf § 1 Absatz 1 und § 2 Absätze 1, 2 und 3 ab. § 1 sei in der Klageschrift der Cecosy AG und in der Erörterung des Klagegrundes gemeint. Die Klageschrift der Pol Laurent GmbH fordere die Nichtigklärung von Artikel 20 insgesamt, und die Erörterung des ersten, zweiten und dritten Klagegrundes beziehe sich auf Artikel 20 § 1, auch wenn er darin nicht ausdrücklich erwähnt sei. Diese Bestimmung werde also zweifellos von den Klägern angefochten.

Auf § 2 Absatz 1 ziele die Cecosy AG ab. Die Pol Laurent GmbH ziele in ihrem ersten und zweiten Klagegrund ausdrücklich auf § 2 insgesamt, mit Ausnahme von Absatz 4 ab. § 2 Absätze 1, 2 und 3 gehöre also zu den angefochtenen Bestimmungen.

Zweiter Klagegrund

A.136. Der Ministerrat ziele insbesondere auf Artikel 20, § 1 Absatz 3 ab. Keiner der Kläger ziele ausdrücklich auf diese Bestimmung ab, doch es obliege dem Hof, seine Kontrolle über andere Bestimmungen auszuüben als diejenigen, deren Nichtigklärung gefordert werde, sobald sie untrennbar damit verbunden seien, was für § 1 Absatz 3 zutrefte : Die der Regierung verliehene Befugnis, Tarifregeln festzulegen, sei untrennbar mit dem Konzept der Bewirtschaftung der technischen Vergrabungszentren als öffentlicher Dienst verbunden, das in Artikel 20 § 1 Absatz 1 umgesetzt sei. Diese Tariffestlegung sei ebenfalls untrennbar mit der Kontrolle verbunden, die von der Regierung über die Privatunternehmen zur Bewirtschaftung der technischen Vergrabungszentren ausgeübt werde und die vom Ministerrat in seinem dritten Klagegrund vorgebracht werde.

Dritter Klagegrund

A.137. Man beziehe sich auf Artikel 20, insbesondere § 3 Absätze 2 *in fine* und 3, und §§ 4 und 6.

Auf § 3 Absatz 2 beziehe sich der vierte Klagegrund der Pol Laurent GmbH, der deutlich auf die am Ende dieses Absatzes angeführte Bestimmung abziele.

Diese Gesellschaft fechte ebenfalls § 3 an. In der Annahme, daß der erste Satz von § 3 Absatz 3 eine Bestimmung wäre, die aus gesetzgebungstechnischer Sicht von den beiden anderen Sätzen getrennt werden könnte, bilde sie eine notwendigerweise dazugehörige Bestimmung.

A.138. Schließlich ziele diese Gesellschaft zwar nicht unmittelbar auf die §§ 4 und 6 von Artikel 20 ab - den sie insgesamt anfechte -, doch es handele sich um Bestimmungen, die nicht von den angefochtenen zu trennen seien, insofern ihre Bestandteile zur gesamten Zielsetzung der Kontrolle der öffentlichen Hand über das Eingreifen von juristischen Personen des Privatrechts in die Abfallwirtschaft im Rahmen des ihnen durch das Dekret erteilten Auftrags als öffentlicher Dienst gehörten. Die Vorarbeiten seien diesbezüglich aufschlußreich. Diese Bestimmungen bildeten also ein untrennbares Ganzes.

Ergänzungsschriftsatz von Pierre und Michel Beniest

A.139. Die neuen Klagegründe des Ministerrates schienen zur Folge zu haben, daß die Klage auf Bestimmungen ausgedehnt werde, die von den Klägern in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1042 nicht angefochten würden.

Da die Kläger Beniest nicht Kenntnis von den Klagen in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1043, 1046 und 1047 hätten, könnten sie sich jedoch nicht hierzu äußern.

Ergänzungsschriftsatz der Carrières unies de porphyre AG und der Cecosy AG

A.140. Drei der vier Klagen würden ihren Gegenstand auf gewisse Bestimmungen von Artikel 20 begrenzen. Die vom Ministerrat angeführten Klagegründe seien den angefochtenen Bestimmungen jedoch nicht fremd.

Der erste Klagegrund füge den angefochtenen Bestimmungen eine zusätzliche Kritik hinzu. Der zweite betreffe eine Bestimmung, die eine direkte Folge der Erhebung der Tätigkeit der Bewirtschaftung der technischen Vergrabungszentren zum öffentlichen Dienst darstelle. Der dritte Klagegrund beziehe sich seinerseits auf Elemente, die untrennbar mit der Organisation des den juristischen Personen des öffentlichen Rechts zugewiesenen Monopols verbunden seien; es gehe in der Tat um eine Kritik an der Art und Weise, in der das Dekret die Vergabe an « Subunternehmer » oder die Konzession der zum Monopol erhobenen Tätigkeit organisiere. Ohne Anpassung dieser

Modalitäten sei die Ausübung des Monopols praktisch unmöglich, da die Gemeinden und Gemeindeverbände nicht über die erforderlichen technischen Kapazitäten verfügten, um allen Bedürfnissen gerecht zu werden. Der vom Ministerrat aufgeworfene Klagegrund beziehe sich also indirekt auch auf die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 des § 2, die Gegenstand der Klage seien.

A.141. Schließlich fordere die Pol Laurent GmbH die Nichtigerklärung von Artikel 20 insgesamt, so daß die neuen Klagegründe nicht die Ausdehnung der Klage zur Folge haben könnten.

Ergänzungsschriftsatz der Wallonischen Regierung

A.142. Wenn der Hof die von der Wallonischen Regierung erhobenen Einreden verwerfe und die Klage der Pol Laurent GmbH für zulässig erkläre, sei der erste Klagegrund des Ministerrates zulässig, da er sich gegen den von dieser Gesellschaft angefochtenen Artikel 20 § 1 Absatz 1 richte.

Der zweite Klagegrund sei unzulässig, da er Artikel 20 § 1 Absatz 3 anfechte und nur die Pol Laurent GmbH diese Bestimmung anfechte, jedoch in anderem Maße.

Das gleiche gelte für den dritten Klagegrund.

A.143. In bezug auf die Tragweite von Artikel 20 § 5 führt die Wallonische Regierung an, der Dekretgeber habe nicht den Zukunftswert des Gutes, sondern das Erzielen einer Wertsteigerung infolge der neuen Zweckbestimmung als technisches Vergrabungszentrum durch die Behörde ausschließen wollen.

A.144. Es seien also mehrere Möglichkeiten ins Auge zu fassen :

— Das enteignete Immobiliargut sei am Vortag der vorläufigen Annahme des in Artikel 24 § 2 des Dekrets vorgesehenen Plans nicht als technisches Vergrabungszentrum betrieben worden : Es stelle sich keinerlei Problem. Das Gut müsse ohne Berücksichtigung der etwaigen Wertsteigerung, die sich aus der neuen Zweckbestimmung als technisches Vergrabungszentrum ergeben könnte, bewertet werden.

— Das Gut sei bei der vorläufigen Annahme des Plans ein technisches Vergrabungszentrum : Man müsse selbstverständlich den Wert des Grundstücks so berechnen, wie es zum Zeitpunkt der Annahme des Plans bestehe, das heißt als technisches Vergrabungszentrum betrieben.

— Das Grundstück sei kein technisches Vergrabungszentrum, doch es sei ein « ausgehöhltes » Grundstück : In den Vorarbeiten sei ausdrücklich vorgesehen, daß « bei der Bewertung nur der Oberflächenwert des Gutes zu berücksichtigen sei, außer wenn bei dessen vorherigem Erwerb der Untergrund berücksichtigt worden sei » (*Dok.*, Wallonischer Regionalrat, 49-AS 1995, Nr. 39, S. 3).

Es sei also deutlich, daß auch hier der Realwert des « ausgehöhlten » Grundstücks berücksichtigt werde, wenn vorher diesem Wert Rechnung getragen worden sei.

Folglich schließe sich die Auslegung von Artikel 20, § 5 des angefochtenen Dekrets durch die Wallonische Regierung nicht der durch die Kläger in ihrem Erwidierungsschriftsatz dargelegten Argumentation an.

A.145. Die Anregung der Parteien Beniest könne nicht angenommen werden. Die Technik des doppelten Urteilstenors sei im präjudiziellen Streitfall möglich, aber nicht im Streitfall bezüglich der Nichtigerklärung.

Zweiter Ergänzungsschriftsatz von Pierre und Michel Beniest

A.146. Artikel 20 § 5 sei deutlich : Er schließe den Zukunftswert des enteigneten Gutes zumindest teilweise von der Berechnung der Enteignungsentschädigung aus. Er könne nicht *a posteriori* durch den Autor ausgelegt werden.

Falls der Hof ihn auslegen müsse, könne er nur die von der Gegenpartei vorgenommene einschränkende Auslegung annehmen. Es obliege dem Hof zu erklären, daß Artikel 20 § 5 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße, wenn er so ausgelegt werde, daß er den Zukunftswert des Gutes aus der Berechnung der Enteignungsentschädigung ausschließe, insbesondere den Wert des Grundstücks, das bereits vor der Enteignungsentscheidung, die dazu diene, das Gut von Amts wegen zum technischen Vergrabungszentrum zu bestimmen, als Anlage zur Entsorgung von Abfällen betrieben worden sei.

In Ermangelung der Nichtigerklärung könne der Hof die Klage nur unter dem Vorbehalt der *a contrario* formulierten Auslegung abweisen, gemäß der insbesondere im Tenor der Urteile Nrn. 23/92 und 24/92 bestätigten Rechtsprechung.

Zweiter Ergänzungsschriftsatz der Carrières unies de porphyre AG

A.147. Der Text von Artikel 20 § 5 widerspreche der These der Wallonischen Regierung. Der Wert eines Gutes, das im Plan als technisches Vergrabungszentrum eingetragen sei, werde notwendigerweise unter Hinweis auf dessen mögliche Nutzung bestimmt. Es handele sich tatsächlich um einen Zukunftswert, der als eine Möglichkeit oder ein künftiges Ereignis definiert werde, dem jeder Käufer Rechnung tragen würde. Es sei nicht nachzuvollziehen, wie man diesem aus der künftigen Nutzung als technisches Vergrabungszentrum bestehenden Zukunftswert Rechnung tragen solle, wenn aufgrund des Textes der Zukunftswert « unter Ausschluß jeglichen Bezugs auf die künftige Betreibung eines technischen Vergrabungszentrums » festgelegt werde.

A.148. Wenn kein Plan der technischen Vergrabungszentren angenommen worden sei, berücksichtige man den Wert des Gutes am Vortag der Enteignungsentscheidung, dies unter Ausschluß jeglicher Bezugnahme auf die künftige Nutzung als technisches Vergrabungszentrum.

Diese Hypothese zeuge von der wirklichen Absicht des Gesetzgebers und stehe eindeutig im Widerspruch zum Standpunkt der Wallonischen Regierung, der im übrigen hierzu nichts aussage.

Da in diesem Fall keinerlei Plan bestehe, könne man nicht glaubwürdig gelten machen, das Ziel bestehe darin, zu vermeiden, daß die durch den Plan bewirkte Wertsteigerung entschädigt werden müsse.

Die Zielsetzung bestehe in Wirklichkeit darin, zum niedrigen Preis enteignen zu können und dabei jegliche Bezugnahme auf die Nutzung als technisches Vergrabungszentrum zurückzuweisen.

A.149. Der Hinweis auf die Vorarbeiten ermögliche keineswegs eine Bekräftigung des Standpunktes der Wallonischen Regierung. Der angeführte Textauszug sei bei weitem nicht so klar, wie sie behauptete.

— B —

In bezug auf die Zulässigkeit

B.1.1. Artikel 20 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle sieht vor, daß die Niederlassung und der Betrieb der technischen Vergrabungszentren, die nicht für die alleinige Nutzung durch einen Abfallerzeuger bestimmt sind, ein öffentlicher Dienst sind. Er behält juristischen Personen des öffentlichen Rechts die Genehmigung für die Niederlassung und das Betreiben dieser Zentren vor. Er sieht neue Zwänge für den Betrieb der Zentren vor, den die juristischen Personen des öffentlichen Rechts Drittpersonen im Rahmen von Vereinbarungen anvertrauen können, in denen die einzuhaltenden Regeln festgelegt werden. Er enthält spezifische Regeln für die Berechnung der Entschädigung durch die juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die diese Enteignungen durchführen können.

B.1.2. Solche Bestimmungen können sich sowohl auf die Inhaber eines dinglichen oder eines persönlichen Rechtes an den für eine Enteignung in Frage kommenden Gütern als auch auf die Gesellschaften, deren Gesellschaftszweck in der Niederlassung oder dem Betrieb von kontrollierten Deponien besteht, direkt und nachteilig auswirken. Die klagenden Parteien, die zu einer dieser Kategorien gehören, weisen ein Interesse an ihrer Klage nach.

In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.2. Artikel 20 des Dekrets vom 27. Juni 1996 besagt :

« § 1. Die Ansiedlung und der Betrieb der technischen Vergrabungszentren sind ein öffentlicher Dienst, mit Ausnahme derjenigen, die zur ausschließlichen Benutzung durch einen Abfallerzeuger bestimmt sind.

Unbeschadet der besonderen Zugangsbedingungen, insbesondere im finanziellen Bereich, die den in Gemeindeverbänden angegliederten Gemeinden gewährt werden, sind die Betreiber von technischen Vergrabungszentren verpflichtet, das Prinzip der Gleichstellung aller Benutzer einzuhalten, was den Zugang zu den von ihnen betriebenen technischen Vergrabungszentren angeht.

Die Regierung bestimmt die für die Ablagerung in technischen Vergrabungszentren gültigen Tarifregeln.

§ 2. Die Genehmigung, im Sinne von Artikel 11, zur Ansiedlung und Betreibung eines technischen Vergrabungszentrums zur Aufnahme von Hausmüll und gleichgestellten Abfällen, wird ausschließlich den Gemeindeverbänden gewährt.

Die Genehmigung, im Sinne von Artikel 11, zur Ansiedlung und Betreibung eines technischen Vergrabungszentrums zur Aufnahme von Inertabfällen, wird ausschließlich den Gemeinden und Gemeindeverbänden gewährt.

Die Genehmigung, im Sinne von Artikel 11, zur Ansiedlung und Betreibung eines technischen Vergrabungszentrums zur Aufnahme von Stoffen, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, wird ausschließlich den für die Durchführung dieser Arbeiten verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gewährt.

Die Genehmigung, im Sinne von Artikel 11, zur Ansiedlung und Betreibung eines technischen Vergrabungszentrums zur Aufnahme von Industrieabfällen, wird ausschließlich juristischen Personen privaten Rechts oder juristischen Personen öffentlichen Rechts gewährt.

Die Absätze 2 und 4 des vorliegenden Paragraphen finden keine Anwendung auf die technischen Vergrabungszentren, die zur ausschließlichen Benutzung durch einen Abfallerzeuger bestimmt sind.

§ 3. Die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die in § 2 gemeint sind, sind berechtigt, für den Betrieb des technischen Vergrabungszentrums selber zu sorgen oder diesen Betrieb Dritten anzuvertrauen im Rahmen von Abkommen, in denen die zu beachtenden Regeln genau bestimmt sind.

Diese juristischen Personen öffentlichen Rechts fassen freiwillig den Entschluß, einen Genehmigungsantrag nach Artikel 11 einzureichen. Falls das im vorigen Absatz erwähnte Abkommen eine Vereinigung mit einer juristischen Person privaten Rechts mit sich bringt, dann muß die Vorherrschaft der so gebildeten Vereinigung in der öffentlichen Hand liegen. Diese Vereinigung muß unter der Form einer Aktiengesellschaft oder einer Genossenschaft gegründet werden.

Für alles, was durch das vorliegende Dekret oder die Satzungen der Gesellschaft nicht geregelt ist, sind die Bestimmungen bezüglich der Handelsgesellschaften anzuwenden. Die Satzungen sowie alle Satzungsänderungen müssen von der Regierung genehmigt werden. Die Buchführung wird durch einen oder mehrere Kommissare geprüft, die unter den Mitgliedern des ' Institut des réviseurs d'entreprises ' (Institut der Betriebsrevisoren) gewählt werden. Die Prüfung der Bücher erfolgt unter Einhaltung der auf Aktiengesellschaften anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen. In Abweichung von § 2 kann die Genehmigung in diesem Fall an die so gegründete Gesellschaft gewährt werden.

Auf Gutachten des Amtes kann die Regierung die in Artikel 39 gemeinte öffentliche Gesellschaft damit beauftragen, anstelle der Gemeindeverbände oder Gemeinden zu handeln, was den Betrieb der technischen Vergrabungszentren angeht, wenn diese Gemeindeverbände bzw. Gemeinden trotz der ihnen zugestellten Mahnung ihren Verantwortlichkeiten der in Artikel 25 vorgesehenen Planung der technischen Vergrabungszentren gegenüber nicht nachgekommen sind.

§ 4. Die juristischen Personen privaten Rechts, die ein technisches Vergrabungszentrum für Industrieabfälle betreiben, unterliegen der Kontrollbefugnis der Regierung.

Die Regierung ist berechtigt, die Gewährung oder Durchführung der Genehmigungen bezüglich der in Absatz 1 gemeinten technischen Vergrabungszentren für Industrieabfälle nur unter der Bedingung zu erlauben, daß zwischen dem Inhaber und der Regierung ein Bewirtschaftungsabkommen geschlossen wird, in dem die Aufgaben öffentlichen Dienstes und die zu beachtenden Tarifregeln festgelegt sind.

§ 5. Die Regierung ist berechtigt, den in § 2 Absätze 1 bis 3 gemeinten juristischen Personen öffentlichen Rechts sowie der in Artikel 39 erwähnten öffentlichen Gesellschaft zu erlauben, Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vorzunehmen, welche die zur Ansiedlung von technischen Vergrabungszentren erforderlichen Immobiliengüter betreffen.

Was die Berechnung des Wertes des enteigneten Immobiliengutes betrifft, wird nur der Wert dieses Gutes am Tag vor der vorläufigen Genehmigung des in Artikel 24 § 2 erwähnten Plans, der jedoch bis am Tag, an dem der Anspruch auf eine Entschädigung entstanden ist, aktualisiert werden kann, berücksichtigt. Mangels eines solchen Plans wird der Wert am Tag vor der Verabschiedung des Enteignungserlasses berücksichtigt. Der Wert des enteigneten Gutes wird unter Ausschluß jeglichen Bezugs auf die künftige Betreibung eines technischen Vergrabungszentrums berechnet.

§ 6. Für jedes technische Vergrabungszentrum wird eine gesonderte Buchhaltung geführt. »

B.3. Die Prüfung der Übereinstimmung eines Dekrets mit den Zuständigkeitsregeln muß der Prüfung seiner Vereinbarkeit mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vorausgehen.

Bezüglich der aus dem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleiteten Klagegründe

B.4. Der Hof wird den Klagegrund prüfen, in dem Artikel 20 insgesamt bemängelt wird, bevor er die Klagegründe prüft, die nur gewisse Bestimmungen dieses Artikels betreffen.

Aus dem Verstoß gegen Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 abgeleiteter Klagegrund (erster Klagegrund der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1042, einziger Klagegrund der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1046)

B.5.1. Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung bestimmt folgendes :

« In wirtschaftlichen Angelegenheiten üben die Regionen ihre Zuständigkeiten unter Beachtung der Grundsätze des freien Verkehrs von Personen, Gütern, Dienstleistungen und Kapitalien, der Handels- und Gewerbefreiheit sowie des allgemeinen normativen Rahmens der Wirtschafts- und Währungsunion aus, so wie diese durch das Gesetz oder kraft desselben und durch die internationalen Verträge oder kraft derselben festgelegt worden sind. »

B.5.2. Auch wenn die Regionen für den Sachbereich des Umweltschutzes zuständig sind, der ihnen durch Artikel 6 § 1 II Nr. 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zuerkannt wurde, so müssen sie doch die in Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 desselben Sondergesetzes enthaltene Bestimmung zur Einschränkung ihrer Zuständigkeit einhalten.

B.5.3. Die im vorgenannten Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 enthaltenen Bestimmungen gewährleisten jedoch nicht auf absolute Weise die Ausübung der dadurch verkündeten Freiheiten. Es können Einschränkungen dieser wirtschaftlichen Freiheiten angenommen werden, wenn sie durch zwingende Erfordernisse von allgemeinem Interesse gerechtfertigt sind, insofern sie nicht in einem Mißverhältnis zu den angestrebten Zielen stehen.

B.5.4. In den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret wird für Artikel 20 die nachstehende Rechtfertigung angeführt :

« Diese Entscheidung wird durch die besondere Beschaffenheit der technischen Vergrabungszentren in der Abfallwirtschaft gerechtfertigt. Bei den technischen Vergrabungszentren handelt es sich in der Tat um das letztmögliche Verfahren der Abfallbeseitigung, bei dem im allgemeinen Interesse umfangreiche, dieser Nutzung vorbehaltene Flächen erforderlich sind. Es liegt in der Verantwortung der öffentlichen Hand, dafür zu sorgen, daß entsprechend dem Bedarf ausreichend Flächen vorhanden sind, im allgemeinen durch eine Planung [...] und speziell durch den Kauf von Grundstücken [...]. Die öffentliche Hand ist ebenfalls dafür verantwortlich, allen Benutzern den gleichen Zugang zu den technischen Vergrabungszentren zu sichern sowie Tarifgrundsätze gemäß den technischen Niederlassungs- und Betriebsbedingungen einzuführen mit dem endgültigen Ziel einer einheitlichen Behandlung in der gesamten Region. Und schließlich können auf lange Sicht nur die Behörden gewährleisten, daß Maßnahmen unternommen werden, um zu verhindern, daß die Standorte, die für Vergrabungen gedient haben, der Umwelt nicht schaden.

Diese Ziele rechtfertigen, daß die Tätigkeit des Betriebs der technischen Vergrabungszentren zu einem ' funktionalen ' öffentlichen Dienst erhoben wird; sie schließen keinesfalls aus, daß dieser öffentliche Dienst tatsächlich durch Privatpersonen übernommen wird.

Diese Personen werden also den sogenannten Gesetzen des öffentlichen Dienstes unterworfen, und insbesondere dem Gesetz des gleichen Zugangs der Benutzer. Jeder Benutzer, der den vom Dekret, dem Ausführungserlaß oder den Dienstvorschriften festgelegten Bedingungen entspricht, hat das Recht auf Inanspruchnahme der Vorteile und die Pflicht zur Erfüllung der Verpflichtungen dieses Dienstes auf nicht diskriminierende Weise - in diesem Fall die Annahme der Abfälle mittels Zahlung eines Preises. » (*Dok.*, Wallonisches Parlament, 1994-1995, 344, Nr. 1, S. 16)

B.5.5. Indem die angefochtenen Bestimmungen die Niederlassung und den Betrieb der technischen Vergrabungszentren zu den darin vorgesehenen Bedingungen und Modalitäten und unter Berücksichtigung der darin enthaltenen Entschädigungsregeln zu einem öffentlichen Dienst erheben, nehmen sie an den im Klagegrund angeführten Rechten und Freiheiten Einschränkungen vor, die unter Berücksichtigung der vorstehend erwähnten Rechtfertigungen des allgemeinen Interesses offensichtlich nicht unverhältnismäßig erscheinen.

B.5.6. Der Dekretgeber hätte sich sicherlich für eine Verschärfung der bestehenden Polizei- oder Überwachungsmaßnahmen entscheiden können, wodurch die Behörden die Tätigkeiten der Privatunternehmen besser hätten kontrollieren können, ohne die in Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes gewährleisteten Grundsätze und Freiheiten auf diese Weise anzutasten. Der Hof verfügt jedoch über keinerlei Element, um mit Sicherheit zu bestätigen, daß das angestrebte Ziel mit den von den klagenden Parteien vorgeschlagenen alternativen Maßnahmen hätte erreicht werden können. Es steht dem Hof nicht zu, die Entscheidung des Dekretgebers zu mißbilligen, insofern sie durch Erwägungen gerechtfertigt wird, die nicht offensichtlich unvernünftig sind.

B.5.7. Der Klagegrund ist nicht begründet.

Aus dem Verstoß gegen Artikel 39 der Verfassung sowie gegen die Artikel 78 und 79 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeleiteter Klagegrund (erster Klagegrund der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1042 und der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1047)

B.6.1. Der Klagegrund ist gegen Artikel 20 § 5 des angefochtenen Dekrets gerichtet.

B.6.2. Artikel 79 § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt folgendes :

« Unbeschadet § 2 können die Regierungen in den Fällen und gemäß den Modalitäten, die das Dekret bestimmt, unter Berücksichtigung der durch das Gesetz festgelegten gerichtlichen Verfahren und des in Artikel 11 [jetzt Artikel 16] der Verfassung festgelegten Grundsatzes der gerechten und vorherigen Entschädigung Enteignungen zum Nutzen der Allgemeinheit vornehmen. »

B.6.3. Die Regionen können in der Ausübung ihrer Zuständigkeiten im Bereich der Abfallpolitik Enteignungen vornehmen oder es juristischen Personen des öffentlichen Rechts gestatten, dies zu tun, insofern sie die im föderalen Gesetz vorgesehenen gerichtlichen Verfahren sowie den Verfassungsgrundsatz der gerechten und vorherigen Entschädigung einhalten.

B.6.4. Durch Artikel 20 § 5 des angefochtenen Dekrets hat die Wallonische Region die Zuständigkeit ausgeübt, die sie aufgrund von Artikel 6 § 1 II Nr. 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 besitzt, ohne von den durch das föderale Gesetz festgelegten Verfahren abzuweichen.

B.6.5. Indem der Sondergesetzgeber von den Regionen und Gemeinschaften verlangte, daß sie den Grundsatz der gerechten und vorherigen Entschädigung einhalten, wollte er ihnen nicht die Befugnis abnehmen, die Berechnungsweise einer solchen Entschädigung festzulegen. Damit die Entschädigung gerecht ist, muß sie eine vollständige Wiedergutmachung des erlittenen Schadens gewährleisten.

B.7. Die in Artikel 20 § 5 Absatz 2 vorgesehenen Bewertungsmodalitäten sind nur dann mit der Regel der gerechten Entschädigung vereinbar, wenn sie sich als Maßnahmen auslegen lassen, die den Ausschluß von Elementen ermöglichen, die im Falle ihrer Berücksichtigung eine über das Erfordernis der vollständigen Wiedergutmachung des Schadens hinausgehende Entschädigung bieten würden. Sie werden nicht mit der Regel der gerechten Entschädigung zu vereinbaren sein und folglich über die regionale Zuständigkeit hinausreichen, wenn sie dazu führen, daß aus der Berechnung der Entschädigung Elemente ausgeklammert werden, die dazugehören müssen, damit die Wiedergutmachung vollständig ist.

B.8. Die Wallonische Regierung macht geltend, daß der Dekretgeber nicht den Zukunftswert des Gutes ausschließen wollte, « sondern das Zustandekommen einer Wertsteigerung, die sich aus der Zweckbestimmung als technische Vergrabungszentren durch die Behörde ergeben würde ».

B.9. Eine solche Auslegung ist nicht mit dem Wortlaut von Artikel 20 § 5 zu vereinbaren. Indem der Dekretgeber verfügte, daß der Wert des Gutes « unter Ausschluß jeglichen Bezugs auf die künftige Betreuung eines technischen Vergrabungszentrums » festgelegt wird, hat er nicht unterschieden, ob die Wertsteigerung, deren Entschädigung er auszuschließen gedenkt, ein bereits vor der Enteignungsentscheidung als Abfallentsorgungsanlage zu bewirtschaftendes Grundstück betrifft, oder ob sie sich aus der Zweckbestimmung des enteigneten Grundstückes als technisches Vergrabungszentrum durch die Behörde ergibt. In der zweiten Hypothese entspricht der Ausschluß der Wertsteigerung den Regeln der gerechten Entschädigung, doch in der ersten Hypothese schließt der Dekretgeber ein Element aus, das für deren Berechnung berücksichtigen muß.

B.10. Der Klagegrund ist begründet.

Aus der Verletzung der Regeln über die Zuständigkeitsverteilung bezüglich des Gesellschaftsrechts abgeleiteter Klagegrund (vierter Klagegrund der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1043, dritter Klagegrund des Ministerrates)

B.11.1. Gemäß Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ist die Föderalbehörde alleine zuständig für das Handelsrecht und das Gesellschaftsrecht.

B.11.2. Indem der Dekretgeber in Artikel 20 § 3 des angefochtenen Dekrets vorsieht, daß in dem Fall, wo eine juristische Person des öffentlichen Rechts sich mit einer juristischen Person des Privatrechts zusammenschließt, « die Vorherrschaft der so gebildeten Vereinigung in der öffentlichen Hand liegen » muß und die Vereinigung die Form einer Aktiengesellschaft oder einer Genossenschaft aufweisen muß, hat er keineswegs das Gesellschaftsrecht geregelt. Er hat entsprechend seinen Zielsetzungen festgelegt, welche Formen die bestehenden Gesellschaften für ein solches Gebilde wählen müssen, ohne die Bestimmungen der koordinierten Gesetze, denen sie unterliegen, anzutasten. Indem der Dekretgeber hinzufügte, daß « für alles, was durch das vorliegende Dekret oder die Satzungen der Gesellschaft nicht geregelt ist, [...] die Bestimmungen bezüglich der Handelsgesellschaften anzuwenden [sind] », hat er eine Bestimmung erlassen, die Ausdruck seines Willens ist, nicht auf eine ihm nicht gehörende Zuständigkeit überzugreifen.

B.11.3. Die Bestimmungen über die Kontrolle des Jahresabschlusses und die Kontrollbefugnis der Regierung sind Maßnahmen, die entsprechend den Zielsetzungen des Dekrets den betreffenden Gesellschaften Verpflichtungen im Zusammenhang mit diesen Zielsetzungen auferlegen und die Zuständigkeit der Föderalbehörde zur Regelung des Gesellschaftsrechts nicht beeinträchtigen.

B.11.4. Der Klagegrund ist nicht begründet.

Aus der Verletzung der Regeln zur Zuständigkeitsverteilung bezüglich der Niederlassungsbedingungen abgeleiteter Klagegrund (erster Klagegrund des Ministerrates)

B.12.1. Artikel 6 § 1 VII Absatz 5 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen besagt, daß die Föderalbehörde alleine zuständig ist für « die Niederlassungsbedingungen, mit Ausnahme der Zuständigkeit der Regionen für die Niederlassungsbedingungen im Bereich des Fremdenverkehrs ».

B.12.2. Die Zuständigkeit der Föderalbehörde zur Regelung der Niederlassungsbedingungen beinhaltet insbesondere die Befugnis, Regeln über den Zugang zu bestimmten Berufen festzulegen.

Da die Ansiedlung und Bewirtschaftung von technischen Vergrabungszentren zum öffentlichen Dienst erhoben wird, sind solche Tätigkeiten keine Berufe im Sinne der obengenannten Bestimmung. Die Zuständigkeit, die der Föderalbehörde durch diese Bestimmung verliehen wird, beinhaltet nämlich nicht diejenige, Bedingungen für den Zugang zu öffentlichen Ämtern festzulegen. Diese Regel findet nicht nur Anwendung auf die in den öffentlichen Diensten im organisationsbezogenen Sinne ausgeübten Ämter, sondern auch auf die von den Personen ausgeübten Ämter, die beruflich und üblicherweise, ungeachtet der Art ihres Rechtsverhältnisses zum dezentralisierten Dienst, eine Aufgabe zum Gemeinwohl ausführen und somit einen öffentlichen Dienst im funktionalen Sinne leisten.

B.12.3. Der Klagegrund ist nicht begründet.

Aus der Verletzung der Regeln der Zuständigkeitsverteilung bezüglich der Preispolitik abgeleiteter Klagegrund (zweiter Klagegrund des Ministerrates)

B.13.1. Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen besagt, daß die Föderalbehörde alleine für « die Preis- und Einkommenspolitik » zuständig ist.

B.13.2. Artikel 20 § 1 Absatz 3 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes :

« Die Regierung bestimmt die für die Ablagerung in technischen Vergrabungszentren gültigen Tarifregeln. »

B.13.3. Aufgrund von Artikel 6 § 1 II Nr. 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sind die Regionen für den Sachbereich der « Abfallpolitik » zuständig. Diese Zuständigkeit beinhaltet diejenige, Tarifregeln festzulegen, die insbesondere bei der Verbringung in technische Vergrabungszentren Anwendung finden.

B.13.4. Eine solche Zuständigkeit kann nicht im Widerspruch zu derjenigen stehen, die der Föderalbehörde auf dem Gebiet der Preispolitik verliehen wurde. Dieser Vorbehalt bezüglich der Zuständigkeit kann jedoch nicht so weit gehen, daß den Regionen die Zuständigkeit zur Festlegung von Tarifregeln in den ihnen anvertrauten Sachbereichen abgenommen wird. Er besagt, daß die Regionalbehörde bei der Aufstellung solcher Regeln der allgemeinen Preispolitik der Föderalbehörde Rechnung tragen muß, insbesondere den durch das Gesetz vom 22. Januar 1945 über die Wirtschaftsordnung und die Preise oder aufgrund desselben festgelegten Regeln.

B.13.5. Indem der Regionalgesetzgeber die Regierung ermächtigt, Tarifregeln festzulegen, greift er nicht in die föderalen Zuständigkeiten ein und kann nicht davon ausgegangen werden, daß er der Regierung dies gestattet habe.

B.14. Der Klagegrund ist nicht begründet.

Bezüglich der aus der Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleiteten Klagegründe

Aus der Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 1 des Ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention abgeleiteter Klagegrund (zweiter Klagegrund der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1042, dritter Klagegrund der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1043, zweiter Teil des zweiten Klagegrunds der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1047)

B.15. Diese Klagegründe sind gegen Artikel 20 § 5 des angefochtenen Dekrets gerichtet. Wegen der Bewilligung des aus der Verletzung der Zuständigkeitsregeln abgeleiteten Klagegrundes, der gegen dieselbe Bestimmung gerichtet ist, braucht der aus der Verletzung des Gleichheitsgrundsatzes abgeleitete Klagegrund nicht geprüft zu werden.

Aus der Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 52 ff. des EG-Vertrags abgeleiteter Klagegrund (zweiter Klagegrund der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1043)

B.16. Aus den unter B.5.1 bis B.5.7 dargelegten Gründen ist der Klagegrund nicht begründet.

Aus der Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleiteter Klagegrund der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1043 (dritter Klagegrund, erster Teil)

B.17.1. Die klagenden Parteien führen an, der Regionalgesetzgeber greife ohne zulässige Rechtfertigung auf einen öffentlichen Dienst für Haushaltsabfälle oder Inertabfälle zurück, während er die Inanspruchnahme des Privatsektors oder des öffentlichen Sektors für Industrieabfälle gestatte. Diese Diskriminierung sei umso unannehmbare, als die Industrieabfälle eine größere Gefährlichkeit für die Bürger darstellten, weil sie die Möglichkeit eines Wettbewerbs böten, der nach der These des wallonischen Gesetzgebers zu Gewinnstreben oder zu Immobilienspekulation führen könnte.

B.17.2. Die für Haushaltsabfälle angenommene Regelung ist gerechtfertigt durch folgende Erwägungen :

« Seit jeher haben die Gemeinden in der Bewirtschaftung der Haushalts- und Inertabfälle eine vorherrschende Rolle gespielt, und zwar bei den ersteren, weil sie direkt durch die Bürger produziert werden, und bei den letzteren, weil sie sich oft aus lokalen öffentlichen Arbeiten ergeben. Die Industrieabfälle ihrerseits gelangten bisher in den Genuß von Privatinitiativen für die Verbringung in technische Vergrabungszentren. » (*Dok.*, Wallonisches Parlament, 1994-1995, 344, Nr. 1, S. 16)

B.17.3. Die unterschiedliche Regelung für die Industrieabfälle wird folgenderweise beschrieben :

« Schließlich wird dem privaten und dem öffentlichen Sektor ohne Unterschied die Verantwortung für die Einrichtung der Infrastrukturen zum Vergraben von Industrieabfällen überlassen. Das Eingreifen der Behörden in diesen Sektor sollte sich grundsätzlich darauf beschränken, für die Verfügbarkeit der Standorte unter Beachtung der Gesetze des öffentlichen Dienstes zu sorgen.

Dennoch könnte in gewissen Regionen, wenn sich besondere Infrastrukturen wirtschaftlich nicht rechtfertigen, das kommunale Interesse der Interkommunalen bei der Entsorgung der Industrieabfälle erweitert werden. » (ebenda, S. 17)

B.17.4. Der Hof würde seine Zuständigkeit überschreiten, wenn er angesichts solcher Erwägungen beschließen würde, daß der Gleichheitsgrundsatz es verlange, für Industrieabfälle und für Haushaltsabfälle die gleiche Ansiedlungs- und Bewirtschaftungsregelung vorzusehen.

B.17.5. Der Klagegrund ist nicht begründet.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

— erklärt Absatz 2 von Paragraph 5 von Artikel 20 des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Juni 1996 über die Abfälle für nichtig;

— weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 17. Dezember 1997

Der Kanzler,
(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,
(gez.) M. Melchior.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 140

[C — 98/35027]

**9 DECEMBER 1997. — Besluit van de Vlaamse regering
betreffende de personeelsleden belast met opdrachten in het kader van het experiment
controle op de inschrijvingen en op het regelmatig schoolbezoek**

De Vlaamse regering,

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht inzonderheid op artikel 3, § 1, § 2 en § 3, gewijzigd bij het decreet van 8 juli 1996;

Gelet op het bijzonder decreet van 19 december 1988 betreffende de Autonome Raad voor het Gemeenschaps- onderwijs, inzonderheid op artikel 55, § 1;

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van bepaalde personeelsleden van het gemeenschapsonderwijs, inzonderheid op Hoofdstuk IX;

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch sociale centra, inzonderheid op Hoofdstuk VI;

Gelet op het decreet van 8 juli 1996 betreffende het onderwijs-VII, inzonderheid op artikel 72;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 mei 1997;

Gelet op het protocol nr. 278 van 21 oktober 1997 houdende de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité X en van onderafdeling "Vlaamse Gemeenschap" van afdeling 2 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;